

COMMISSION EUROPEENNE
EuropeAid, Office de Coopération

RAPPORT NARRATIF FINAL
TECHNIQUE ET FINANCIER
DU PROJET
ONG-DDH/2004/089-683

« Bonne gouvernance et participation des
femmes dans sept pays d'Afrique de
l'Ouest »

Avec l'assistance financière de la Communauté Européenne

Lomé, Mars 2009

RAPPORT TECHNIQUE

1. Description

- 1.1. **Nom du bénéficiaire du contrat de subvention:** Women in Law and Development in Africa/ Femmes, Droit et Développement en Afrique (WiLDAF/FeDDAF)
- 1.2. **Nom et fonction de la personne de contact :** Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON, coordinatrice pour l'Afrique de l'Ouest
- 1.3. **Nom des partenaires de l'Action:**Néant
- 1.4. **Intitulé de l'Action:** Bonne gouvernance et participation des femmes dans sept pays d'Afrique de l'Ouest.
- 1.5. **Numéro du contrat:** ONG-DDH/2004/089-683
- 1.6. **Date de début et date de fin de la période de reporting:** 02 Janvier 2006 au 31 décembre 2008
- 1.7. **Pays ou région(s) cible(s):** Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo)
- 1.8. **Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles**¹ (si différents) (y inclus le nombre de femmes et d'hommes):

Les groupes cibles du projet sont :

- ✚ Les membres des associations, groupements à la base et des organisations de droits des femmes. Ces membres bénéficient des formations leur permettant d'agir à différents niveaux,
- ✚ Les autorités des secteurs publics et privés, cibles des actions menées par les femmes.

Les bénéficiaires du projet sont :

- ✚ Environ 455 personnes formées et participantes aux diverses activités du projet y compris les femmes des associations, groupements à la base et les organisations de droits des femmes,
- ✚ Les bénéficiaires finaux sont les femmes des villes et milieux ruraux représentant théoriquement un peu plus de 50% des populations des sept pays concernés par le projet qui bénéficieront de l'impact d'une meilleure prise en compte et des retombées des actions menées par les organisations, associations et groupements à la base.

¹ Les "groupes cibles" sont les groupes/entités pour lesquels le projet aura eu un apport direct et positif au niveau de l'Objectif du Projet, et les "bénéficiaires finaux" sont ceux qui bénéficieront du projet à long terme au niveau de la société ou d'un secteur.

- 1.9. Pays dans lequel/lesquels les activités sont réalisées (si différent du point 1.7): Il s'agit des mêmes pays visés au point 1.7

2. Evaluation de la mise en œuvre des activités de l'Action

2. 1. Activités et résultats

2.1.1. Atelier sous régional d'appropriation du projet

Du 16 au 17 février 2006 s'est tenu à Lomé l'atelier sous-régional d'appropriation du projet : « Bonne gouvernance et participation des femmes dans sept pays d'Afrique de l'ouest ». Organisé par le Bureau sous-régional de WILDAF/FeDDAF pour l'Afrique de l'Ouest, l'atelier a rassemblé des représentantes des sept pays bénéficiaires du projet. La liste de présence a été annexée au 1^{er} rapport du projet.

Cette première activité avait permis aux réseaux nationaux bénéficiaires de s'approprier le contenu du projet, de finaliser les stratégies de mise en œuvre des autres activités du projet en fonction du contexte spécifique à chaque pays et de valider le plan d'action prévu au niveau de chaque pays.

L'évaluation faite à l'issue des travaux révèle que l'atelier a permis aux participantes de s'approprier le contenu du projet à au moins 71%.

En effet des 14 participantes qui ont rendu leur fiche d'évaluation, 13 disent avoir eu une bonne compréhension du projet.

Les objectifs poursuivis par le projet sont apparus assez clairs pour 13 participantes qui disent en avoir une bonne compréhension.

En ce qui concerne la compréhension des activités le résultat est assez encourageant. Les activités telles que la conception d'outils sur les droits humains et le genre, l'outil sur le réseautage, le lobbying, la négociation et la communication, les ateliers de formations, les rencontres, la publication des expériences et des meilleures pratiques et l'atelier d'évaluation interne au moins 12 participantes sur les 14 ont dit avoir une bonne compréhension des activités. L'activité portant sur l'élaboration du module sur le processus de programmation, de planification, de budgétisation, d'analyse de budget et d'intégration du genre au budget a eu un score moindre, s'expliquant par le fait que la matière étant nouvelle, les participantes n'avaient pas une idée claire de ce que pouvait être le contenu du module.

Au niveau des stratégies de mise en œuvre, environ 11 participantes en ont une compréhension claire.

Sur 14 participantes environ 12 ont déclaré avoir une compréhension claire de la planification et du suivi du projet.

L'intensité des débats de même que la richesse des contributions constituent des indicateurs importants permettant de conclure à une appropriation par les participantes de ce projet qu'elles ont contribué à finaliser (confer rapport et photos de l'atelier d'appropriation).

Comme prévu, l'atelier d'appropriation s'est prolongé dans les pays par l'organisation d'une rencontre formelle. Elle a permis de restituer les travaux de l'atelier d'appropriation du projet aux autres membres de WILDAF afin de leur permettre d'avoir une meilleure compréhension du projet et de s'impliquer dans sa mise en

œuvre. A l'issue de la restitution et d'une manière générale, un comité de suivi jouant le rôle d'un mécanisme de suivi a été mis en place dans tous les pays du projet. Voici dans les lignes qui suivent un tableau récapitulatif des données relatives à ces rencontres.

PAYS	DATE DES ATELIERS	NOMBRE DE PARTICIPANTS
BENIN	06/05/06	30
BURKINA FASO	13/05/06	34
GHANA	30/03/06	30
MALI	17/03/06	30
NIGERIA	30/05/06	32
SENEGAL	01/04/06	13
TOGO	31/03/06	34

2.1.2. Production d'outils de formation

Des outils ont été produits et ont servi aux formations au niveau central dans tous les pays bénéficiaires du projet.

Trois types d'outils sont produits.

Au niveau des pays, un manuel de formation en versions normale et simplifiée a été conçu pour prendre en compte les réalités spécifiques à chaque pays. Chacune des versions normale et simplifiée porte le titre de « Manuel pour la participation des femmes à la bonne gouvernance : Processus de planification, programmation, budgétisation, analyse du budget et intégration du genre au budget ». Chaque pays a produit 400 exemplaires par version. Le nombre total produit dans les 7 pays s'élève à 5.600 exemplaires

Au niveau sous régional, le troisième outil portant le titre de « Manuel pour la participation des femmes à la bonne gouvernance lobbying, plaidoyer, négociation, réseautage et mise en coalition » a été imprimé en 3.200 exemplaires en français et 1000 exemplaires en anglais. Les exemplaires ont été mis à la disposition des réseaux nationaux pour être diffusés aux coalitions centrale, et décentralisées. Voici dans le tableau qui suit la synthèse des outils produits avec leur titre exact et les quantités produites.

Chaque participant a reçu les deux types d'outils pour son travail ultérieur. Les organisations de provenance des personnes formées ont également reçu des exemplaires de même que les autorités nationales et locales.

Pays	OUTILS PRODUITS			
	Niveau central		Niveau décentralisé	
	Titre	copie	Titre	copie
Bénin	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance au Bénin :</i> <i>Droits humains des femmes, état et décentralisation</i> <i>Processus de planification, programmation, budgétisation et intégration du genre au budget</i>	400	<i>Manuel Simplifié de formation pour la participation des femmes a la gouvernance au Bénin :</i> <i>Droits humains des femmes, état et décentralisation</i> <i>Processus de planification, programmation, budgétisation et intégration du genre au budget</i>	400
Burkina Faso	<i>Droits humains des femmes, Etat et décentralisation</i> <i>- Processus de planification, programmation, budgétisation, et intégration du genre au budget</i> <i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance au Burkina Faso</i>	400	<i>Droits humains des femmes, Etat et décentralisation</i> <i>Processus de planification, programmation, budgétisation, et intégration du genre au budget</i> <i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance au Burkina Faso</i>	400
Ghana	<i>Training manual for women's participation in governance in Ghana</i>	365	<i>Training manual for women's participation in governance in Ghana. Simplified version</i>	400
Mali	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance</i> <i>Droits humains des femmes, Etat et décentralisation</i> <i>- Processus de planification, programmation, budgétisation, et intégration du genre au budget</i>	400	<i>Modules simplifiés pour la participation des femmes a la gouvernance</i> <i>Droits humains des femmes, Etat et décentralisation</i> <i>- Processus de planification, programmation, budgétisation, et intégration du genre au budget</i>	400
Nigeria	<i>Training manual for the participation of women in governance in Nigeria</i> <i>Women's rights: the state and decentralization</i> <i>Integrating gender into the</i>	400	<i>Training manual for women's participation in governance</i>	400

	<i>budget: planning, programming and accounting</i>			
Sénégal	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance</i> <i>Droits humains des femmes, Etat et décentralisation</i> - Processus de planification, programmation, budgétisation, et intégration du genre au budget	400	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance</i> <i>Droits humains des femmes, Etat et décentralisation</i> - Processus de planification, programmation, budgétisation, et intégration du genre au budget VERSION SIMPLIFIEE	400

	Niveau National				Niveau sous régional	
	Niveau central		Niveau décentralisé			
	Titre	copie	Titre	copie	Titre	copie
Togo	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance au Togo</i> - Droits humains des femmes - Processus de planification, programmation, budgétisation, analyse du budget et intégration du genre au budget	400	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance au Togo</i> <i>Droits humains des femmes</i> - Processus de planification, programmation, budgétisation, analyse du budget et intégration du genre au budget Version simplifiée	400	<i>Manuel de formation pour la participation des femmes a la gouvernance :</i> <i>Plaidoyer, lobbying, réseautage, mise en coalition et négociation</i>	2200
					<i>Training manual for women's participation in governance</i> Advocacy, lobbying, networking, coalition building and negotiation	1000

2.1.3. Les ateliers de formation

2.1.3.1. Ateliers nationaux de formation au niveau central

i. Le déroulement des sessions de formation

D'une manière générale et en tenant compte des contextes nationaux, les ateliers ont commencé par le rappel des droits reconnus aux femmes à travers les instruments juridiques internationaux et nationaux en mettant l'accent sur les contenus spécifiques de ces droits et sur les engagements spécifiques pris par les Etats pour donner suite à ces droits reconnus. L'organisation de l'Etat et ses divers modes de fonctionnement aussi bien au niveau central et décentralisé ont été passés en revue avec un accent particulier sur les procédures de prises de décisions administratives. Cet aspect du module sur les droits humains a permis une bonne introduction aux questions budgétaires qui incluent la planification, la programmation et l'adoption du budget annuel. Les modules sur le réseautage, les techniques de plaidoyer et lobbying ont ensuite été administrés.

La méthodologie très participative utilisée visait à amener les participants à travers des questions réponses et courtes présentations suivies de discussions, à découvrir par eux-mêmes les droits reconnus, à identifier et préciser les violations qu'ils devront combattre afin de contribuer au respect de ces droits. Des exercices en sous groupes ont été également prévus. Ainsi souvent en sous groupes, ils ont analysé les différents instruments juridiques et engagements pris par les Etats. Ils ont analysé les budgets annuels de leurs gouvernements en se servant des connaissances qu'ils ont acquises en matière d'intégration du genre au budget dans le but d'évaluer la prise en compte des besoins et préoccupations des femmes par ces différents budgets. Des jeux de rôle leur ont en outre, permis de simuler des situations dans lesquelles ils pourront se retrouver face à l'administration et aux autorités politiques pour influencer leurs décisions.

La dernière journée de formation ; a été consacrée au suivi de la formation. Il a consisté à mettre en place la coalition, à adopter la plate forme des priorités et un plan d'action dans ces grandes lignes. Les choix opérés au cours de cette dernière journée ont été finalisés après la formation par un comité de participants pour servir de documents de base des coalitions.

ii. Les participants

Les ateliers ont regroupé environ vingt cinq participants par pays. Les mêmes personnes ont participé aux deux étapes de la formation afin d'assurer une continuité dans le processus d'apprentissage. Elles proviennent selon le contexte de chaque pays des organisations travaillant dans les domaines ci-après :

- Femmes et droits humains
- Femmes et éducation en général et particulièrement la promotion des jeunes filles dans les filières scientifiques et technologiques,
- Femmes et santé en général et particulièrement santé de la reproduction et VIH/SIDA
- Femmes et syndicat

- Femmes dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat
- Protection des consommateurs
- Femmes et développement à la base

Mais également en ce qui concerne le Ghana, des ministères de la femme, du développement rural, des agences gouvernementales telles que la commission électorale, la commission des droits de l'homme.

iii. Les résultats obtenus

14 ateliers ont été prévus et réalisés au niveau central dans l'ensemble des pays. Ils ont regroupé un total de 175 personnes soit un résultat de 100% Les informations sur les 14 ateliers sont résumées dans le tableau qui suit.

Tableau récapitulatif des ateliers

PAYS	DATE DES ATELIERS		LIEU	NBRE DE PARTICIPANTS
	Première session	Deuxième session		
BENIN	06 au 10 novembre 06	27 novembre au 01 ^{er} décembre 06	Cotonou	23
BURKINA FASO	24 au 28 octobre 06	06 au 10 novembre 06	Ouagadougou	23
GHANA	04 au 08 septembre 06	18 au 22 septembre 06	Accra	22
MALI	30 octobre au 03 novembre 06	13 au 17 novembre 06	Bamako	25
NIGERIA	20 au 24 novembre 06	04 au 08 décembre 06	Lagos	25
SENEGAL	02 au 06 octobre 06	16 au 20 octobre 06	Dakar	25
TOGO	31 juillet au 04 août 06	14 au 18 août 06	Lomé	32

1.2.3.2. Ateliers de formation au niveau décentralisé

i. Déroulement de l'atelier

Deux ateliers en deux sessions chacun ont été organisés soit 4 ateliers au niveau décentralisé par pays. Tout comme au niveau central les ateliers se sont déroulés en deux étapes de cinq jours. Les deux ateliers ont regroupé environ quarante participants par pays soit vingt participants à la fois. Les mêmes personnes ont participé aux deux sessions afin d'assurer une continuité dans le processus d'apprentissage.

Le contenu de la formation, ainsi que la méthodologie utilisée sont ceux précédemment décrits pour le niveau central. Seul le message a été simplifié pour être plus accessible aux participants au niveau décentralisé. Comme au niveau central, les participants aux formations ont adopté leurs plates formes de priorité et jeté les bases de leurs coalitions.

ii. Les participant e s

Les participants proviennent :

- des organisations travaillant pour la promotion des droits des femmes à la base.
- Des groupements de producteurs agricoles
- . femmes des confessions religieuses
- Association des femmes des marchés
- Des autorités traditionnelles (reines mères)
- Association des jeunes
- Des membres des assemblées locales
- Certains acteurs clés tel que la commission pour l'éducation civique et le conseil municipal des jeunes

iii. Les résultats obtenus

28 ateliers de formation au niveau décentralisé ont été effectivement organisés. Ils ont regroupé en tout 302 participants soit un taux de réalisation de 108%. Les informations sur les 28 ateliers sont résumées dans le tableau ci-après.

TABLEAU RECAPITULATIF DES ATELIERS

Premiers ateliers décentralisés

PAYS	DATE DES ATELIERS		LIEU	NBRE DE PARTICIPANTS
	Première session	Deuxième session		
BENIN	04 au 08 Décembre 06	08 au 12 Janvier 07	CBDIBA à Bohicon	24
BURKINA FASO	29 Janvier au 02 Février 07	12 au 16 Février 07	Kaya Province de Sanmatenga	22
GHANA	08 au 12 Janvier 07	22 au 26 janvier 07	Stella Hôtel à Tema	25
MALI	08 au 12 Janvier 07	29 Janvier au 02 Février 07	Maison des jeunes à Kati	20
NIGERIA	05 au 09 Février 07	12 au 16 Février 07	Filbon Guest House, New Haven Enugu	20
SENEGAL	15 au 19 janvier 07	22 au 26 janvier 07	Thiès	25
TOGO	30 Octobre au 03 Novembre 06	13 au 17 Novembre 06	Kpalimé	21
Total				157

Deuxièmes ateliers décentralisés

PAYS	DATE DES ATELIERS		LIEU	NBRE DE PARTICIPANTS
	Première session	Deuxième session		
BENIN	20 au 24 Février 07	17 au 21 Avril 07	Hôtel Mirador à Parakou	21
BURKINA FASO	10 au 14 Avril 07	16 au 20 Avril 07	Fada-Gourma	22
GHANA	23 Avril au 03 Mai 07		Daboase, Mpohor Wassa East District	22
MALI	10 au 14 Avril 07	16 au 20 Avril 07	Sikasso	20
NIGERIA	18 au 22 Juin 07	25 au 29 Juin 07	Abeokuta	20
SENEGAL	07 au 11 Mai 07	14 au 18 Mai 07	Diourbel	20
TOGO	23 au 28 avril 07	07 au 11 Mai 07	Sokodé	20
Total				145

1.2.3.3. Synthèse des évaluations faites par les participants sur les formations reçues

Les participants ont exprimé leur satisfaction pour le contenu et les objectifs de la formation. Ils ont trouvé les ateliers intéressants, pratiques, participatifs et bien planifiés. Ils ont apprécié l'éveil de conscience que la formation leur a permis d'avoir et la capacité à agir qu'ils ont acquise. Une des participantes du Ghana a témoigné avoir été capable de prendre la parole en public ce qu'elle n'a jamais su faire auparavant. Une autre participante provenant d'une association des femmes du marché, qui n'avait aucune éducation formelle, s'est senti à l'aise au niveau de la discussion même lorsqu'il s'est agi de parler des questions très techniques. Elle est devenue plus active et très engagée sur toutes les questions affectant ses collègues au marché.

S'agissant spécifiquement des modules ayant fait l'objet des formations, les participants ont estimé dans une large majorité que leur choix a été judicieux, qu'ils ont contribué à renforcer leurs connaissances pour mieux appréhender les enjeux liés à la promotion des droits de la femme. Ils ont reconnu leur utilité pour leur travail futur.

1.2.3.4. Adoption de priorités et reconnaissance officielle des coalitions

Les priorités identifiées par les coalitions baptisées « coalitions femmes et gouvernance » mises en place à l'issue des ateliers varient selon le contexte et la situation relative à la mise en œuvre des droits des femmes dans chaque pays. Après les trois séries de formation et la mise en place de toutes les coalitions, le nombre des coalitions s'élève à 23 et est résumé dans le tableau qui suit.

Les priorités identifiées sont synthétisées dans le tableau qui suit :

PAYS	PRIORITES IDENTIFIEES NIVEAU CENTRAL	PRIORITES IDENTIFIEES NIVEAU DECENTRALISE
BENIN	1. Participation à 'examen du Budget National ; 2. Plaidoyer pour une prise en compte des besoins des femmes dans les budgets dans six Communes du Bénin ; 3. amélioration de la représentation des femmes dans les instances de prise de décision. 4. La contribution au maintien des filles à l'école 5. La vulgarisation du code des personnes et la famille 6. Adoption de la loi sur la gratuité de la Césarienne	1. Plaidoyer au niveau des communes pour une prise en compte des besoins des femmes dans les budgets ; 2. Amélioration de la représentation des femmes dans les instances de prise de décision. 3. Plaidoyer pour la prise en compte des personnes vulnérables dans les budgets des communes du Borgou et de l'Alibori ; 4. Encourager la scolarisation des filles
BURKINA FASO	1. plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les budgets 2. Plaidoyer pour l'adoption d'une loi sur les quotas 3. Plaidoyer pour la prise en charge des soins de santé maternelle 4. Maintien des filles dans les filières scientifiques	1. Maintien des jeunes filles dans les cursus scolaires 2. Intégration du genre au budget Plaidoyer pour la subvention ou la gratuité des dépistages des cancers du col de l'utérus et des seins
GHANA	1. La prise en compte du genre sur les actes de naissance 2. Actions discriminatoires positives 3. Prise en compte du genre dans les budgets	1. Autonomisation des femmes 2. Emploi des jeunes 3. Salubrité publique 4. Sécurité 5. Publication officiel des arrêtés municipaux 6. Réduction de la pauvreté des femmes et des filles 7. Rétention des filles à l'école 8. Réduction du travail des enfants 9. VIH/SIDA
MALI	1. Révision de la loi électorale 2. Participation à la gouvernance locale 3. Adoption des mesures discrimination positives 4. Adoption du projet de code de la famille 5. Adoption de la loi d'accompagnement pour la mise	1. Positionnement des femmes sur les listes électorales 2. Désenclavement des villages 3. Salubrité des quartiers et des villes à Kati et Sikosso 4. Renforcement des pouvoirs économiques des femmes 5. Alphabétisation des femmes/ Scolarisation massive des filles

	en œuvre du protocole de Maputo 6. Vulgarisation de la loi d'orientation agricole 7. Prise en compte du genre dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 8. Prise en compte du genre dans le budget national	6. Accès à l'eau potable 7. Réhabilitation et assainissement des marchés locaux 8. Réduire le taux de mortalité infantile à Kati 9. Prise en compte des priorités et besoins des femmes dans les politiques et programme
NIGERIA	1. Intégration du genre dans les politiques et programmes 2. prise de loi sur les discriminations positives 3. Plaidoyer pour des réformes économiques et portant sur les politiques de sécurité sociale pour lutter contre la pauvreté 4. Plaidoyer pour la s réforme des politiques de santé qui prennent en compte le genre 5. Plaidoyer pour la mise en place de structure pour lutter contre les violences et crimes politiques	1. Participation des femmes en politique 2. prise de loi sur les discriminations positives 3. plaidoyer pour des mesures spécifiques en matière de développement communautaires 4. Participation au processus de budgétisation dans l'Etat d'OGUN 5. VIH/SIDA
SENEGAL	1. Intégration du genre au processus de budgétisation 2. Adoption de dispositions législatives sur la parité	1. Intégration des femmes dans les instances de prise de décisions 2. la scolarisation de la jeune fille
TOGO	1. La prise en charge par l'Etat de la césarienne et des soins d'urgence aux accidentés de la route 2. L'accessibilité à l'eau potable et à l'énergie domestique pour tous 3. la gratuité de l'école primaire. 4. L'appui financier et pédagogique aux filles dans l'enseignement supérieur et la formation professionnelle spécialement les filles dans les filières scientifiques 5. Le contrôle des prix pour réguler les coûts fluctuants des denrées de première nécessité 6. L'équité dans le calcul de l'IRPP de la femme fonctionnaire 7. La ratification du protocole additionnel à la CEDEF 8. L'adoption par l'Assemblée	1. Femmes, transport et taxes 2. Santé maternelle et infantile 3. Femme et éducation 4. L'accessibilité des femmes aux pièces d'état civil et d'identité nationale 5. Réhabilitation des infrastructures de marché 6. L'accessibilité à la terre pour la femme 7. Participation de la femme aux prises de décisions 8. la déscolarisation des jeunes filles 9. l'insalubrité publique

	Nationale du Nouveau Code des Personnes et de la Famille 9. L'intégration du genre dans le budget national 10. La participation de la femme aux prises de décisions et sa représentativité dans les instances politiques	
--	--	--

Les coalitions ghanéennes et Nigériennes ont choisi de porter des noms spécifiques tandis que les autres ont gardé l'appellation commune de « Coalition femme et bonne gouvernance » avec des précisions par rapport au pays ou à la localité. Ainsi on a par exemple la « Coalition Centrale femme et bonne gouvernance au Togo » ou encore la « Coalition femme et bonne gouvernance de Kati² ». Au Ghana, Il existe "CoWIG Accra" (Coalition of women in governance Accra), CoWIG Tema et COWIG Mpohor Wassa, alors qu'au Nigeria les trois coalitions sont : « South Eastern Nigerian Women Coalition for good governance » (SENGOV) et « Women Development Network in Ogun State » (WODENO),. "Coalition for more participation of women in governance and decision making" (COPAWIG)

Les coalitions se sont fait connaître de diverses manières officiellement aux autorités du pays en tant que réseaux composés de plusieurs coalitions ayant une représentation non seulement dans la capitale mais également dans plusieurs autres localités du territoire. Au Togo, la coalition a choisi pour sa sortie officielle le 31 juillet, journée africaine de la femme célébrée en 2007 sous le thème national de l'implication des femmes dans la vie économique. La célébration a fait une large part à la participation des femmes à la bonne gouvernance. La coalition a organisé une manifestation qui a été l'occasion à la fois de remettre officiellement un panier de doléances relatives priorités des femmes et d'exprimer la disponibilité des groupes de femmes à contribuer à la recherche des voies et moyens pour parvenir au mieux être des femmes et de la population en général. Des images de cette manifestation ont été envoyées dans le rapport soumis en septembre 2007.

Ailleurs, des audiences ont été obtenues avec les autorités ciblées en fonction du contenu des plates formes de priorité en vue de présenter les coalitions et des requêtes précises.

Que les coalitions aient ou non organisé un lancement officiel, elles ont toutes à un moment ou un autre, interpellé les divers autorités compétentes Les objectifs visés la plupart du temps étaient d'attirer l'attention des gouvernants sur les conditions de vie des femmes et de leur rappeler leurs engagements pris pour la promotion de la femme.

Les coalitions ont réussi à s'imposer aux autorités comme des interlocutrices avec lesquelles elles doivent compter.

² Au Mali

L'évaluation qu'on pouvait faire de la mise en œuvre des activités d'introduction des coalitions est qu'elle a contribué à ouvrir à ces dernières les portes des ministères et services techniques pour amorcer un dialogue avec les autorités. Elles ont en outre permis l'intégration des représentantes des coalitions dans certaines structures créées ou existantes chargées de mener la réflexion sur certaines préoccupations Des plates formes. Nous pouvons citer l'exemple du Togo où une commission technique a été mise en place par le Ministère de la santé suite aux actions de la coalition afin d'étudier les modalités pratiques d'adoption de mesures visant la gratuité de la césarienne.

1.2.4 Plaidoyer et lobbying dans les pays

La présentation des actions de plaidoyer et lobbying se fera selon les principales priorités sur lesquelles les coalitions ont eu à travailler : Les femmes dans les instances de prise de décision, les femmes et la santé, les femmes et l'éducation, l'intégration du genre dans les programme politiques et budget, la question des violences à l'égard des femmes et autres. Le rapport en ce qui concerne cette partie se fera en les inscrivant selon cette classification.

1.2.4.1. Femmes et prise de décision

1.2.4.1.1. Les actions clés entreprises

Les actions menées par les coalitions ont été de plusieurs ordres. Certaines ont visé à influencer les processus électoraux, d'autres ont cherché à améliorer la participation des femmes dans les instances nominatives, enfin une troisième catégorie d'actions a consisté à créer des conditions et un environnement propice pour plus de participation de femmes dans la gestion de la chose publique.

i. l'influence des processus électoraux

Tous les pays bénéficiaires du projet ont durant les trois années du projet connu des échéances électorales. Les coalitions ont saisi ces opportunités pour travailler à influencer les décideurs afin que les femmes participent davantage à la gestion de la chose publique. Chaque pays a organisé au minimum des plaidoyers en direction des gouvernements et des partis politiques pour un meilleur positionnement des femmes afin qu'elles aient les mêmes chances de se faire élire que les hommes. Certains ont formé les candidates et sensibiliser les populations pour qu'elles puissent voter pour les femmes.

Au Ghana, les divers efforts mis en œuvre depuis 2007, ont atteint leur paroxysme lors des élections présidentielles et parlementaires de décembre 2008. COWIG a organisé, avec le WILDAF Ghana, une activité dénommée , « le women's dialogue ». Ce dialogue a, pour la première fois dans l'histoire du pays donné, , l'opportunité aux différents candidats de présenter leur vision sur la problématique femme au Ghana ainsi que les actions pertinentes de leur programme de gouvernement. Les femmes à leur tour, ont présenté leurs préoccupations aux partis auxquels elles ont posé des questions précises.

COWIG Tema a organisé un forum dans la circonscription électorale de Tema pour permettre aux femmes candidates de présenter leur programme aux électeurs.

Après les élections, les membres de COWIG ensemble avec d'autres représentants des organisations de femmes, ont rencontré en janvier 2009, le nouveau Président élu du Ghana pour lui présenter officiellement les besoins des femmes.

Au Mali, dans le cadre des élections législatives de 2007, les trois coalitions ont mené des activités d'information et de sensibilisation sur la participation massive des femmes aux élections. Des médias ont été mis à contribution.

Des conférences débats ont été organisées. Les groupes cibles de ces activités étaient : les femmes leaders des associations et ONG, les chefs traditionnels et religieux, les autorités administratives, les chefs de partis.

En partenariat avec le Centre Djoliba, la coalition centrale a organisée une journée de plaidoyer auprès des chefs de partis et des femmes leaders pour le bon positionnement des femmes candidates sur les listes électorales.

Au Nigeria, COPAWIG et WILDAF Nigeria, ont intégré un réseau d'organisations de la société civile de l'Etat de Lagos qui s'est mobilisé pour accroître la participation des femmes au processus électoral, notamment en tant que candidates aux postes électifs dans l'Etat de Lagos.

La coalition centrale avec des organisations telles WARDC et WOCON ont organisé une journée de planification stratégique pour les femmes candidates dans l'Etat de Ondo et Ogun afin de les préparer pour les échéances locales d'octobre 2008.

Dans les Etats de Ogun et de Anambra, les coalitions se sont également investies pour s'assurer que les femmes participeront aux élections au plan local et qu'elles ont des chances d'être élues.

De manière générale, des actions ont été menées en vue de susciter beaucoup de candidatures féminines aux élections législatives et locales.

COPAWIG et SENGOV **au Nigeria**, ont fait le suivi des élections et travaillé pour encourager celles qui ont perdu les élections à ne pas se décourager et aider celles qui voulaient exercer des recours à pouvoir le faire aisément.

Au Bénin, la coalition du Zou, a procédé à la sensibilisation des groupements de femmes à Za-kpota sur la femme leader pour les élections communales de Décembre 2007. Elle a aussi organisé des conférences publiques itinérantes pendant le mois de février pour inciter les femmes à se décider à être candidates aux élections de mars 2007 et pour sensibiliser les époux à soutenir la candidature de leurs conjointes.

La coalition de Parakou a organisé une conférence sur le thème « femme et Politique ». Elle a formé des femmes leaders sur leurs droits, la citoyenneté, le leadership et la communication. Elle a fait un plaidoyer en direction des populations afin de les amener à supporter les candidatures féminines. Elle a soutenu

spécialement les femmes ayant été bien positionnées en l'occurrence la présidente de la coalition du Nord qui a réussi à se faire positionner en tête de liste.

Au **Burkina Faso**, au niveau de Kaya, les membres de la coalition ont eu à rencontrer le 24 février 2007, le maire de la commune et les responsables des partis politiques les 24,26 et 27 février 2007 pour plaider un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales du scrutin du 06 mai de la même année.

ii. Plaidoyer pour plus de femmes aux postes nominatifs

Les coalitions ont travaillé pour influencer les compositions des gouvernements en s'assurant que le nombre de femmes qui y sont est supérieur à celui du gouvernement qui précède.

A Cotonou au Bénin, à la veille du remaniement ministériel intervenu après les élections présidentielles et législatives en 2007, la coalition au niveau central a mobilisé d'autres organisations et réseaux oeuvrant pour les droits des femmes pour dénoncer la sous représentation des femmes au parlement et rappeler au chef de l'Etat les engagements pris au plan international et national. La coalition a demandé au Chef de l'Etat de veiller à accroître le nombre de femmes dans son prochain gouvernement. La coalition a à cet effet présenté une déclaration sur plusieurs chaînes de télévision, radios et dans les journaux.

A Accra au Ghana, la coalition nationale a entrepris un plaidoyer pour voir le nombre des ministres femmes s'accroître dans le gouvernement au moment où il était question de le remanier. Après un certain nombre d'interventions auprès de certains membres du gouvernement, il fut décidé d'envoyer une correspondance au Président de la République avec copie à la ministre de la femme et à la conseillère en chef du Président de la République.

A Lomé au Togo, les femmes ont, à travers plusieurs initiatives demandé la présence des femmes à la cour Constitutionnelle lors de sa reconstitution :

1. Elles ont suscité des candidatures féminines parmi des femmes compétentes. Il y eu 9 candidates sur 32 postulants et approché des parlementaires avant le vote au parlement.
2. Au lendemain du vote, elles ont dénoncé par une conférence de presse le fait que le parlement n'avait élu aucune femme,
3. Elles ont alors écrit au Président de la République, qui avait un pouvoir discrétionnaire, de nommer des femmes parmi les trois juges qu'il a, à nommer.

iii. Les actions visant à obtenir la parité et les mesures de discriminations positives

Les coalitions de tous les pays du projet ont œuvré avec plus ou moins de succès pour l'adoption de mesures discriminatoires positives. Le Sénégal est allé plus loin dans ce domaine en exigeant du gouvernement la parité.

En effet, **au Sénégal**, le réseau « Femmes et bonne gouvernance » a fortement soutenu le COSEF membre de la dite coalition dans son initiative pour l'instauration de la parité au Sénégal. Il convient de rappeler que cette action démarrée en décembre 2006 s'est poursuivie jusqu'en janvier 2007.

Les femmes de la société civile sénégalaise parmi lesquelles les coalitions ont, à travers des actions de lobbying et plaidoyer proposé un avant projet de loi sur la parité qu'elles ont remis officiellement aux autorités par l'intermédiaire de la ministre de la femme. Une autre démarche a ensuite été entreprise en direction du Chef de l'Etat lui-même. Il faut signaler que toutes ces actions ont été médiatisées.

Au Ghana, CoWIG, WiLDAF et les autres organisations de femmes ont utilisé toutes les opportunités qui se sont offertes à elles dans le cadre du processus électoral de décembre 2008 pour demander l'adoption de mesures discriminatoires positives à une meilleure participation des femmes à la vie publique. Elles ont en outre, organisé une marche au lendemain des élections pour demander au gouvernement la nomination des femmes ministres à hauteur de au moins 40% de l'effectif total. Il convient de souligner que les partis en compétition s'étaient déjà engagés dans ce sens lors des débats avec les candidats ou leurs représentants.

Au Togo, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord Politique Global, les membres des coalitions femmes et Bonne Gouvernance auxquels se sont jointes d'autres organisations de la société civile ont organisé une conférence de presse pour convier la classe politique et spécifiquement le gouvernement à adopter les mesures incitatives pour la participation des femmes à la vie publique. Des copies du communiqué signé par toutes les organisations membres de la coalition et d'autres structures de la société civile ont été adressées au Président de la République, au Premier Ministre, au Président de l'Assemblée aux partenaires en développement et à tous les organes de presse.

Au cours de la période allant de décembre 2006 à janvier 2007, et lors des séances de révision du code électoral, la coalition a demandé aux parlementaires d'insérer le principe du quota dans la loi pour s'assurer une représentation plus équitable des femmes sur les listes de candidatures lors des prochaines législatives.

Hormis cette demande, des propositions ont été faites au gouvernement pour :

- ❖ faire obligation à chaque parti politique de présenter 30% de candidatures féminines sur leur liste sous peine d'irrecevabilité de la liste ;
- ❖ multiplier par trois le financement à octroyer aux partis pour un candidat élu lorsqu'il s'agit d'une candidate élue aux élections législatives et locales ;
- ❖ soutenir financièrement la campagne des femmes pour les élections législatives ;

1.2.4.1.2. Les résultats et changements obtenus

Même si les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des efforts déployés par les coalitions, certains résultats obtenus méritent d'être soulignés.

Dans la majorité des pays qui ont connu des élections au cours de la période, Beaucoup de femmes se sont portées candidates aux élections législatives et locales et il y a eu un léger accroissement de celles qui ont gagné.

Au Bénin, 1435 femmes se sont présentées aux élections locales de 2008, contre 1199 en 2002.

Au **Togo**, sur 2122 candidats positionnés pour les élections législatives d'octobre 2007, 205 sont des femmes.

Au Mali, 47 femmes se sont portées candidates contre 238 postulants à **Sikasso** pour les élections législatives tandis que 18 se sont présentées à **Kati** ; ce qui était une première dans ces deux localités ciblées par le projet.

S'agissant des résultats des élections législatives, le nombre de femmes élues est passé de 13 à 17 au **Burkina Faso**, de 23 à 33 au **Sénégal**, de 5 à 9 au **Togo**, de 6 à 9 au **Bénin**.

Au Bénin, les femmes élues au niveau local sont passées de 44 à 60.

La synthèse de quelques résultats obtenus

Pays	Nombre de femmes dans les Assemblées précédentes				Nombre de femmes élues			
	Législatives	%	locales	%	législatives	%	locales	%
Bénin	6	7,2	44	3,66	9	10,8	65	4,40
Burkina Faso	13	11,71			17	15,3	5400	30,33
Ghana	25	10,9			20	8,7		
Mali	15	10,2			15	10,2	701	6,50
Nigeria					25	7		
Sénégal	23	19,2	1606	11,19	33	22		
Togo	5	6,01	NA	NA	9	11,11	NA	NA

Au Ghana, le NDC qui a gagné les élections a promis une représentation des femmes dans le gouvernement à hauteur de 40% au niveau national et local. Ces promesses sont en train d'être concrétisées au moment où nous rédigeons ce rapport. Il convient de noter que suite aux actions de plaidoyer et lobbying entreprises en 2007, il y eu une augmentation de 100% des ministres femmes au gouvernement. Sur les 33 postes ministériels que comportait le gouvernement sortant à cette époque, 3 étaient des femmes. Dans le gouvernement remanié, le nombre a été porté à 6, assurant ainsi une représentation des femmes au gouvernement égale à 18% au lieu de 9% auparavant.

Le bureau exécutif qui est la plus haute instance de prise de décision des organes de l'assemblée locale de Tema, comprend 7 femmes. Deux femmes dirigent des sous commissions à l'Assemblée : les finances et les services administratifs et sociaux. Il convient de rappeler que certains membres de cet Assemblée sont membre de COWIG Tema.

Les femmes à l'Assemblée sont fortement soutenues par les membres de COWIG Tema. Cela a favorisé la prise de nombreuses de mesures au bénéfice des jeunes filles :(des formations dans divers domaines, des bourses d'études, des emplois).

COWIG Téma est en train de négocier avec les sous structures de l'Assemblée pour que plus de femmes soient nommées pour combler les sièges non pourvus et qui reviennent normalement aux femmes. En effet, selon les dispositions réglementaires, 30% des sièges à pourvoir au parlement local se font par nomination. Et de ces 30%, 18 sièges devraient revenir aux femmes. Or à ce jour seul 8 des 18 sièges sont pourvus.

Au Bénin, bien que la coalition du Zou ne soit pas la seule structure à travailler dans ce Département pour la participation de la femme à la vie publique, il est à souligner que la contribution de la coalition a apporté un plus et qu'aujourd'hui la Commune de Bohicon qui n'avait jamais eu de femme au Conseil Municipal en compte une depuis les élections passées. La Commune d'Abomey en compte aussi une, Zagnanado une, et Ouinhi en compte une. La présidente de la coalition de Parakou, a, grâce à la formation reçue, pris conscience de la nécessité de se présenter pour donner l'exemple aux femmes que la coalition sensibilise. Elle a pu obtenir son positionnement en tête de liste et son élection en tant que conseillère municipale.

Au Togo, en ce qui concerne les mesures incitatives pour la participation des femmes dans les processus électoral, une loi et un décret ont été pris par le gouvernement Togolais Il s'agit :

- ❖ de la loi n°2007-018 portant financement public des partis politiques. La loi en son article 9 prévoit que l'Etat alloue aux partis politiques une prime à la promotion des femmes. Chaque parti politique bénéficiera d'un bonus financier proportionnel au nombre total de femmes élues aux élections législatives ou locales.
- ❖ du décret n° 2007-073 fixant le montant du cautionnement à verser pour les élections législatives anticipées. L'article 2 de ce décret accorde une réduction de 25% par candidature féminine à toute liste de candidats.

Lors de la recomposition de la cour Constitutionnelle en 2007, les actions ont abouti à la nomination d'une femme juge parmi neuf. Ceci fut un événement car cette nomination est une première dans l'histoire du Togo.

Au Sénégal, les députés ont examiné le 13 novembre 2007, le projet de loi constitutionnelle N° 40/2007, modifiant les articles 7, 63, 68, 71 et 82 de la Constitution avant de le voter à leur majorité moins une voix et deux abstentions. Le Sénat à son tour est allé dans le même sens que le parlement en votant le projet de loi n° 01/2007 modifiant les articles 7, 63, 68 et 82 de la Constitution. La nouvelle disposition garantit l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats et aux fonctions électives. Cette réforme représente une avancée de taille qui met la constitution sénégalaise en conformité avec le protocole à la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes dont l'article 9 requiert une participation paritaire des hommes et des femmes en politique.

1.2.4.2. La prise en compte du genre dans les politiques, plans, programmes et budgets

1.2.4.2.1. Les actions entreprises

L'ensemble des coalitions à, a un niveau où un autre œuvré auprès des autorités pour faire prendre en compte le genre dans les politiques, plans et programmes ou/et dans les budgets. Les résultats obtenus montrent que les coalitions au niveau des

communes ont eu plus de succès que les coalitions au niveau central. Cette prise en compte concerne généralement les besoins spécifiques tels que les questions d'éducation, de désenclavement des voies d'accès, par exemple.

Au Togo au lendemain de la mise en place de la coalition « femme et bonne gouvernance », les membres ont saisi l'opportunité de l'examen du budget 2007 à l'Assemblée Nationale pour plaider pour une prise en compte du genre dans le budget. La coalition a demandé aux parlementaires d'amender le projet de budget 2007 pour prendre en compte la gratuité de la césarienne pour les femmes nécessiteuses qui viennent accoucher dans les centres de soins publics que sont les centres hospitaliers régionaux et universitaires. Il a également été demandé aux élus du peuple, d'inscrire des ressources ne serait-ce que de manière symbolique, dans le budget en examen, afin qu'elles puissent servir à organiser des activités préparatoires à la mise en œuvre de la stratégie genre dans les programmes et budget. Ces actions préparatoires pourraient être des études complémentaires, des cadres de concertation, la formulation de politique sensible au genre dans un secteur pilote pour permettre une certaine maîtrise de l'approche par les techniciens des départements.

Face au non aboutissement de l'initiative, la coalition s'est réorganisée pour faire prendre en compte ces besoins dans les planifications de l'année d'après. Ainsi, la coalition a rencontré, le Ministre de la Santé, travaillé avec ses techniciens, afin d'inscrire la prise en charge de la césarienne et les premiers soins à apporter à tous les accidentés de la route dans les plans et programmes des années à venir.

Au niveau de Kpalimé, au Togo, la coalition a participé à l'élaboration du budget communale 2008.

Au Bénin, la coalition centrale participe depuis 2006 et ceci chaque année à l'examen du budget national aux côtés de « social Watch », une organisation de veille citoyen mise en place. La représentante de la coalition a eu entre autres, à s'assurer que le budget programme a été élaboré selon les règles et qu'il est sensible au genre. Des recommandations ont été faits sur les points qui paraissaient importants mais ne sont pas pris en compte dans le budget en veillant à ce qu'il y ait une équité genre. Les observations consignées par écrit et ont été remis aux députés.

.Au niveau des communes au Bénin, les membres de la coalition du Zou se sont organisés pour plaider au niveau des communes une prise en compte des besoins des femmes dans les budgets. Ils ont rencontré et dialogué avec les autorités. Ils ont participé à des séances de travail pour analyser les budgets et faire prendre en compte des besoins des femmes et des jeunes filles. Ils ont participé également aux rencontres intercommunales en vue de sensibiliser les élus locaux sur les besoins des femmes.

Toujours, au Bénin, dans la Commune de Zagnanado la coalition a mieux suivi le budget 2008 de la commune et cela grâce à la présence de l'un des membres en la personne de Mr AHOLOUKPE qui, en tant que Chef d'Arrondissement veillait au grain et donnait les informations au fur et à mesure pendant la période de l'élaboration du budget.

Au Sénégal, les coalitions décentralisées ont organisé des visites aux autorités de leurs localités pour renforcer la collaboration et faire en sorte que ces dernières soient plus impliquées dans les activités du programme. Ainsi, les Maires, Préfets, Gouverneurs, Conseillers régionaux, Conseillers ruraux ont été rencontrés. Des séances de travail ont visé à apporter des arguments de taille pour que le genre soit intégré dans le processus budgétaire et à inciter les autorités à prendre en charge les besoins prioritaires des femmes dans les projets, programmes de développement.

Au Ghana, un contact initial a été pris avec le ministère des finances de la planification économique qui a informé la coalition qu'il n'était pas prêt pour avoir une séance de travail avec les membres de la coalition avant le début de l'année 2009 car le budget 2009 ne sera préparé qu'après les élections présidentielles. Cependant, COWIG a rencontré par deux fois ISODEC, une organisation de la société civile spécialisée dans l'analyse du budget, pour planifier les activités futures préparatoires au processus budgétaire. C'est ainsi qu'ensemble COWIG et WiLDAF Ghana en collaboration avec le ministère des finances et de la planification économique ont organisé en ce mois de février 2009, malgré la fin du projet, une formation sur l'intégration du genre au budget pour 20 femmes parlementaires et quelques parlementaires hommes. Cette formation doit pouvoir aider les parlementaires nouvellement élus à débattre efficacement du budget 2009 qui est également introduit ce mois de février 09.

Au Nigeria, Ayant noté une absence de responsabilité en ce qui concerne l'allocation des ressources budgétaires pour la prise en compte adéquate des besoins spécifiques des hommes et des femmes, une visite de courtoisie a été organisée par COPAWIG au département ministériel de la planification et du budget au niveau de l'Etat de Lagos afin de plaider pour plus d'attention sur la question.

WODENO, la coalition décentralisé d'Ogun state a organisé en avril 08, une table ronde d'une journée sur l'intégration du genre au budget et le suivi budgétaire au niveau local. Plusieurs structures ont été mobilisées autour des priorités de la coalition. Un groupe de travail a été mis en place pour faire le lien avec le gouvernement local de Abeokuta Sud et de Odela en ce qui concerne le processus de budgétisation. La coalition a mobilisé également les femmes du marché qui ont porté à la table de discussion les questions relatives au bien être des femmes au marché et l'amélioration du cadre scolaire des enfants.

1.2.4.2.2. Les résultats et changements intervenus

Un des résultats, qui augure de la pérennité du projet est la reconnaissance des femmes groupes cibles et bénéficiaires du projet comme partie prenante du processus d'élaboration des politiques de planification et d'élaboration du budget. Elle se manifeste dans certains pays par leur intégration dans diverses structures intervenant dans le processus. De même, le projet a réussi à emmener les autorités à ouvrir les processus de budgétisation à la population au niveau décentralisé.

Au Togo, la coalition centrale avec un de ses alliés au ministère des Finances, du budget et des privatisations ont réussi en février 2007, à faire prendre en compte

lors d'un atelier de validation du document de stratégie de réduction de la pauvreté et de l'élaboration du plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Togo (UNDAF) 2008-2012, les besoins spécifiques des femmes relatifs aux objectifs des OMD. En 2008, on peut noter dans les documents officiels du **gouvernement togolais**, la prise en compte de la priorité relative à la gratuité de la césarienne défendue par les coalitions togolaise. Elle fait l'objet du programme d'urgence du Togo, centré sur l'agriculture, la santé et l'éducation³. La gratuité de la césarienne est l'une des dix actions sélectionnées dans le cadre du plan d'urgence. L'ensemble des points ont été budgétisés à hauteur de 9,197 milliards du FCFA.

Toujours **au Togo**, le maire de **Kpalimé** a, suite aux actions de la coalition, invité en décembre 2007, toute la population par voie de radio, à assister à la délibération du conseil municipal dédiée à l'adoption du budget 2008. Ceci est la toute première dans cette commune. Joignant le geste à la parole, les femmes du marché, accompagnées par les membres de la coalition ont eu à prendre part à la session d'adoption du budget. La coalition a donc réussi à influencer le processus d'adoption budgétaire dans le sens d'une plus grande ouverture à la participation des populations. De plus, au cours de cette session la municipalité a pris en compte les besoins spécifiques des femmes des marchés tels que la confection des hangars, des magasins pour le stockage des marchandises.

Au Bénin, l'un des fruits de l'action de la coalition de Zagnanado dans le Zou a été une amélioration sensible du nombre de filles devant poursuivre leurs cours dans les collèges du Chef lieu du Département du Zou et ayant bénéficié d'une bourse de la Mairie. De 5 filles bénéficiaires en 2007, le nombre a été porté à 17.

Un autre résultat a été la mise en place d'un partenariat entre la mairie de Toffo et la coalition du Zou.

Au Ghana, le WiLDAF Ghana a pu mobiliser des financements pour mettre en œuvre un projet électoral⁴ et dans ce cadre, il a été prévu de familiariser les parlementaires nouvellement élus au concept d'intégration du genre au budget. Le WiLDAF a pu convaincre les parlementaires à y prendre part. Ceci constitue une réussite d'un autre niveau d'autant plus que lors des premiers contacts avec ces élus, ils ont apprécié l'initiative du WiLDAF, qui disent-ils les aidera grandement dans leur travail de contrôle de l'action gouvernementale.

Des précédentes rencontres formelles et informelles avec les ministères des finances, de la femme et des enfants et la commission nationale pour le développement de la planification, ont conduit le gouvernement à accepter de mettre en œuvre à titre expérimental dans trois ministères que sont le ministère de l'éducation, le ministère de l'administration locale et le ministère de la santé, la budgétisation sensible au genre. La décision a été prise de l'étendre en 2009, à tous les ministères.

³ Conférence des partenaires au développement du Togo Bruxelles 18 & 19 septembre 2008. Programme d'urgence centré sur l'agriculture, la santé et l'éducation. Page 3. paragraphe 3. Santé

⁴ Le WiLDAF a dans le cadre des élections de décembre 2008, mobilisé des fonds pour mettre en œuvre des actions pour plus de participation des femmes en politique. Les coalitions furent des acteurs clés de la mise en œuvre du projet.

Au Nigeria, comme résultat de la mobilisation, le gouverneur de l'Etat de Ogun a invité le public à l'élaboration du budget de l'Etat. Des copies officielles du projet de budget ont été rendues disponibles au public sur demande.

1.2.4.3. Femme et santé

1.2.4.3.1. Actions entreprises

Au Burkina Faso en janvier 2008, la coalition décentralisée de Kaya a, à travers l'envoi de correspondance et lors de visite, fait un plaidoyer à l'endroit des autorités sanitaires pour une demande de subvention ou de gratuité des soins des femmes atteintes de certaines affections gynécologiques. Elle a par ailleurs plaidé auprès de l'association des sages femmes et du gynécologue du centre hospitalier régional de Kaya leur implication dans une émission radiophonique sur le cancer du col de l'utérus et du sein et demandé l'organisation d'une campagne de dépistage gratuit dans la ville.

Au cours de ses contacts avec les autorités, la coalition a plaidé pour une meilleure information de la population sur les mesures de prises en charge des frais et soins d'accouchement dans les hôpitaux publics. Deux semaines après, des messages sont passés à la télévision nationale, informant que les soins et les frais d'accouchement par césarienne ne coûtent que neuf cent (900) francs CFA. Ces mesures avaient été adoptées par le gouvernement mais n'étaient pas connues des femmes qui ne pouvaient pas demander leur application.

Les coalitions centrales du **Bénin et du Togo** ont eu à plaider pour la gratuite de la césarienne pour les femmes nécessiteuses qui viennent accoucher dans les centres de soins publics.

Au Togo, la coalition « femmes et bonne gouvernance » au niveau central a, à travers un document de plaidoyer, adressé au ministre de la santé, exposé la situation des femmes et des enfants en matière de santé maternelle et infantile en la liant à la question de développement de la nation. Elle a attiré l'attention des gouvernants sur l'ampleur de la mortalité et de la morbidité maternelle et néonatale lié à l'absence de toute politique et programme en la matière, en le qualifiant d'un véritable drame qui décime la population féminine.

Elle a demandé à l'Etat togolais de rendre effective la gratuité de la césarienne au plus tard à la fin de l'année 2009.

Elle a eu plusieurs réunions au ministère de la santé. Suite à la proposition du Ministre, elle a intégré un comité technique devant travailler sur l'impact éventuel de cette mesure. Elle rencontré et apporté la contradiction à une équipe du UNFPA, tentant de dissuader le gouvernement d'aller dans le sens de la gratuité, en invoquant l'exemple de pays africains où cette gratuité aurait créé des problèmes.

Au Bénin, la coalition a rencontré les services techniques du ministère de la santé pour plaider pour l'adoption d'une loi devant octroyer l'accès gratuit des femmes à la

césarienne. Plusieurs séances de travail ont été plus tard tenues avec ces mêmes cadres.

1.2.4.3.2. Résultats obtenus

Au Burkina Faso, les autorités sanitaires informées ont promis transmettre les doléances au niveau central pour une action plus élargie couvrant toutes les personnes à risque de la localité. Cependant après l'émission radiophonique, 202 femmes ont été dépistées pour le cancer du col de l'utérus. 48 cas suspects ont été trouvés. 28 femmes ont été traitées médicalement au niveau local mais les 20 autres ont été référées à Ouagadougou pour des analyses plus approfondies. Après ces analyses, 8 femmes ont subi des interventions chirurgicales. Si le dépistage a été gratuit, les soins par contre ne l'ont pas été.

Deux semaines après le plaidoyer, des messages sont passés à la Télévision Nationale burkinabè informant la population que les soins et les frais d'accouchement par césarienne ne coûtent que neuf cent (900) francs CFA.

Si la concrétisation de ce vœu n'est pas encore un acquis pour les togolaises, la gratuité de la césarienne est toutefois inscrite dans le Programme Intérimaire d'Actions Prioritaires.

Au Bénin le décret n° 2008-730 du 22 décembre 2008 portant gratuité de la césarienne en République du Bénin a été pris en conseil des Ministres et sera opérationnel à partir du 01^{er} Avril 2009.

Au Ghana, en novembre 2007, le gouvernement a introduit des politiques visant à rendre gratuits les soins médicaux et d'accouchement pour les femmes enceintes en plus des instructions qu'il a donné aux 3 ministères (éducation, santé et administration locale) de prendre en compte le genre dans leur budget.

1.2.4.4. Femme et éducation

1.2.4.4.1. Les actions entreprises

Au Togo, la coalition centrale a identifié parmi ses priorités, la gratuité de l'école primaire comprenant pour filles et garçons, la dispense de paiement de l'écolage, la mise à disposition de manuels scolaires, et un repas au moins par jour dans les cantines scolaires.

Au Burkina Faso à Fada, la coalition a organisé une rencontre d'échanges avec les conseillères municipales des provinces de la Komondjari et de la Kompienga sur le problème des filles qui viennent aux chefs lieux pour poursuivre leurs études. Il a été convenu d'organiser à l'endroit des associations des mères éducatrices et des pères éducatrices, une formation afin qu'ils puissent sensibiliser les populations sur les problèmes qui entravent la scolarisation des filles. Une forme de tutorat où chaque adulte formé avait la responsabilité de superviser les études de 5 jeunes filles à la fois, a en outre été mise en place.

Au Ghana, les deux coalitions décentralisées de Téma et Mphohor Wassa, ont entrepris auprès des autorités locales de faire octroyer des bourses d'études aux

filles afin de les aider à poursuivre leur scolarité. La localité de Mpohor Wassa East District a rencontré le 29 septembre 2007 le directeur exécutif de l'éducation et a demandé qu'au moins 40% des allocations boursières puisse aller aux jeunes filles en général, et que ce pourcentage soit appliqué en particulier pour les écoles de formation d'infirmières et d'enseignants.

Le directeur exécutif a accueilli favorablement la proposition et a conseillé la coalition de prendre attache avec la sous commission du service social, responsable des questions sociales à l'Assemblée du district. Ce que la coalition fit promptement.

Au **Bénin**, la coalition centrale a, plaider en 2008 pour l'octroi des bourses aux élèves méritantes.

1.2.4.4.2. les résultats obtenus

Au Togo, la coalition, a contribué à la décision du gouvernement relative à la suppression des frais de scolarité au préscolaire et au cours primaire à la rentrée 2008 – 2009 ;

Au Ghana, au cours de la session ordinaire du district de Mpohor Wassa East du dernier trimestre 2007, l'Assemblée a approuvé les 40% des bourses d'études pour les jeunes filles dans le district.

La coalition a eu la responsabilité de rechercher et proposer les jeunes filles étudiantes qualifiées pour bénéficier de la bourse.

A Tema, la coalition a obtenu un accroissement de 50% des bourses octroyés aux étudiantes entrant au second cycle des institutions d'enseignement en 2008. Sur les 40 bourses prévues pour les élèves brillants et méritants. 22 sont allées aux filles. Ceci constitue un accroissement de plus de 60% par rapport aux bourses octroyées en 2007. En 2007 20 bourses ont été octroyées et les jeunes filles en ont eu 10 soit 50% des bourses disponibles.

Au Bénin, par l'intermédiaire de GAJES, la coalition de Cotonou a obtenu 601 bourses pour les élèves dont 300 aux filles grâce au projet USAID et à la FONDATION BATONGA de Angélique KIDJO.

La coalition a obtenu des promesses du Conseiller à la promotion de la scolarisation du Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire d'utiliser les fonds d'indigence pour soutenir au niveau national, le maintien des filles à l'école. La question en cours pour la concrétisation de cet acquis est de mettre en place des critères bien définis pour identifier les indigent e s.

1.2.4.5. Les violences faites aux femmes

Les actions menées sous ce thème s'inscrivent dans un processus de long terme d'adoption de lois et mesures spécifiques de sensibilisation en vue d'enrayer les actes de violence à l'égard des femmes.

1.2.4.5.1. Les actions entreprises

Au Mali, le 5 février 2007 la Coalition centrale en partenariat avec l'Association des Juristes Malienne a organisé une journée de plaidoyer contre les violences faites aux femmes à l'Assemblée Nationale.

Le 31 juillet 2007, la Coalition Centrale, la Coalition de Kati et l'Association des Femmes pour les Initiatives de Paix ont organisée une journée d'information et de plaidoyer sur la résolution 1325 du Conseil de Sécurité et les violences faites aux femmes. Cette activité était placée sous la présidence du Ministre des Forces Armées et des Anciens Combattants. Les participants à la journée étaient ; les magistrats, les avocats, les hauts officiers de l'armée malienne, les responsables des associations et ONG féminines membres des coalitions.

Au Ghana le 08 mars 2008, la journée internationale de la femme a été célébrée pour la première fois à Ashaiman, après l'atelier décentralisé de Tema. La célébration était une initiative de CoWIG Tema. Le thème retenu était « mettre fin aux violences faites aux femmes et à la jeune fille ».

Les participants sont les membres de la coalition, la communauté des femmes, les leaders d'opinion, les associations des jeunes, l'association des femmes du marché. Les participants ont été sensibilisés sur les violences basées sur le genre de même que sur les lois nationales et internationales qui sont disponibles pour la protection des femmes contre tout abus. Ils ont également été sensibilisés sur la nouvelle loi portant sur la violence domestique. La plate forme a également été utilisée pour encourager les femmes à être proactives dans leur demande d'être impliquées à égalité avec les hommes dans toutes les sphères de prise de décision.

1.2.4.5.2. Les résultats :

75 députés sur 147 ont participé à la journée à **Bamako au Mali**. Ils ont été informés sur la question des violences faites aux femmes et sur le rôle qu'ils peuvent jouer en vue de son éradication, à savoir la prise d'une loi sur la question.

A Kati, toujours au Mali, les participants à la journée d'information et de plaidoyer ont adopté des recommandations allant dans le sens d'une plus grande participation des hommes et des femmes dans la gestion des crises et dans la prise en compte des droits des femmes.

82 personnes prirent part à la célébration de la journée du 8 mars au Ghana et furent sensibilisées sur le phénomène de la violence à l'égard des femmes et sur le contenu de la loi sur les violences domestiques.

1.2.4.6. Plaidoyer et lobbying pour l'effectivité de certains autres droits sociaux et civils

Quatre autres types d'actions spécifiques relatives aux droits sociaux et civils ont été entreprises par les coalitions. Il s'agit de :

- La salubrité de la ville de Tema
- La prise en compte du genre sur les actes de naissance
- L'emploi des jeunes
- Les arrêtés municipaux

Ces 4 priorités ci-dessus mentionnées ont été l'œuvre de CoWIG Tema.

1.2.4.6.1. Salubrité :

- I. **Actions entreprises :** CoWIG a plaidé à l'Assemblée de Tema pour la mise en place d'une opération de salubrité publique dans la municipalité qui avait besoin d'être nettoyée. Initialement il était convenu que chaque parlementaire devrait organiser 4 séances de travaux de nettoyage par an dans sa circonscription électorale. Mais vu l'étendue des problèmes de salubrité, la COWIG Tema, a entrepris un plaidoyer afin que chacun des 39 membres du parlement assure désormais, une fois par mois, les travaux de salubrité publique.

Les élus, membres de CoWIG ont, quant à eux, plaidé auprès de la commission forestière de Tema et du département des parcs et jardins afin que chaque membre du parlement ait à sa disposition des plants à repiquer dans leur zone et que l'environnement de la municipalité soit ainsi amélioré. Le souci qui a été à la base de ce plaidoyer est de faire en sorte que les membres de l'Assemblée ait des outils pour ce travail communautaire.

- II. **Résultats obtenus** Le travail communal de salubrité publique de l'environnement fait désormais partie intégralement du plan annuel de protection et d'entretien de l'environnement de l'Assemblée. Par ailleurs, il y a une nette amélioration de la propreté de la ville de Tema grâce à l'action des coalitions. L'entretien se fait tous les mois dans les circonscriptions électorales par les élus.

1.2.4.6.2. Prise en compte du genre sur l'acte de naissance

- I. L'une des priorités de CoWIG Accra est de faire prendre en compte les données liées au genre sur les actes de naissance. En effet, l'acte de naissance ghanéen a été identifié par les membres de la coalition comme un des documents liés à la personne qui ne prend pas suffisamment en compte les informations sur les parents. L'actuel acte de naissance fait mention de plus d'informations sur le père que sur la mère de l'enfant. Voir en annexe un exemplaire. L'action menée visait l'analyse de l'acte actuel de naissance et des recommandations à faire pour un nouveau modèle qui prendrait en compte des indications adéquates sur l'ensemble des deux parents.

Les actions ci-après ont été menées :

- Une brève étude et analyse de l'acte de naissance
- Une rencontre des officiels chargés de l'enregistrement des naissances et des décès
- Un forum public présentant les raisons et les recommandations qui militent en faveur de la nécessité de faire prendre en compte des données liées au genre sur les certificats de naissance et de décès.
- Appels téléphoniques fréquents des officiels chargés de l'enregistrement des actes de naissance

- Demande des autorités administratives en charge des questions de l'état civil à CoWIG de proposer le projet de nouveau modèle d'acte de naissance pour amendement
- Implication totale de la personne en charge de l'enregistrement dans le processus de révision de l'acte.

II. Résultats

Les autorités ont accepté les propositions de la coalition et un nouveau formulaire servant d'acte de naissance est en élaboration.

1.2.4.6.4. L'emploi des jeunes

I. Actions entreprises

La coalition décentralisée de Tema au Ghana avait aussi identifié comme priorité la réduction du taux de chômage des jeunes. Elle s'était fixée comme objectif d'œuvrer auprès des autorités municipales pour qu'en septembre 07 au moins 60 jeunes aient un emploi. « The national Youth Employment Programme » (NYEP) était la cible visée des actions de lobbying. Le lien fut établi à travers le coordinateur de ce programme qui avait bénéficié de la formation au niveau de Tema.

II. Résultat :

Comme résultat 170 jeunes filles sur 180 bénéficiaires soit 94% de jeunes filles ont été recrutées par le « Auxiliary Nursing programme » en 2007.

1.2.4.6.6. Les arrêtés municipaux:

I. Action entreprise

L'un des domaines du plan d'action de CoWIG Tema est d'amener l'assemblée locale à mettre toutes les réglementations applicables dans le district ensemble, d'en faire des arrêtés municipaux et faire en sorte que ces arrêtés soient publiés officiellement. Depuis les 8 dernières années, les arrêtés municipaux n'ont pas fait l'objet de publication officielle. CoWIG Tema a fait un plaidoyer dans ce sens.

II. Résultat :

En novembre 2008, 8 arrêtés municipaux ont fait l'objet de publication officielle.

L'enjeu de cette action pour les droits des femmes est qu'en systématisant la publication de toutes les décisions prises par l'Assemblée de district, les quelques avancés obtenus à travers les actions de plaidoyer et lobbying s'imposeraient à toute personne et la pérennisation des actions serait garantie.

1.2.5. Les rencontres d'échanges au niveau national

Les deux rencontres d'échanges au niveau national prévues dans le cadre du projet ont été organisées dans les sept pays couverts. Chacune des rencontres a duré deux jours. Elle a permis aux femmes de :

- se renforcer en échangeant sur les expériences et les bonnes pratiques qui pourront être mises à profit pour améliorer les résultats des actions de lobbying.
- S'enrichir mutuellement et mettre en place des mécanismes pour le développement de la solidarité entre celles qui agissent au même niveau d'une part, et entre les femmes au niveau central et celles des localités décentralisées confrontées à des réalités souvent différentes d'autre part.

Dans chaque pays, les rencontres ont vu la participation d'environ 25 représentantes d'organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet au niveau national. Voici dans les lignes qui suivent un tableau qui fait la synthèse des informations sur les différents ateliers.

Synthèse des informations sur les premières rencontres d'échanges

PAYS	DATE DES ATELIERS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Bénin	26 et 27 novembre 2007	Cotonou	26
Burkina Faso	20 et 21 novembre 2007	Ouagadougou	27
Ghana	21 et 22 novembre 2007	Accra	19
Mali	12 et 13 novembre 2007	Bamako	25
Nigeria	11 et 12 décembre 2007	Lagos	26
Sénégal	27 et 28 novembre 2007	Dakar	20
Togo	02 AU 03 novembre 2007	Lomé	30

Synthèse des informations sur les deuxièmes rencontres d'échanges

PAYS	DATE DES ATELIERS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Bénin	16 au 17 Octobre 2008	Cotonou	26
Burkina Faso	21 au 22 octobre 2008	Ouagadougou	31
Ghana	20 au 21 Novembre 2008	Accra	18
Mali	23 au 24 Octobre 2008	Bamako	29
Nigeria	29 au 30 Octobre 2008	Lagos	28
Sénégal	28 au 29 Octobre 2008	Dakar	23
Togo	09 au 10 Octobre 2008	Lomé	35

La première rencontre au plan national a :

- rappelé les priorités sur lesquelles les coalitions ont travaillé
- les stratégies utilisées pour la prise en compte des priorités
- les résultats obtenus
- les leçons tirées
- et les résolutions prises pour accroître les résultats du projet.

Les présentations faites ont été suivies de débats puis de travaux de groupe qui ont permis d'approfondir les discussions. Les participants aux différentes rencontres nationales ont ainsi :

- Débattu un peu plus en profondeur des stratégies utilisées pour faire prendre en compte leurs besoins prioritaires en se demandant ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Ceci a été fait dans le but de tirer des leçons pour la suite du projet ;
- Cherché les voies et moyens pour organiser la solidarité entre elles aux niveaux national et décentralisé pour une meilleure prise en compte des priorités. Ainsi elles se sont mises d'accord sur une plate forme minimale communes aux coalitions centrale et décentralisées de chaque pays.

Les représentantes des coalitions présentes à l'atelier se sont mis d'accord pour préciser un mécanisme clair de coordination des diverses actions, de même que les responsabilités des unes et des autres. Elles ont en outre, défini les modalités pour la restitution des travaux aux autres membres qui n'ont pas pu prendre part à la rencontre

La communication au sein des coalitions a également été discutée. Les participants ont évalué les mécanismes de communication pour la mise en œuvre des priorités utilisées par les coalitions, les difficultés rencontrées, les solutions apportées aux problèmes rencontrés et des propositions pour l'avenir.

La série des deuxièmes rencontres d'échanges est intervenue à quelques mois de la fin du projet. Ces rencontres ont par conséquent eu comme objectifs de :

- Faire le bilan des différentes actions des coalitions depuis la 1^{ère} rencontre d'échange
- Analyser les résultats obtenus
- Tirer des leçons des actions
- Permettre aux femmes de se renforcer mutuellement
- Partager les expériences et les bonnes pratiques
- Adopter des stratégies pour pérenniser la mobilisation autour des enjeux de la mise en œuvre des droits des femmes.

Environ 25 représentantes des organisations impliquées dans la mise en œuvre du projet au niveau national ont participé à la rencontre dans tous les pays.

La rencontre s'est déroulée en alternant des présentations en plénière suivies de débats et des travaux de groupe.

Deux communications ont été assurées :

La coordination nationale des coalitions a d'abord présenté une communication qui a rappelé :

- ⇒ le contenu de la plate forme minimale adoptée lors de la première rencontre d'échange

- ⇒ les stratégies adoptées pour la mise en œuvre des actions de cette plate forme
- ⇒ les résultats obtenus
- ⇒ les leçons tirées
- ⇒ les perspectives

Chacune des coalitions a ensuite, dans sa communication :

- ⇒ Rappelé les résultats obtenus et partagés lors de la première rencontre d'échange en se référant au contenu de sa plate forme de priorité
- ⇒ fait le point :
 - i. des actions entreprises pour poursuivre la mise en œuvre des actions de la plate forme au cours de l'année 2008.
 - ii. des stratégies alternatives ou complémentaires utilisées pour l'atteinte des résultats escomptés
- ⇒ Les résultats obtenus, les leçons tirées
- ⇒ Les bonnes pratiques à publier par le projet,
- ⇒ Le fonctionnement de la communication au sein de la coalition et entre les coalitions
- ⇒ Les perspectives.

En travaux en groupe les participant e s ont débattu un peu plus en profondeur des stratégies, en insistant sur ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Ils ont discuté de ce qu'on pourrait faire autrement, fait un examen critique des stratégies, de la pertinence de l'approche utilisée, de la capacité à convaincre les interlocuteurs, des faiblesses constatées. Ils se sont demandés s'ils ont su utiliser efficacement toutes les opportunités qui se sont présentées à eux.

2.1.6. Rencontre d'échange au niveau sous-régional et évaluation interne du projet.

Deux rencontres sous régionales d'échanges entre les coalitions des sept pays participant au projet prévues dans le cadre du projet se sont tenues à Lomé au Togo, du 19 au 21 décembre 2007 en ce qui concerne la première et du 03 au 05 Décembre 2008 pour la deuxième. La première rencontre a regroupé 29 militants et militantes des droits des femmes provenant de sept pays de la sous région, en l'occurrence le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et le Togo. Un représentant de Huairou Commission, une organisation poursuivant les mêmes objectifs que les coalitions, a aussi participé aux travaux. La deuxième rencontre a été couplée avec l'évaluation interne du projet. Elle a connu la participation de 40 membres des réseaux nationaux WiLDAF et des représentants des coalitions.

La première rencontre a permis de :

- donner aux associations et organisations de droits de femmes des divers pays participant au projet l'opportunité d'échanger sur les expériences et les bonnes pratiques qui pourront être mises à profit pour améliorer les résultats des actions de lobbying.
- Développer la solidarité entre femmes de diverses cultures confrontées à des réalités parfois différentes.

- Adopter une plate forme sous-régionale minimale dans le cadre duquel travailleront les réseaux de la sous région et se poursuivront les échanges entre ces réseaux.

Les communications qui ont servi de base à la réflexion ont porté sur les priorités adoptées par les coalitions femmes et bonne gouvernance, les stratégies utilisées pour l'atteinte des objectifs, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les leçons apprises

Ces communications ont été suivies de débats et de travaux de groupe.

Les échanges ont permis de faire le point par rapport aux stratégies utilisées par les coalitions pour atteindre leurs objectifs. Ces stratégies incluent :

- a) Le plaidoyer et le lobbying en direction des autorités ciblées à travers une communication interactive,
- b) L'établissement d'alliances avec certains acteurs clés pour porter les priorités
- c) La sensibilisation et l'éducation pour attirer l'attention et amener les bénéficiaires des actions à adopter certains comportements

Au-delà des expériences menées ici et là, les coalitions ont partagé avec les autres participantes les résultats concrets obtenus. Voir le rapport dans son intégralité en annexe.

Enfin, les travaux de cette 1ère rencontre ont abouti à l'adoption d'une plate forme commune de 3 priorités à défendre aux niveaux sous régional et régional. Il s'agit:

- Des mesures discriminatoires positives au niveau des postes électifs et nominatifs à tous les niveaux
- De l'intégration du genre au budget
- Des violences faites aux femmes.

La deuxième rencontre d'échanges tenue à la fin du projet a permis de :

- ☐ faire le bilan des différentes actions menées depuis la 1^{ère} rencontre d'échange
- ☐ Analyser les résultats obtenus, les difficultés rencontrées après la mise en œuvre des résolutions de la première rencontre
- ☐ Partager les bonnes pratiques de la période
- ☐ Tirer des leçons des succès et des échecs
- ☐ Faire le bilan du projet
- ☐ Discuter et adopter des stratégies pour pérenniser la mobilisation autour des enjeux de la mise en œuvre des droits des femmes

7 communications entendues ont porté sur :

- les priorités sur lesquelles les coalitions ont travaillé,
- les stratégies utilisées,

- l'évaluation de ces stratégies,
- les résultats obtenus,
- les difficultés rencontrées au niveau de la mise en œuvre des activités et de la gestion financière du projet

Elles ont été suivies de débats, de travaux de groupes et d'exercice de synthèse en plénière.

La synthèse des stratégies et résultats apparus dans les sept communications se présentent comme suit :

- L'élaboration de documents de plaidoyer sous-tendant toute actions en direction des autorités
- Des alliances avec d'autres groupes pour mener le plaidoyer
- L'organisation de rencontres avec les autorités ministérielles, partis politiques
- Les appuis aux femmes candidates lors de diverses échéances électorales
- Le renforcement de capacité des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du droit des femmes
- La formation des électeurs et électrices
- L'utilisation des médias pour appuyer les actions de plaidoyer
- La sensibilisation des populations pour leur information, leur éducation et soutien aux actions de plaidoyer
- Des propositions de loi à adopter
- La sensibilisation des femmes dans les marches

Au niveau des résultats ressortis, il faut signaler :

- L'accroissement des femmes aux postes nominatifs (dans des ministères, parlements, etc....)
- L'élection des candidates soutenues par les coalitions aux élections communales (Bénin, Mali, en cours au Ghana, Sénégal)
- Le désenclavement / réfection de voies d'accès à certaines localités et promotion des activités des femmes
- La prise en compte de diverses priorités des femmes dans les politiques, plans, programmes et budgets dans tous les sept pays (forage, case de santé, bourse pour la scolarisation, dépistage de cancer du col de l'utérus, gestion de l'ambulance, acte de naissance, etc.)
- L'obtention de financements additionnels pour appuyer les actions des coalitions,
- la formation des acteurs,
- la mobilisation autour de l'adoption du Code des Personnes et de la Famille au Mali/ Projet de Renforcement de Capacité dans le Zou, les élections au Ghana
- L'intégration des coalitions dans des instances de prise de décision à divers niveaux (suivi budgétaire au Mali, au Bénin, BF, Sénégal)
- L'extension du projet « femmes et bonne gouvernance dans d'autres localités (Mali)
- La traduction des manuels de formation en des langues locales (Mali)
- L'accroissement des femmes qui votent surtout celles impliquées dans les actions des coalitions (Nigeria)

- L'adoption de protocole d'accord avec les autorités sur les besoins des femmes qu'elles acceptent de prendre en compte (Nigeria, Ghana)
- La mobilisation des femmes pour rencontrer les autorités de leur milieu et discuter de leurs besoins (Nigeria)
- Les réformes législatives influencées (Sénégal, Togo).
- La prise de conscience des populations sur la nécessité de s'impliquer dans la gouvernance de leur pays, de leur commune,
- la prise en compte de certains besoins spécifiques des femmes grâce au renforcement des alliances entre membres des coalitions et d'autres organisations, - - la visibilité et le partenariat avec d'autres structures ayant entraîné l'aboutissement de certaines actions,
- la participation à l'élaboration du budget au niveau national et local

Au vu des résultats obtenus et des défis à relever, il a été entendu qu'il était important de trouver d'autres stratégies face à la crise financière émergente qui risque de constituer une menace sérieuse pour le financement des droits des femmes.

1.2.7. La communication

La communication a servi de soubassement aux principales activités du projet Elle a consisté en la confection et la mise à jour régulière du sous site web, en la production et la publication des bulletins de liaison, au suivi et à l'animation de la liste de discussion, en la publication des bonnes pratiques du projet sur le site et en la promotion du WILDAF.

Les principaux objectifs que le projet s'est fixé au début du projet étaient de collecter et diffuser les informations pour favoriser un échange entre les réseaux, de créer et coordonner des listes de discussion entre membres des coalitions, de publier des expériences, meilleures pratiques et les informations sur les activités du projet et les résultats.

1.2.7.1. La création et l'animation de la liste de discussion entre les coalitions créées dans le cadre du projet

La liste de discussion entre les coalitions « Femmes et Gouvernance » mise en place dans les pays participants au projet à l'issue des ateliers de formations pour servir de canal de discussion entre les coalitions centrales et décentralisées a permis à ces dernières de partager les informations entre elles. Au niveau sous régional, la liste de discussion a permis d'échanger avec les réseaux nationaux sur les bonnes pratiques et expériences réalisées, de leur envoyer des informations utiles, sur la base de leur plan d'action et des activités et réalisations faites. Créée d'abord sur le sous-site du projet, elle a été transformée en simple mailing liste suite aux difficultés d'utilisation signalées par les utilisateurs.

1.2.7.2. La mise à jour régulière du site WILDAF: www.wildaf-ao.org et du sous site sur les activités du projet Bonne Gouvernance et participation des femmes dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest

Le WILDAF dispose d'un site dynamique qui lui sert de support pour ses actions sur le terrain. Le site publie des informations pertinentes sur tous les aspects touchant les droits des femmes (les formations, les évènements, les publications, les réflexions sur les sujets d'actualités, les informations sur la CEDEF et le protocole et d'autres instruments juridiques internationaux) et les principales activités que la coordination effectue en collaboration avec ses réseaux nationaux ou les coalitions femmes et bonnes gouvernances. En plus du site principal, le projet a permis de créer un sous site qui est essentiellement destiné à publier toutes informations touchant au projet bonne gouvernance. La communication a travaillé dans le sens du renforcement du site et du sous site du réseau. L'activité de mise à jour régulière du site était une tâche prioritaire et primordiale de la communication.

Elle a consisté à ajouter, modifier, soustraire, améliorer la visibilité des deux sites par le postage des outils élaborés dans le cadre du projet Bonne gouvernance à savoir, les photos des formations, les affiches, les manuels de formations, les documents utilisés dans le cadre des formations et enfin, les informations sur les bonnes pratiques recueillies dans chaque pays.

Cette activité a également consisté à recueillir les informations sur les institutions internationales, régionales ou sous régionales (Ex : Comité sur la CEDEF, Union Africaine, CEDEAO etc.) et d'autres informations sur des évènements importants. D'autres informations touchant divers domaines intéressant les droits des femmes ont été également publiés. Des statistiques sont régulièrement faites pour vérifier l'audience du site auprès des internautes. Ces informations sur les activités du projet restent disponibles encore sur le sous-site qui sera maintenu par le WILDAF.

1.2.7.3.- La publication des bonnes pratiques publiées sur le site Web du réseau : www.wildaf-ao.org

La publication des bonnes pratiques a été également l'une des activités prévue dans le cadre du projet, elle a été réalisée à travers non seulement, la publication sur le site web du réseau des bonnes pratiques réalisées par les réseaux nationaux et les coalitions au cours de la mise en œuvre du projet mais également sous forme papier..

Ces publications étaient destinées à permettre à tous les pays bénéficiaires du projet d'échanger leurs points de vue, expériences, meilleures réalisations et pratiques pour permettre d'apprendre les uns chez les autres en échangeant sur les expériences et bonnes pratiques qui pourront être mises à profit pour améliorer les résultats des actions de lobbying.

1.2.7. 4. La production et la publication du bulletin de liaison WILDAF WEST AFRICA NEWSLETTER

Une autre activité prévue dans le cadre du projet était la production trimestrielle bilingue en français et en anglais par la coordination du projet à l'intention des coalitions, des membres et des réseaux et des partenaires. La chargée de communication s'occupe de la diffusion électronique et en copies dures de ce bulletin de liaison « *WILDAF WEST AFRICA NEWSLETTER* ». Quatre bulletins sont produits

par année, ainsi durant les 3 ans de mise en œuvre du projet douze (12) bulletins ont été produits. Il s'agit n° 25 au 37. Ces bulletins peuvent être télécharger sur le site Web du WILDAF : www.wildaf-ao.org.

Les rubriques du bulletin ont souvent porté sur des thèmes variés tels que : le Suivi de la CEDEF, le suivi des événements importants pour les droits des femmes, les nouvelles de l'Union africaine et de la CEDEAO, les informations sur le NEPAD, le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, les traités importants et les organes sur les droits humains, la documentation, les nouvelles publications et actualités sur les droits des femmes aux niveaux sous régional, africain et international.

2.2. Comment évaluez-vous les résultats de l'Action? Incluez vos observations sur la mesure dans laquelle l'objectif spécifique et les objectifs généraux attendus ont été atteints, et si l'Action a eu des résultats positifs ou négatifs inattendus (veuillez spécifier si possible par activité et de façon générale : référez-vous aux indicateurs du Cadre logique)

2.2.1. Les appréciations globales du projet

L'objectif global et l'objectif spécifique du projet sont manifestés principalement en terme de renforcement de capacité des groupes cibles afin de leur permettre d'influencer toute décision relevant du domaine de l'autorité publique dans le but de contribuer à plus d'effectivité dans la mise en œuvre des droits des femmes

Il convient de les rappeler ici :

Objectif global : Le projet a pour objectif global de contribuer à une participation effective des femmes à la gouvernance aux niveaux local et national.

Objectif spécifique : Le projet a pour objectif spécifique de renforcer la capacité des femmes en milieux rural et urbain à influencer les décisions, les politiques et les programmes mis en œuvre par les pouvoirs publics en vue d'une meilleure prise en compte des droits humains fondamentaux des femmes et de l'égalité des sexes.

A partir des actions entreprises et des résultats concrets sus mentionnés, nous pouvons conclure sans nous tromper que les capacités des femmes ont été réellement renforcées par les formations.

Les coalitions ont, avec ce renforcement de capacité, œuvré pour des changements dans leur communauté. Les coalitions ont utilisé dans la mesure du possible un certain nombre d'opportunité :

1. Elles ont fait usage des informations à leur disposition
2. Elles ont Créé des alliances avec d'autres acteurs
3. Elles ont utilisé, par exemple au Ghana, des membres de l'Assemblée locale, membres de la coalition, pour opérer des changements dans la communauté

4. Elles ont collaboré avec des groupes et ONG qui étaient intéressés par la question de la gouvernance et par les questions objet de leur plate forme de priorités

Les résultats relatifs aux activités ci après du projet ont été atteint à 100% voir au-delà et l'appréciation est mentionnée au niveau du compte rendu en ce qui concerne l'activité :

1. L'atelier sous régional d'appropriation
2. L'élaboration des outils de formation
3. les ateliers de formation au niveau central
4. les ateliers de formation au niveau décentralisé
5. les rencontres d'échanges au niveau national
6. Rencontres d'échange au niveau sous régional

Cependant les résultats relatifs au lobbying, plaidoyer aux niveaux central et décentralisé sont mitigés car même si certaines activités ont été réussi à un taux de plus de 70%, certaines actions ont eu une portée limitée. Dans cette catégorie, nous pouvons mentionner les actions qui ont visé l'adoption de mesures législatives ou réglementaires. L'aboutissement des processus de réformes exigeant en moyenne plus de temps, il a été juste possible pour les coalitions d'enclencher ces processus. Les plans d'actions élaborés ont pris en compte le suivi de ces dossiers afin de s'assurer que les lois ou mesures réglementaires visées aboutiront dans un futur proche.

Globalement, on note qu'il y a eu, surtout au niveau local, plus de femmes en politique que les années précédentes.

La question de la prise en compte du genre dans les budgets qui était jusque là un tabou pour les femmes devient de plus en plus un sujet ouvert discuté au sein des organisations de femmes et pour lesquelles des stratégies sont trouvées pour s'assurer que les gouvernants tiennent compte de l'avis des femmes dans son élaboration et sa gestion.

Le projet a également amené une forme de solidarité entre les femmes de différentes couches (exemple des femmes des organisations et des femmes dans les marchés, les femmes de la capitale et les femmes des zones rurales). Sur la base de ces nouvelles solidarités, on peut affirmer que :

Le projet a permis aux coalitions de se poser en interlocutrices incontournables des administrations publiques sur la question de la mise en œuvre des droits des femmes et du développement des communautés.

Cependant un autre grand défi reste à relever : il s'agit de la question de la pérennisation des acquis afin d'avoir des changements durables.

Pour cela les coalitions ont toujours besoin d'être appuyés. Leur capacité à savoir collecter des informations pertinentes et à les analyser afin d'affiner leur actions de plaidoyer est plus que nécessaires. La culture du suivi systématique et minutieuse des actes posés et des changements demandés doit être développée afin de pouvoir aboutir à des résultats concrets et durables. Les coalitions ont besoin également de

fignoler leurs stratégies de plaidoyer et lobbying en étant flexible et en sachant s'adapter à toute situation.

Les réseaux WiLDAF ont d'une manière générale, su se positionner en tant qu'acteurs stratégiques avec la mise en œuvre du projet sur la bonne gouvernance.

Au Ghana, tout comme au Burkina Faso et au Mali, les coalitions ont pu, dès les premières actions de formation et de plaidoyer, obtenir l'appui d'autres partenaires intéressés par le projet. Des actions complémentaires ont été planifiées et mis en œuvre. Ceci a accru l'impact du projet dans ces trois pays.

2.2.2. Quelques difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'action peuvent être classées en trois catégories. :

- Celles qui sont relatives au fonctionnement des coalitions
- Celles qui ont un lien avec les groupes cibles du projet
- Celles qui ont à faire avec l'environnement de la mise en œuvre du projet

a.) Au niveau du fonctionnement des coalitions, il a été noté :

- L'insuffisance de financement pour documenter davantage certains dossiers de plaidoyer à travers la conduite de certaines études jugées nécessaires
- La faible capacité des coalitions à mobiliser rapidement des financements complémentaires pour la mise en œuvre des priorités identifiées
- L'insuffisance de suivi de certaines actions de plaidoyer auprès des autorités
 - Les dysfonctionnements observés dans les coalitions : Des problèmes de leadership, l'indisponibilité et faible engagement de certains membres

b.) Au niveau des groupes cibles,

- L'ouverture limitée et l'insuffisance de volonté politique de certaines autorités
- La non disponibilité de certains décideurs
- L'instabilité et de fréquents remaniements ministériels

n'ont pas facilité la réalisation de certaines activités de plaidoyer planifiées ;

c.) La faiblesse des infrastructures en communication et électricité, le coût élevé du téléphone; les problèmes de connexion à Internet et quelques problèmes techniques liés au fonctionnement d'Internet ont aussi influencé négativement la mise en œuvre des actions des coalitions et les coordinations sous régional et nationales du projet.

2.3. Quel a été l'apport de l'Action pour les Bénéficiaires finaux et /ou le groupe cible (si différents) et pour la situation dans le pays ou la région cible visés par l'Action?

La mise en œuvre de ce projet a suscité dans toutes les régions et pays couverts, une prise de conscience progressive des femmes elles-mêmes sur la nécessité d'œuvrer elles-mêmes à rendre effectifs leurs droits humains fondamentaux. La perception des populations en général sur les droits de la femme et la place qui doit lui revenir dans la cité a été positivement modifiée. Les femmes ont compris qu'elles doivent s'impliquer dans la gestion des ressources de leur milieu et de leur nation.

Des jeunes filles ont bénéficié par exemple de bourses d'études pour poursuivre leur scolarité, d'autres ont eu des emplois, les parents ont été dispensés du paiement de l'écolage à l'école primaire, la qualité de la vie des habitants des localités telles que Téma au Ghana s'est améliorée. Des besoins spécifiques tels que l'accès des femmes des marchés aux infrastructures de base, le désenclavement des voies d'accès aux marchés ont été comblés. Tous ces éléments constituent des exemples d'impact du projet sur les communautés.

Les groupes cibles ont pris conscience de la nécessité de collaborer avec les femmes comme partenaires dans les prises de décision. Ces groupes cibles sont disposés à renforcer leurs capacités en vue d'une meilleure prise en compte du genre dans les actions. Nous n'en voulons pour preuve que les élus locaux et les membres des conseils régionaux qui ont accepté d'être formés avec les fonds complémentaires mobilisés par le projet.

2.4. Veuillez énumérer toutes les publications (et le nombre d'exemplaires) produites pendant l'Action quel qu'en soit le format, entre-autres celles contenant de nouvelles approches, des moyens innovatifs de communication.... (veuillez joindre une copie de chacune d'elles, sauf si vous l'avez déjà envoyé par le passé).

Veuillez indiquer comment vos publications sont distribuées et à qui..

Ce point a été abordé déjà dans la partie concernant l'élaboration des outils.

2.5. Veuillez énumérer tous les contrats (travaux, fournitures, services) de plus de 5000€ attribués pour la mise en oeuvre de l'action depuis le dernier rapport intermédiaire (si existant) ou pendant la période de reporting, en indiquant pour chacun d'eux le montant, la procédure d'attribution suivie et le nom du contractant

Au cours de la mise en œuvre de l'action, il n'y a eu qu'un contrat de plus de 5000 euros. Il concernait la fourniture d'un lot de matériels informatiques composés de 23 ordinateurs, 23 imprimantes et 23 onduleurs. Le montant de cet achat s'élève à 27 345 850 F CFA soit 41.688. Euros. La livraison des matériels s'est faite en deux temps.

Concernant la procédure d'attribution, il y a eu les étapes suivantes :

1. Appel d'offre restreint publié dans la presse : le quotidien national « Togo Presse ».
2. Mise à disposition des potentiels soumissionnaires du cahier de charges.

3. Réception des dossiers de soumission
4. Constitution d'une équipe d'évaluation des dossiers de soumission
5. Dépouillement des dossiers suivant la grille de dépouillement élaboré à cet effet ;
6. Evaluation et présélection de 3 meilleurs dossiers
7. Discussion individuelle avec les 3 présélectionnés
8. Sélection finale.

Le nom du contractant est : **TECHNO SARL du Groupe FADOUL**. Basé au TOGO

2.6. Indiquer si l'Action va se poursuivre après la fin de l'aide de la Communauté européenne. Y a-t-il un suivi des activités envisagé? Qu'est-ce qui va assurer la durabilité de l'Action?

Oui, elle se poursuivra. Chaque pays a adopté un plan d'action pour la poursuite de la mobilisation autour des enjeux de la mise en œuvre des droits des femmes. Un plan stratégique existe au niveau sous régional et la coordination sous régionale s'active pour mobiliser des fonds pour continuer à travailler pour plus d'implication des femmes à la gouvernance. Le plan de pérennisation fait partie intégrante du rapport de la 2^{ème} rencontre d'échange et d'évaluation interne du projet.

La poursuite est d'autant plus nécessaire, que le processus de la Déclaration de Paris est venu offrir de nouvelles opportunités et renforcer les coalitions dans leurs efforts pour s'insérer en tant qu'acteurs de plein droit des processus de budgétisation. Le WiLDAF et les mouvements de femmes en Afrique de l'Ouest, se sont fortement impliqués dans le processus récent d'évaluation de la Déclaration à Accra au Ghana. Le WiLDAF s'est engagé à faire un suivi du Programme d'Action d'Accra sur l'efficacité de l'aide.

2.7. L'action a-t-elle assuré la promotion de l'égalité des genres, des personnes handicapées... ? Si c'est le cas, veuillez expliquer⁵

Toute la philosophie de l'action a été basée sur la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les actions mises en œuvre n'ont pas ciblé spécifiquement les personnes handicapées.

2.8. Comment et par qui les activités ont-elles été monitorées/évaluées? Veuillez résumer les résultats du feedback reçu, en ce compris des Bénéficiaires.

Les actions ont été suivies à deux niveaux sous régional et national

Au niveau national, les activités ont été suivies et évaluées par la coordination nationale à travers des visites de terrain, la collecte des rapports, des appels téléphoniques et le courrier électronique. L'organisation des rencontres nationales d'échange a également permis de faire le point à mi-parcours, puis le bilan. Les stratégies ont été évaluées à mi-parcours. Des actions correctives ont été identifiées pour augmenter les chances pour l'atteinte des résultats.

⁵ Référez-vous aux Lignes directrices de la CE concernant l'égalité des genres, les personnes handicapées...

Au niveau sous régional, la coordination du projet a animé la réunion d'appropriation du projet, facilité la communication entre les réseaux WILDAF. Elle s'est chargée du suivi et de l'évaluation des activités dans les pays et au niveau sous régional par des missions de suivi sur le terrain, la collecte de fiches mensuelles de suivi, les appels téléphoniques, la participation aux formations. Des interviews et discussions avec les femmes formées ont été réalisées.

2.9. Qu'est-ce que votre organisation/partenaire a appris de l'Action et comment cela a-t-il été utilisé et disséminé?

Les leçons apprises se résument comme suit :

1. La mobilisation et le soutien des femmes est plus facile au sujet des droits économiques et sociaux parce qu'ils touchent à des aspects concrets et matériels de leur vie.
2. Il est nécessaire de poursuivre l'éveil de conscience des femmes pour espérer qu'elles puissent exiger la mise en œuvre de leurs droits par les autorités
3. Les organisations de femmes et l'ensemble de la société civile devraient être considérés comme acteurs à part entière des processus de développement. Cette reconnaissance implique le renforcement des capacités des organisations de droits des femmes afin qu'elles influencent le processus du développement dans une perspective d'intégration de l'égalité des sexes et des droits des femmes dans les politiques, plans programmes et budgets et assurer le suivi des fonds alloués à la mise en œuvre de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la gestion des finances publiques et dans les systèmes de passation des marchés.
4. La convergence entre les intérêts des femmes et la disponibilité des autorités à les satisfaire, crée les conditions favorables à la mobilisation des ressources nécessaires à leur satisfaction, et nous avons vu les femmes disposées à aider à cette mobilisation, ce qui n'est pas en principe de leur responsabilité en tant que citoyenne.
5. Il faut des programmes destinés à former les autorités administratives nationales et locales sur leurs responsabilités et les relations qui en découlent avec les citoyens, afin d'éviter que les efforts des femmes pour faire prendre en compte leurs intérêts ne produisent que des résultats aléatoires. Il y a alors un besoin urgent de créer les conditions pour une acceptation des femmes par les autorités en tant que partenaires à part entière.
6. Il est important pour les organisations de la société civile et des organisations de femmes de travailler en réseau et de construire des alliances stratégiques. Les alliances entre les femmes et les élus locaux ont fait la différence là où elles ont été contractées
7. Il est nécessaire que les actions soient inscrites dans la durée pour l'atteinte des résultats qui font appel à des changements sociaux

8. La nécessité d'être aux aguets et saisir toutes les opportunités

Le WILDAF a utilisé toutes les tribunes qui s'offraient à lui aux niveaux : internationales, régionales, et nationales pour partager ses expériences.

Des communications ont été présentées sur l'action menée à travers le projet au Canada, à l'occasion du sommet de la francophonie en 2008, au Mexique, à une conférence internationale organisée par le CRDI sur la décentralisation et le pouvoir local et les droits des femmes du 18 au 21 Novembre 2008. Nous avons saisi l'opportunité de l'évaluation de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en nous impliquant dans tous le processus avant Accra, et à Accra. Voir en annexe la Déclaration des femmes d'Afrique de l'Ouest. Le programme d'action d'Accra sera utilisé comme un outil de plaidoyer pour obtenir une meilleure prise en compte des priorités des femmes dans la gestion de l'aide au développement en général et en particulier dans les budgets nationaux.

Le WILDAF a présenté à la 53^{ème} session des Nations Unies sur la condition de la femme les résultats obtenus dans le cadre du projet. Un atelier d'une journée entière a permis d'interagir avec d'autres réseaux africains afin d'apprendre mutuellement les uns des autres et partager les résultats et les bonnes pratiques du projet.

Les outils produits sont disponibles et peuvent aussi servir à dupliquer l'action.

3. Partenaires et autre coopération

- 3.1. Comment évaluez-vous les relations entre les partenaires formels de cette Action (c-à-d les partenaires qui ont signé une déclaration de partenariat)? Veuillez spécifier pour chaque organisation partenaire.

Non applicable

- 3.2. Le partenariat est-il destiné à se poursuivre? Si oui, comment? Si non, pourquoi?

Non applicable

- 3.3. Comment évaluez-vous les relations entre votre organisation et les autorités étatiques dans les pays de l'Action? Comment ces relations ont-elles affecté l'Action?**

Il y a eu de très bons rapports entre les réseaux nationaux WILDAF et les autorités des pays concernés. Ceci a facilité les relations entre les autorités et les coalitions mises en place après les formations.

Mais quant il s'est agi de la prise en compte des priorités des femmes, la collaboration n'a pas été automatique. Les portes n'étaient pas toujours ouvertes pour permettre la collaboration recherchée par les coalitions. Ceci a notre avis peut s'expliquer par la culture dans ces administrations qui ne sont pas habituées à dialoguer avec des groupes organisés cherchant à comprendre leur façon de travailler et à faire prendre en compte leur opinion et point de vue. Il y a eu, il faut

le mentionner des alliances qui ont été tissées dans certaines administrations. Ces alliances étaient stratégiques et ont permis de dénouer beaucoup de situations.

3.4. Le cas échéant, décrivez vos relations avec toute autre organisation impliquée dans la mise en oeuvre de l'Action:

- Associé(s) (si existant)
- Sous-contractant(s) (si existant)
- Bénéficiaires finaux et groupes cibles
- Autres tiers impliqués.

3.5. Le cas échéant, décrivez les liens que vous auriez développés avec d'autres actions

3.6. Si votre organisation a reçu précédemment d'autres subventions ayant comme objectif d'appuyer le même groupe cible, dans quelle mesure cette Action a-t-elle pu renforcer/compléter la (les) précédente(s)? (Enumérez toutes les subventions précédentes pertinentes).

Non applicable.

4. Visibilité

Comment la visibilité de la contribution de l'UE est-elle assurée dans l'Action?

Les banderoles confectionnées au cours des ateliers nationaux et sous régional d'échange ont tous assuré la visibilité du projet en faisant mention de l'appui financier de la Commission.

Les outils produits portent mention de manière visible de l'appui de la Commission Européenne

Les communications faites sur le projet mentionnent toujours l'appui financier de la Commission Européenne.

En outre, les informations importantes sur le projet sont publiés sur le site web de WILDAF :

www.wildaf-ao.org

La Commission européenne pourrait souhaiter publier les résultats des Actions. Auriez-vous des objections à la publication de ce rapport sur le site Internet de l'Office de Coopération EuropeAid ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Nom de la personne de contact pour l'Action:

Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON.....

Signature:

Localité:

Date à laquelle le rapport était dû: ...Mars 2009

Date d'envoi du rapport: 31 Mars 2009..

RAPPORT FINANCIER

RAPPORT FINANCIER FINAL DU PROJET ONG-DDH/2004/089-683

Le présent rapport financier est le final du projet susmentionné couvrant la période allant du 02 janvier 2006 au 31 décembre 2008 soit une durée d'exécution de 36 mois. Rappelons ici que durant la période d'exécution deux rapports intermédiaires ont été soumis et que le deuxième a dû être transmis en deux temps à cause d'un réaménagement accordé par la Commission pour permettre le paiement anticipé de la troisième tranche afin d'éviter des difficultés de trésorerie liées à l'inadéquation entre les activités planifiées et les fonds mis à disposition. Deux rapports d'audit annuels ont également été transmis.

Ressources :

Le coût global de la subvention du projet s'élève à 1 019 608 Euro équivalent à 668 819 005 F CFA. Le total des transferts reçus de la Commission au titre des 3 années d'exercice s'élève à 907 331 euros correspondant au 907451,12 euros prévus dans le contrat déduits de 120 euros représentant les frais de la banque émettrice. Les transferts en devise locale équivalent à 595 170 200 F CFA.

Emplois :

Durant les trois ans de la mise en œuvre du projet, les dépenses effectuées à la fois au niveau du bureau sous régional et des bureaux nationaux s'élèvent 601 341 883 F CFA équivalent à 916 740 euros. Il y a une dépense non encore intégrée et qui devra être payée ultérieurement, il s'agit des honoraires de l'auditeur qui se chiffre à **3000 euros**. Au total les dépenses vont s'élever **919 740 euros**. Ces emplois représentent en pourcentage 91% du budget initial.

Solde :

Il ressort par rapport aux paiements reçus un dépassement de 12.409 euros que la Commission devra payer au WiLDAF-AO sur la tranche du solde.

ANNEXES

GRATUITE DE LA CESARIENNE AU BENIN

RESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

C O M M U N I Q U E N° 13/PR/SGG/Com

Le Conseil des Ministres s'est réuni en séance Ordinaire le mercredi 09 avril 2008. Au début de la séance, le Chef de l'Etat a fait observer une minute de silence à la mémoire de feu Elisabeth TODJINOUE DEGUENON née KOUNDE, mère de Monsieur Charles Boromée TODJINOUE, Ambassadeur du Bénin près le Royaume de Belgique, et de Monsieur Jean-Bosco DEGUENON TODJINOUE, Président de l'Ordre des Architectes et Urbanistes du Bénin, décédée le mardi 04 mars 2008.

Au cours de la séance, le Conseil des Ministres a adopté plusieurs projets de décrets

- dont :
- le projet de Décret transmettant à l'Assemblée Nationale, pour autorisation de ratification, la Convention n° 154 concernant la promotion de la négociation collective ;
 - le projet de Décret portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi modifiant les articles 11 et 33 de la Loi n° 90-002 du 19 mai 1990 portant Code des investissements et instituant le régime « D » relatif aux investissements lourds.

Le Conseil des Ministres a également examiné et approuvé plusieurs comptes rendus

- notamment :
- un compte rendu du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur relatif aux résultats des travaux de la 33ème session ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue à Ouagadougou, le 18 janvier 2008 ;
 - un compte rendu du Ministre de la Famille et de l'Enfant sur la situation des enfants, tenu à New York, du 11 au 13 décembre 2007 ;
 - un compte rendu du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche relatif à la Conférence ministérielle internationale sur l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène et la pandémie afférente, tenue à New Dheli, du 04 au 06 décembre 2007.

Le Conseil des Ministres a en outre été saisi par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique d'une communication relative à l'inscription des étudiants béninois non boursiers et non secourus dans les Universités nationales du Bénin.

En approuvant cette communication, le Conseil des Ministres a décidé de la prise en charge par l'Etat, des frais d'inscription desdits étudiants dans ces Universités pour compter de la rentrée académique 2008-2009. En conséquence, les étudiants concernés s'inscriront gratuitement dans les Universités nationales du Bénin.

Le Conseil a également examiné la question des inscriptions scolaires à l'Enseignement secondaire et donné des instructions au Ministre de l'Enseignement Secondaire et de la Formation Technique et Professionnelle pour procéder à l'évaluation de l'incidence financière des frais d'inscription des élèves dans les Lycées et Collèges en vue d'une décision ultérieure à prendre par le Gouvernement.

Au cours de cette même séance, le Conseil des Ministres s'est penché sur la question de la césarienne pratiquée sur les femmes en état de grossesse lors des accouchements. A l'analyse de la situation, il est apparu que la césarienne a un coût direct élevé qui est de 126.128 FCFA en moyenne dans notre pays, montant qui n'est souvent pas à la portée des plus pauvres et est source de dérives dans certains hôpitaux et de désagréments pour les familles. Dans un effort national de solidarité à l'endroit des populations les plus vulnérables, le Conseil des Ministres a donc décidé de rendre gratuite au Bénin la prestation obstétricale qu'est la césarienne. Les modalités de mise en œuvre de cette mesure sociale seront précisées dans les brefs délais par le Ministre de la Santé.

Le Conseil des Ministres a autorisé au cours de sa réunion :

- la visite du Chef de l'Etat en Libye dans le cadre de la préparation de la 10ème session ordinaire de la Conférence des Leaders et Chefs d'Etat des pays membres de la CEN-SAD et 10ème anniversaire de la création de l'Institution ;
- la participation d'une délégation du Bénin au séminaire sur le thème : « Concevoir et mettre en œuvre une bibliothèque numérique », qui aura lieu à Paris, du 10 au 17 avril 2008 ;
- la participation d'une délégation du Bénin au 18ème Congrès européen de microbiologie clinique et maladies infectieuses, qui aura lieu à Barcelone, du 19 au 22 avril 2008 ;
- la participation d'une délégation du Bénin à la réunion du Comité permanent et du Comité de programme du colloque africain sur la recherche en mathématiques appliquées et en informatique, prévue à Rocquencourt, en France, du 24 au 25 avril 2008 ;
- la participation d'une délégation du Bénin à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale organisée par la FAO, prévue à Rome, du 03 au 05 juin 2008 ;
- la participation d'une délégation du Bénin à la 11ème session extraordinaire du Conseil Exécutif de l'Union Africaine, prévue à Arusha, du 19 au 21 avril 2008.

Le Conseil a, en outre autorisé : l'organisation à Parakou, le 1er août 2008, des manifestations officielles du 48ème anniversaire de l'Indépendance du Bénin ;

- la visite au Bénin de Sa Sainteté le Khalifatul Massih V Hazrat Mirza Masroor Ahmad, Chef Suprême Mondial de la Communauté Islamique Ahmadiyya International, du 23 au 26 avril 2008 ;
- l'organisation au Bénin, du 27 juillet au 03 août 2008 de la 5ème édition du festival international « GOSPEL & RACINES » ;

- l'organisation à COTONOU, les 27 et 28 novembre 2008, de la Conférence internationale sur la recherche et la lutte contre l'Ulcère de Buruli ;
- la célébration du 50ème anniversaire de l'arrivée des Sœurs de l'Education Chrétienne au Bénin, du 09 au 21 avril 2008 ;
- l'inauguration, le 14 avril 2008, des nouveaux bâtiments du Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur.

Suite à cette inauguration, les anciens bâtiments administratifs qui seront libérés par le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur, seront affectés au Ministère du Travail et de la Fonction Publique, pour abriter, après réfection, les services dudit ministère afin d'améliorer les conditions de travail de son personnel. Des instructions ont été données en conséquence au Ministre de l'Economie et des Finances sur les modalités de cette réfection.

Enfin, les nominations suivantes ont été prononcées :

à la Présidence de la République

LOI SUR LA PARITE AU SENEGAL

LOI

Loi n°2007-128 du 31 janvier 2007 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives (1).

NOR: INTX0600103L

Version consolidée au 1 février 2007

Article 1

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Loi n°77-1460 du 29 décembre 1977 - art. 3 (AbD)
- Modifie Code des communes de la Nouvelle-Calédonie - art. L122-4 (V)
- Crée Code des communes de la Nouvelle-Calédonie - art. L122-4-2 (V)
- Crée Code des communes de la Nouvelle-Calédonie - art. L122-4-3 (V)
- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L2122-7 (V)
- Crée Code général des collectivités territoriales - art. L2122-7-1 (V)
- Crée Code général des collectivités territoriales - art. L2122-7-2 (V)
- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L2511-25 (V)

Article 2

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code électoral - art. L264 (V)

Article 3

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L4133-5 (V)
- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L4133-6 (V)
- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L4422-18 (V)
- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L4422-20 (V)
- Modifie Code général des collectivités territoriales - art. L4422-9 (V)

Article 4

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code électoral - art. L210-1 (V)
- Modifie Code électoral - art. L221 (V)

Article 5

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Loi n°88-227 du 11 mars 1988 - art. 9-1 (V)

Article 6

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Loi n°82-471 du 7 juin 1982 - art. 4 bis A (V)
- Modifie Loi n°82-471 du 7 juin 1982 - art. 7 (V)
- Modifie Loi n°82-471 du 7 juin 1982 - art. 8 (V)

Par le Président de la République :

Jacques Chirac

Le Premier ministre,

Dominique de Villepin

Le ministre d'Etat,

ministre de l'intérieur

et de l'aménagement du territoire,

Nicolas Sarkozy

Le ministre des affaires étrangères,

Philippe Douste-Blazy

Le ministre de l'emploi,

de la cohésion sociale et du logement,

Jean-Louis Borloo

Le ministre de l'outre-mer,

François Baroin

La ministre déléguée à la cohésion sociale

et à la parité,

Catherine Vautrin

(1) Travaux préparatoires : loi n° 2007-128.

Sénat :

Projet de loi n° 93 (2006-2007) ;

Rapport de M. Patrice Gélard, au nom de la commission des lois, n° 96 (2006-2007) ;

Rapport d'information de Mme Catherine Troendle, au nom de la délégation aux droits des femmes, n° 95 (2006-2007) ;

Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 14 décembre 2006.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat, n° 3525 ;

Rapport de M. Sébastien Huyghe, au nom de la commission des lois, n° 3558 ;

Discussion et adoption le 18 janvier 2007.



Republic of Ghana

C No 1538535

CERTIFIED COPY OF ENTRY IN REGISTER OF BIRTHS

Entry No.: 570 Registry: ADABRATA

CHILD
Name in full (write first name and surname last) LURITER JOHN ANYORMISI Sex male

FATHER
Name: JOHN ANYORMISI
Occupation: PUBLIC SERVANT
Nationality: GHANA
Religion: CHRISTIAN
Maiden Name: VICTORIA KELLY AWUKU
Nationality: GHANA

MOTHER
When Born 3RD MARCH 1992

Where born. (write address, fully possible e.g. number of house, name of Street, name of ward or part of the town. KORLE-BU TEACHING HOSPITAL ACCRA

Signature in full or Name in full and mark, duly witnessed, of informant and relationship, if any to the Child. VICTORIA KELLY AWUKU MOTHER

Date of Registration 2ND MARCH 2009

Signature of Registrar S. K. TORBORMEY

Margin DRA/072/02/03/09/10876/RRA/02/03/09/10376

I SAMUEL JAFO SOPHINE Registrar of Births for ADABRATA

in the ACCRA Registration District in Ghana do hereby certify that this is a true copy of entry No. 570 in the Register of Births for the said District and that the Register is now legally in my custody.

Witness my hand this 2ND day of MARCH 2009

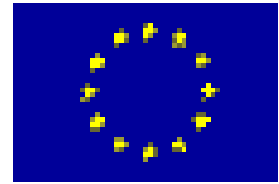
I STEPHEN KWAKU AMOAH Registrar of Births and Deaths for Ghana do hereby certify

that the above Signature is in the handwriting of SAMUEL JAFO SOPHINE Registrar of Births for ADABRATA in the ACCRA Registration District in Ghana.

Given under my hand and SEAL in Accra in Ghana this 2ND day of MARCH 2009

Registrar of Births and Deaths L.S.

B.D.R. Form Ybr BHP 13,000/12/2008



**Projet : « Bonne gouvernance et participation des femmes dans sept pays
d'Afrique de l'Ouest »**

**DEUXIEME RENCONTRE D'ECHANGES AU NIVEAU SOUS REGIONAL
&
EVALUATION INTERNE**

RAPPORT

Décembre 2008

Introduction

Du 02 au 05 décembre 2008, s'est tenue à la salle de conférence de l'hôtel Ghis Palace sis à Lomé au Togo, la deuxième rencontre sous régionale d'échange et d'évaluation interne du projet : « Bonne gouvernance et participation des femmes dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest » le Bénin, Burkina Faso, Mali, Nigéria, Ghana, Sénégal et du Togo. Organisé par le Bureau sous régional de WiLDAF Afrique de l'Ouest, elle a connu la participation de 40 membres des réseaux WiLDAF impliqués dans la mise en œuvre du projet et des représentants des coalitions femmes et bonnes gouvernance au niveau central et décentralisé y compris l'équipe d'encadrement du bureau sous régional.

1. La cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a débuté à 9h35 avec le mot de bienvenue de la Coordinatrice sous régionale du projet, Madame Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON en présence de la Directrice du genre représentant Madame la Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfance et des personnes âgées, de la représentante de l'ambassade des USA, des délégations des 7 pays impliqués dans le projet, de la presse et des représentants d'autres ministères.

La coordinatrice sous régionale du Bureau Afrique de l'Ouest de WiLDAF, Madame Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON, après avoir souhaité la bienvenue à l'assistance, a rappelé les objectifs de la rencontre qui se résument à faire le bilan de la mise en œuvre du projet, à échanger les expériences vécues, et à en tirer des leçons. Elle a soutenu que la fin de ce projet ne doit pas mettre un terme au combat pour les droits économiques, sociaux et politiques des femmes. La féminisation de la pauvreté n'étant pas une fatalité il faudra insister sur la prise en compte des droits des femmes, consolider les acquis, évaluer et adopter des stratégies nouvelles pour les pérenniser. Elle a fini par remercier l'Union Européenne pour son appui financier, les autorités présentes et les invités avant de souhaiter la bienvenue aux participants et participantes.

La directrice du genre, Madame AKAKPO Léontine, représentant Madame la Ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfance et des personnes âgées a, dans son allocution, rappelé que le projet a démarré il y a de cela 3 ans à Lomé et qu'aujourd'hui il est à constater que le réseau WiLDAF au Togo a mené un plaidoyer en direction des autorités nationales pour la prise en compte dans les programmes, plans et budgets nationaux et locaux de diverses priorités qu'il a identifiées parmi lesquelles on peut noter la gratuité de la césarienne et de l'école, les infrastructures au plan local. Elle a noté l'intérêt de plus en plus accru accordé aux droits des femmes et a incité le réseau WiLDAF à renforcer le partenariat avec le gouvernement mais aussi avec le secteur privé et à réfléchir sur des stratégies à déployer pour l'après projet. Après avoir témoigné la reconnaissance du gouvernement togolais envers WiLDAF, elle a déclaré l'ouverture officielle de la rencontre sous régionale d'échange et d'évaluation interne.

2. La mise en train : les informations générales, le recueil des attentes et la présentation des objectifs de la rencontre

Les travaux de la rencontre ont démarré avec un partage d'information de la responsable financière Béatrice AJAVON sur les aspects logistiques de la réunion.

Une minute de silence a été observée en mémoire de Assétou OUEDRAOGO, chargée de programme du WILDAF Burkina Faso décédée le 29 novembre 2008.

Le projet de programme des travaux de la rencontre a ensuite été lue et adoptée.

Les attentes recueillies au niveau des participants sont essentiellement axées sur l'échange de bonnes pratiques, des stratégies permettant d'obtenir de meilleurs résultats, de pérenniser les actions et d'attirer le financement de partenaires locaux.

A l'analyse, il a été noté que ces attentes ont été prises en compte dans les objectifs prédéfinis de la rencontre qui sont :

- ☐ de permettre aux coalitions de se renforcer mutuellement, de faire le bilan du projet et d'en tirer leçon pour pérenniser les acquis du projet.

Spécifiquement, de permettre aux réseaux nationaux « femmes et bonne gouvernance » de :

- ☐ Echanger sur les différentes actions menées depuis la 1^{ère} rencontre d'échange
- ☐ Analyser les résultats obtenus, les difficultés rencontrées après la mise en œuvre des résolutions de la première rencontre
- ☐ Partager les bonnes pratiques de la période
- ☐ Tirer des leçons des succès et des échecs
- ☐ Faire le bilan du projet
- ☐ Discuter et adopter des stratégies pour pérenniser la mobilisation autour des enjeux de la mise en œuvre des droits des femmes

3. La synthèse du bilan du projet « Bonne gouvernance et participation des femmes dans sept pays d'Afrique de l'Ouest »

3.1. Les travaux de la première journée

Les travaux de la journée furent présidés par Mariame COULIBALY, présidente réseau au Sénégal.

3.1.1. Les communications bilan

Madame Kafui KUWONU, chargée de programme sous régionale a procédé à la présentation de la synthèse des résultats partagés par les coalitions « femmes et bonne gouvernance » lors de la 1^{ère} rencontre d'échange sous régional en parcourant les priorités adoptées, les actions menées et les résultats de chaque pays concerné par le projet.

Puis ce fut le tour des sept pays de faire un rappel du contenu de la plate forme révisée lors de la première rencontre d'échanges et de partager :

les activités réalisées, les stratégies utilisées, les résultats obtenus, les leçons tirées, les difficultés rencontrées et les perspectives. La synthèse des communications qui sont en annexe du rapport peuvent se résumer comme suit :

Les actions réussies:

Au niveau de l'éducation :

- la gratuité de l'éducation au niveau du primaire ;
- le plaidoyer pour l'octroi des bourses d'études aux filles dans les filières scientifiques ;
- le plaidoyer pour l'accès, le maintien et le succès des filles à l'école

Au niveau de la santé :

- la gratuité de la césarienne dans certains pays ;
- le dépistage du cancer du col de l'utérus ;
- La réduction de la mortalité maternelle et infantile ;
- L'assainissement et accès à l'eau potable ;
- La lutte contre l'insalubrité et la pollution de l'air

Au niveau des instances de prise de décision :

- La nomination et l'élection des femmes et de certains membres des coalitions aux postes de décision ;
- La loi sur les quotas ;
- La plaidoyer pour une sortie de crise au niveau de l'université.
-

Au niveau de l'intégration du genre dans le budget :

- La prise en compte de certaines priorités des femmes dans les budgets nationaux et locaux;
- La formation des gouverneurs, des élus locaux et des responsables d'associations ainsi que la sensibilisation des populations sur le processus de planification, programmation et budgétisation sensible au genre ;

Au niveau des violences faites aux femmes :

- La lutte contre les violences physiques et morales (harcèlement sexuel, viol, inceste, pédophilie...) ;
- La lutte contre les mutilations génitales féminines.

Les leçons tirées:

- Certaines autorités sont disponibles pour œuvrer pour la prise en compte des priorités et se disent satisfaites de l'initiative entreprise par les coalitions. Il est nécessaire de poursuivre l'action pour un plus grand impact.
- Certaines personnes ont fait des suggestions permettant d'améliorer la méthode de travail. De même, on note une meilleure connaissance et visibilité des coalitions femme et bonne gouvernance par les autorités politiques et administratives des pays concernés.

- La pérennisation des acquis du projet à travers la mise en place ou la dynamisation des coordinations nationales est apparue nécessaire.

Les difficultés rencontrées se résument à :

- L'insuffisance de disponibilité des décideurs ;
- L'insuffisance de disponibilité des membres de la coalition due au fait qu'elles ont d'autres activités ;
- L'insuffisance de moyens financiers ne permettant pas de réaliser toutes les activités planifiées ;
- L'insuffisance de communication entre les coalitions qui ne permet pas aux bureaux d'avoir toutes informations sur les orientations à donner au travail et d'échanger les expériences ;
- Le coût élevé du téléphone qui est le moyen le plus utilisé ;
- La faiblesse du leadership au sein des coalitions ;
- Le mode de fonctionnement des coalitions n'ont pas été bien défini au début de l'action.
- La non disponibilité des membres de certaines coalitions et l'instabilité de certaines autorités qui n'ont pas favorisé la réalisation de certaines activités de plaidoyer ;
- L'incapacité de convaincre certaines autorités ;
- L'incapacité d'agir face à l'achat de conscience lors des élections ;

La présentation des coalitions a été basée sur les résultats des travaux de la 2^{ème} rencontre au niveau national.

3.1.2. Le débat général sur les actions menées

Après des demandes d'éclaircissement, Kafui KUWONU a fait la synthèse des stratégies et résultats apparus dans les 7 communications.

Concernant les stratégies utilisées par les différentes coalitions dans l'exécution des actions de u projet on a noté :

- L'élaboration de document de plaidoyer sous-tendant toute actions en direction des autorités
- Nouages d'alliances avec d'autres groupes pour mener le plaidoyer
- Organisation de rencontres avec les autorités ministérielles, partis politiques
- Appui aux femmes candidates lors de diverses échéances électorales
- Renforcement de capacité des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du droit des femmes
- Formation des électeurs et électrices
- Utilisation des médias pour appuyer les actions de plaidoyer
- Sensibilisation des populations pour leur information, leur éducation et soutien aux actions de plaidoyer
- Proposition de loi à adopter
- Sensibilisation des femmes dans les marches

Au niveau des résultats, il a été enregistré :

- L'accroissement des femmes aux postes nominatifs (dans des ministères, parlements, etc....)
- L'élection des candidates soutenues par les coalitions aux élections communales (Bénin, Mali, en cours au Ghana, Sénégal)
- Le désenclavement / réfection de voies d'accès à certaines localités et promotion des activités des femmes
- La prise en compte de diverses priorités des femmes dans les politiques, plans, programmes et budgets dans tous les sept pays (forage, case de santé, bourse pour la scolarisation, dépistage de cancer du col de l'utérus, gestion de l'ambulance, acte de naissance, etc.)
- L'obtention de financements additionnels pour appuyer les actions des coalitions , la formation des acteurs, la mobilisation autour de l'adoption du Code des Personnes et de la Famille/ Projet de Renforcement de Capacité dans le Zou, élection au Ghana
- L'intégration des coalitions dans des instances de prise de décision à divers niveaux (suivi budgétaire au Mali, au Bénin, BF, Sénégal)
- L'extension du projet « femmes et bonne gouvernance dans d'autres localités (Mali)
- La traduction des manuels de formation en des langues locales (Mali)
- L'accroissement des femmes qui votent surtout celles impliquées dans les actions des coalitions (Nigeria)
- L'adoption de protocole d'accord avec les autorités sur les besoins des femmes qu'elles acceptent de prendre en compte (Nigeria, Ghana)
- La mobilisation des femmes pour rencontrer les autorités de leur milieu et discuter de leurs besoins (Nigeria)
- Les réformes législatives influencées (Sénégal, Togo).

Après la présentation de la synthèse, les participants ont débattu de manière générale sur les stratégies et résultats obtenus pendant les trois années du projet.

La présidente de séance, Madame Mariame Coulibaly, a invité les participantes à redoubler d'efforts afin de poursuivre les actions entreprises, au vu des résultats obtenus et des défis à relever et il importe de trouver d'autres stratégies face à la crise financière émergente qui risque de constituer une menace sérieuse pour le financement des droits des femmes.

La coordinatrice sous-régionale a félicité les 7 pays pour les résultats obtenus dans ce projet effectué dans le contexte d'une Afrique où la culture démocratique n'est pas encore bien ancrée. Elle a cependant constaté qu'il y a eu, à la lumière des communications, plus de résultats tangibles au niveau décentralisé qu'au niveau central. Elle a aussi noté que les coalitions sont restées pour l'essentiel, à mi-chemin des processus budgétaires. Elle a invité les participantes à voir comment pérenniser les acquis du projet ; voire quelles stratégies spécifiques utilisées en face des difficultés financières et a salué le recours aux alliances.

D'autres personnes sont intervenues pour faire état des dysfonctionnements qui ont existé au niveau de certaines coalitions. Pour elles, des stratégies de motivation doivent être trouvées au niveau interne pour répondre à certaines démobilisations qui ont influencé négativement l'atteinte des résultats. S'agissant des femmes dans les instances de prise de décision, elles ont souligné qu'il est important de voir sur quel aspect agir, pour accompagner de façon efficace les femmes éligibles. En

général, les participants ont convenu qu'il était nécessaire de revoir les stratégies utilisées pour les actions qui n'ont pas eu de résultat escompté et les corriger pour l'avenir.

Les demandes de financement pour la mise en œuvre de certaines priorités identifiées qui n'ont pas eu de suite favorable et l'instabilité du poste de chargé de programme dans certains pays ont été aussi soulignées comme des éléments déterminants dans les résultats obtenus.

3.2. Les travaux de la deuxième journée

La séance du 03 décembre 2008 a débuté à 8h45 sous la présidence de Madame Djeneba DIOP présidente du réseau WILDAF au Mali.

3.2.1. les travaux de groupes

En vue de débattre et analyser un peu plus en profondeur des résultats obtenus dans la période de mise en œuvre du projet, à la lumière des attentes du projet telles qu'exprimées dans les objectifs et le cadre logique, les participants ont fait des travaux de groupe

:

Les questions auxquelles les participants devraient répondre étaient les suivantes

- ⇒ Les résultats sont-ils ou non à la hauteur de nos attentes ?
- ⇒ Comment pouvons-nous expliquer les succès et ou les échecs ?
- ⇒ Quelle appréciation faisons-nous de la gestion administrative et financière du projet ?

Avant d'aller en travaux de groupes, les participants ont eu à écouter deux exposés.

Kafui KUWONU, a rappelé les objectifs, les résultats attendus et les indicateurs de vérification du projet.

Son exposé a été suivi par celui de la responsable administrative et financière, Béatrice Ajavon qui a fait un rappel des procédures administratives et financières du projet.

Elle a alors abordé les obligations d'ordre général entre la coordination sous régionale et les réseaux nationaux, l'obligation d'informer, la visibilité du partenaire, la disponibilité d'un compte bancaire exclusif fonctionnant avec double signature, l'utilisation des diverses procédures comptables pour l'autorisation de dépense, l'engagement et la liquidation, l'apurement des comptes, les coûts éligibles et les coûts non éligibles, la compatibilité et le contrôle financier, l'audit.

Trois groupes de travail ont été constitués : 2 groupes pour des pays francophones et un pour les pays anglophones.

3.2.1.1. Les résultats des travaux de groupe

La restitution des différents travaux a eu lieu après la pause déjeuner.

Les résultats des travaux de groupe (voir en annexe), ont laissé apparaître des résultats du projet parmi lesquels il y a lieu de citer la prise de conscience des populations sur la nécessité de s'impliquer dans la gouvernance de leur pays, de leur commune, la prise en compte de certains besoins spécifiques des femmes grâce au renforcement des alliances entre membres des coalitions et d'autres organisations, la visibilité et le partenariat avec d'autres structures ayant entraîné l'aboutissement de certaines actions, la participation à l'élaboration du budget au niveau national et local

Ils ont aussi révélé certaines lacunes comme la non traduction des manuels en langues nationales, la modestie des moyens, l'inexistence de procès verbal de rencontre ou d'accord signé avec les autorités, l'insuffisance de la formation, la courte durée projet.

3.2.1.2. Les débats

Dans les débats, la coordinatrice sous régionale a incité les participant(e) à illustrer par des preuves aussi bien les faiblesses notées que les résultats (lois adoptées, bourses octroyées).

Pour la gestion administrative, il a été noté des retards dans le transfert de fonds, le retard dans la transmission des pièces justificatives au Bureau Sous régional, la non disponibilité de la petite caisse au niveau de certains réseaux, la non fonctionnalité de certains matériels informatiques, la prise en compte insuffisante des spécificités des pays lors de l'élaboration du projet, l'importance de traduire les manuels en langue locale, l'écart entre connaissances reçues et application pratique, l'importance des missions de suivi, la difficulté de trouver des financements additionnels malgré l'existence de volonté d'élaboration de requêtes, l'importance du bulletin de liaison.

3.2.2. Analyse critique de la communication ayant soutenue le projet

Après la pause café de l'après-midi, Mathilde SANT-ANNA, la chargée de communication au Bureau Sous Régional a procédé à la présentation de l'analyse critique de la communication avec la liste de discussion, la collecte et diffusion d'information, des bulletins de liaison, diffusion de bonnes pratiques sur le web, échange d'information.

Les débats ont fait ressortir la difficulté d'assurer la communication au sein même des coalitions, et aussi entre la coordination sous-régionale et celles nationales, l'absence d'électricité dans certaines localité, l'insuffisante maîtrise de l'outil informatique, l'existence de bulletin d'information au niveau local.

4. La planification de l'après projet

La séance de travail du 04 décembre a débuté à 08h 45 mn, présidée par Andrew Opoku-Agyman, parlementaire ghanéen, membre de la coalition COWIG de Tema au Ghana.

Après l'introduction, le rapport du deuxième jour de la rencontre fut exposé par la délégation du Mali et adopté.

La coordinatrice sous-régionale a ensuite annoncé un changement dans le programme de la rencontre qui se justifie par la prise en compte de la préoccupation déjà formulée d'enclencher le processus de l'après-projet et adopter des orientations claires pour la pérennisation des acquis. Elle a ensuite proposé une méthodologie permettant d'une part d'identifier en plénière les forces, les faiblesses, les opportunités, les menaces, et leçons à tirer pour dégager d'autre part, les priorités, stratégies et ressources en travaux de groupes.

4.1. La formulation de la mission et de vision future des coalitions

Un exercice préalable a permis de formuler la mission et la vision des coalitions.

La mission dégagée de façon consensuelle est d'œuvrer à l'effectivité des droits des femmes notamment par leur prise en compte par les décideurs.

Quant à la vision, la synthèse des propositions faites par les uns et les autres a donné la formulation adoptée suivante :

Un monde où les femmes jouissent effectivement de leurs droits parce qu'ils sont pris en compte par les décideurs à tous les niveaux décisions et dans les processus de décisionnels y compris budgétaires.

4.2. L'identification des forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'action des coalitions

Les participants en séance plénière, ont identifié les forces, faiblesses, opportunités, menaces et leçons tirées qui sont consignées dans le tableau ci-dessous :

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES	LECONS TIREES
– Les capacités des membres des organisations ont été renforcées – Les coalitions existent au niveau central et décentralisé – Il existe des partenariats avec d'autres organisations et groupes cibles bénéficiaires de projets antérieurs – Début de partenariat avec les autorités publiques pour la prise en compte des priorités des femmes – Plus grande visibilité des associations membres	– insuffisance de financement – Manque/ insuffisance de suivi de nos actions de plaidoyer auprès des autorités – Disfonctionnement dans les coalitions – Indisponibilité de certains membres – Ouverture limité et insuffisance de volonté politique de certaines autorités au niveau central – Insuffisance de restitution des formations et des rencontres – Insuffisance dans la communication – Les problèmes de	– Environnement, contexte démocratique favorable – Processus de décentralisation en cours dans nos pays – Existence des plates formes internationales et nationales relatives à la participation des femmes dans la décentralisation, et relative à l'efficacité de l'aide au Développement – Existence de structure ayant abritées les coalitions – Environnement internationale favorable à la prise en compte des droits des	– Emergence et résistance de forces conservatrices face aux avancées démocratiques – Les crises financières et économiques internationales – L'instabilité politique et l'insécurité dans certains pays – La montée du fanatisme religieux – Opposition des hommes à l'émergence et à l'exercice du pouvoir par des femmes – Non respect des principes budgétaires des bailleurs – Cooptation de femmes activistes par les	– Il est important de faire le suivi des actions de plaidoyer entrepris et de s'assurer de sa concrétisation et ou de sa prise en compte dans les prévisions budgétaires – Importance du travail en réseau des organisations en tant que force pour la prise en compte des besoins des femmes et leur satisfaction – Nécessité pour les actions d'être inscrite dans la durée pour l'atteinte des résultats qui font appel à des changements sociaux – Nécessité de construire des alliances stratégiques – Nécessité de documenter nos actions au fur et à mesure

– Visibilité des coalitions – Début de conscientisation de la population – Quelques reformes législatives en faveur des femmes obtenues – « Femme et bonne gouvernance » : une thématique d'actualité – Existence d'une diversité d'organisations travaillant sur divers aspects des droits des femmes et du développement – Existence d'outils et de support de formation – Eveil de conscience accrue des femmes sur leur participation au prise de décision	leadership au sein des coalitions – Insuffisance d'esprit de sacrifice/ esprit de bénévolat – Faible engagement de certains membres – Faible documentation des activités aux niveaux local et central – Faible stimulation et encouragement des membres – Calendrier très chargé des membres impliqués dans les actions de plaidoyers, leur implication dans plusieurs activités à la fois – Faible capacité de	femmes dans le développement – La disponibilité de certaines autorités à collaborer et à appuyer les coalitions – Emergence d'une ouverture des autorités au niveau local – Existence des NTIC	gouvernements et son impact sur la perception des actions des activistes par les populations – La violence faite aux femmes (domestiques, politiques, psychologique, etc...)	– Nécessité de respecter les procédures administratives et financières pour une bonne gestion – Nécessité de poursuivre la sensibilisation et la formation des groupes de femmes sur la participation au processus électoral et aux droits des femmes en général – Importance de reconnaître les engagements pris par les autorités, les féliciter et garder le contact – Importance de faire prendre en compte le financement des droits des femmes dans les budgets de l'Etat au niveau central pour son mise effectivité – Importance de laisser un écrit après les rencontres en termes d'accord ou
--	--	--	--	---

– Réseautage – Nombre croissant de femmes aux postes de responsabilité au niveau national et local – Utilisation de stratégies pertinentes (medias, plaidoyer, – Plus grande ouverture des autorités au niveau décentralisé – Existence de leadership de qualité au sein des coalitions – Formation des autorités étatiques dans certains pays au niveau local	– mobilisation de financement des coalitions pour la mise en œuvre des priorités identifiées – Faiblesse des infrastructures en communication et électricité – Insuffisance des formations – Faible capacité d'accès des bénéficiaires à exploiter au maximum les outils de formation simplifiés			– d'engagement pris par l'autorité rencontrée – La nécessité d'avoir un plan de communication efficace – Nécessité de rechercher des sources de financements complémentaires pour la mise en œuvre des priorités spécifiques ou pour soutenir les dossiers de plaidoyer – Nécessité de renforcer la capacité des membres en élaboration de projet et en négociation – Nécessité d'être aux aguets et saisir toutes les opportunités
---	---	--	--	---

4.3. La définition des axes futurs d'action des coalitions

Pour ce qui est des priorités à dégager pour le futur les axes suivants sont retenus :

- La participation des femmes aux instances de prise de décision
- L'intégration du genre au budget
- Le droit à la santé, à l'éducation, à l'eau, à la terre, aux infrastructures routières et socio économique en lien avec les activités économiques des femmes
- L'état civil
- La lutte contre les violences
- Le suivi budgétaire

Les participants ont décidé de ne pas retenir des priorités communes pour les actions sous régionale. Elles doivent cependant rester aux aguets afin de saisir les opportunités qui se présenteront.

4.4. Les objectifs et stratégies de mobilisation

L'analyse des objectifs et des stratégies de mobilisation des ressources financières et humaines s'est faite en groupe. Les résultats des travaux des 3 groupes ont fait l'objet d'une synthèse qui se présente comme suit :

Objectif général :

Amener les décideurs à prendre en compte les besoins et intérêts stratégiques des femmes à tous les niveaux du processus décisionnel y compris budgétaire afin qu'elles puissent jouir effectivement de leurs droits.

Objectifs spécifiques :

Ils sont :

- 1) Contribuer à ce que les décideurs prennent conscience de l'importance d'associer les femmes au processus décisionnel et de prendre en compte les besoins et intérêt stratégique des femmes
- 2) Accroître le taux de représentation des femmes dans les instances de prise de décision
- 3) Contribuer à faire prendre en compte par les décideurs des besoins pratiques et intérêt stratégiques des femmes dans les plans, politique, réformes législatives et autres décisions de développement au niveau local et central.
- 4) Contribuer à l'éradication des violences faites aux femmes et aux filles y compris les violences politiques
- 5) Contribuer à l'effectivité des prévisions budgétaires relatives aux besoins et intérêt spécifique des femmes par un suivi rapproché des engagements budgétaires pris par les Etats
- 6) Produire des rapports alternatifs réguliers sur la mise en œuvre par les décideurs des engagements internationaux pris par les Etats.

Pour atteindre ces objectifs, huit (8) stratégies ont été identifiées :

- s'appuyer sur le répertoire des membres de WiLDAF
- se rapprocher des membres influents ou qui sont à des postes de responsabilité
- échanger, partager et discuter avec eux de manière à les inciter à redevenir actifs
- éviter la rétention d'information
- partager les informations sur les sources de financement
- mobiliser des ressources financières
- consolider le partenariat avec les partenaires actuels et l'élargir à d'autres
- renforcer les capacités des membres à l'élaboration des projets et à la recherche de financement
- développer le partenariat avec les autorités locales pour le financement des micro programmes
- utiliser les stratégies de mobilisation de la diaspora

4.5. .Les défis et questions émergentes

Les travaux du quatrième jour de la rencontre sous régionale d'échange et d'évaluation interne du projet « Bonne Gouvernance et participation des femmes dans sept pays d'Afrique de l'Ouest » ont été présidés par une représentante du WiLDAF Nigeria en la personne de Madame Marion ANYAGWE.

Aux environs de 8 h 45 min, la journée a débuté par une introduction brève du programme de la journée qui consistaient à échanger sur les défis et les questions émergentes en matière des droits des femmes avant d'ouvrir les débats. Les délégations se sont exprimées dans l'ordre suivant : Ghana, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Bénin, Nigeria et Togo.

Par rapport aux préoccupations et inquiétudes relevées par les différents pays, on peut retenir :

- la prise en charge des victimes de violence et le silence des victimes de violence ainsi que celui de leurs parents qui ne facilitent pas le travail des organisations
- le travail des enfants surtout de la petite fille
- la représentation des femmes dans les instances de prise de décision ; leur rôle et place dans les processus électoraux de même que leur positionnement inadéquat sur les listes électorales
- le financement pour l'égalité des sexes
- les changements climatiques
- la responsabilisation des hommes et des femmes en matière des droits des femmes
- les droits socio – économiques des femmes tels que l'accès à l'eau et à la terre
- la criminalisation du viol

- le maintien des filles à l'école
- la crise économique mondiale
- l'excision
- l'orientation pédagogique des élèves filles
- la méconnaissance des textes de lois
- la féminisation de la pauvreté
- la tragédie de la microfinance
- le renforcement du pouvoir économique de la femme
- le VIH/SIDA : féminisation de la pandémie
- l'éducation de base dans la famille
- le manque de financement pour mener des actions à long terme
- le chômage
- la mortalité maternelle
- la pornographie qui met beaucoup plus d'accent sur les femmes et les jeunes filles

A la fin des interventions, Madame ADJAMAGBO a pris la parole pour commenter les résultats du débat. Elle a ainsi fait remarquer que :

- il y a une similitude des situations dans les pays
- le nombre de défis et questions émergentes évoqués pourrait décourager les activistes des droits des femmes qui sont les participant (e) s et qui auraient l'impression de ne pas avancer. Cependant, c'est la prise de conscience accrue suscitée par les diverses actions qui engendrent encore plus de défis et de questions émergentes.

Les participant (e) s doivent donc rester mobiliser et solidaires pour relever tous ces défis.

5. La conclusion et clôture des travaux

Le deuxième point de l'ordre du jour a été consacré à l'adoption du rapport général de la rencontre. Ce dernier a été préparé par Madame Aminata Seck du Sénégal et Monsieur Sina ADEFOLAHAN du Ghana.

Après la lecture du rapport par Madame Aminata Seck, la Présidente du jour a donné la parole aux participant (e) s pour les amendements. Après avoir félicité les rapporteurs pour le travail accompli, les intervenant (e) s ont fait des amendements et le rapport général a été adopté par acclamation.

Pour clôturer cette dernière journée qui marquait la fin des travaux de la rencontre, la Présidente du jour a, au nom des participant (e) s, invité Madame Mariame Coulibaly du Sénégal à prononcer un mot de remerciements.

Pour commencer, Madame Coulibaly a fait remarquer que c'est une lourde tâche que de remercier le Bureau Sous Régional Afrique de l'Ouest (BSRAO) à la fin de ce projet qui a duré 3 ans grâce à l'appui financier de l'Union Européenne (UE). Car les bénéficiaires ne sauraient le remercier assez pour cette initiative prise pour la protection et la promotion des droits des femmes.

Elle a ajouté qu'au-delà de ce projet, le BSRAO a mené d'autres actions au profit de toutes les femmes africaines notamment celles relatives au Protocole optionnel à la CEDEF et à l'évaluation de la Déclaration de Paris. Elle a également remercié les autorités togolaises surtout le Ministère de l'Action Sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfance et des personnes âgées, l'ensemble des participant (e) s, ainsi que les techniciens, interprètes et restaurateurs. Elle a, enfin, souhaité un bon retour à tous.

A son tour, Madame ADJAMAGBO-JOHNSON, est intervenue pour remercier les participant (e) s.

Dans son propos, elle a souligné que les femmes ont l'habitude d'être trop modestes car l'expérience a montré que lorsque les femmes se retrouvent, elles ont le souci d'être efficace. Elle a ajouté que la richesse des contributions des participant (e) s, et l'engagement dont elles ont fait preuve ont comblé ses attentes.

Elle a rappelé que cette action commune a été pendant toute sa durée un défi permanent. Elle est convaincue que même si tous les résultats n'ont pas été atteints, il y a des réalisations significatives à montrer et à partager.

Pour finir, Madame ADJAMAGBO a informé les participant (e) s que la prochaine session du CSW sera, non seulement, l'occasion de célébrer les réussites du projet, mais également de présenter aux femmes et aux hommes qui se battent pour les droits des femmes les succès et de partager les échecs.

ANNEXES

Les communications

EVALUATION DES ACTIONS MENEES PAR LES COALITIONS DU BENIN

INTRODUCTION

Dans le cadre du projet « **Bonne Gouvernance et participation des femmes dans sept pays en Afrique de l'Ouest** », les coalitions du Bénin ont mené des activités sur le terrain. Le présent rapport met en relief les grandes lignes des activités menées par les trois coalitions depuis la première rencontre d'échanges au niveau national.

I- **EVALUATION DES ACTIVITES MENES**

A- **COALITION DE COTONOU**

✓ **Les priorités**

- La participation à l'examen du Budget National.
- Le plaidoyer pour une prise en compte des besoins des femmes dans les budgets dans six communes
- La contribution au maintien des filles à l'école
- Le plaidoyer pour la prise de la loi sur la gratuité de la Césarienne
- Le plaidoyer pour l'utilisation des fonds d'indigence pour maintenir les filles à l'école.

✓ **Expérience la mieux réussie**

Coalition avec d'autres réseaux pour une meilleure représentation des femmes aux élections locales.

Stratégies

- Synergie d'action des réseaux membres (WILDAF, RIFONGA, REFEC, GPIFED)
- Mobilisation des ressources auprès de plusieurs partenaires
- Communication (débat télévisés, et radiodiffusés, messages slogan, banderoles, affiches rencontre avec les autorités (le président de l'Assemblée), conférence avec les chefs des partis politiques
- Confection de tee shirts avec des messages
- Caravane regroupant les ONG, les autorités locales et les populations

Utilisation des opportunités

- Travailler avec d'autres partenaires
- Appropriation des procédures d'autre PTF
- Capitalisation des acquis

Difficultés/Faiblesses

- Manque de cohésion et d'esprit d'équipe
- La récupération politique
- Problème de leadership
- Mauvaise foi
- Mauvaise budgétisation des activités
- Démission de certains réseaux entraînant des frustrations
- Réticence d'un partenaire à financer les activités de la coalition

✓ Expérience non réussie

Plaidoyer pour la prise en compte des femmes dans les budgets dans six départements

Stratégies

- Elaboration du document de base,
- Rencontre avec les autorités communales

Faiblesses/Difficultés

- La grande difficulté est liée au fait que nous étions en pleine période électorale, avec les imprévus et les recours.
- Manque d'expert visionnaire et stratège
- Manque d'expert en matière d'opérationnalisation des différentes stratégies

✓ Expérience plus ou moins satisfaisante

La scolarisation des filles

Stratégies

- Les parents ont compris et laissent les filles aller à l'école surtout dans l'Atlantique
- La bourse d'étude aux filles au niveau du primaire et du collège (GAJES)

Difficultés/Faiblesses

- Manque de sincérité dans le dialogue avec les parents ou communauté
- Réticence des autorités à mettre les fonds réservés aux indigents à disposition pour la scolarisation des filles
- Stratégie mal définie
- non pertinence de nos propositions

B- COALITION DU ZOU

✓ Les priorités

- La sensibilisation des populations pour la participation des femmes aux élections communales et municipales de 2008.
- L'organisation d'émission radio télévisée sur des thèmes tels que, « genre et budget » et « genre et pouvoir local ».

- L'appui aux filles et aux femmes victimes de violences
- L'activité de sensibilisation sur la loi relative au harcèlement sexuel, avec la mise en place de comités de protection des filles au niveau des collèges.
- L'organisation de séance de formation sur les dispositions du Code des Personnes et de la Famille.
- Plaidoyer pour une prise en compte des besoins des femmes dans le budget

✓ **Activité bien réussie**

Désenclavement de la voie Abomey-Alomankanmè-Koddji-Tangan

Stratégies

- Identification des besoins prioritaires de la population.
- Bon choix de la cible pour le plaidoyer
- Préparation du Plaidoyer auprès du Conseil Communal d'Abomey, des Chefs d'Arrondissement et des villages
- Persévérance
- Assurance de la disponibilité des moyens à temps

Opportunités

Toutes les opportunités ont été efficacement utilisées.

Difficultés/Faiblesses

- Aucune

✓ **Activité peu satisfaisante**

Suivi de l'élaboration du budget genre.

Stratégies

- Contacts réguliers avec les élus locaux pour s'informer des calendriers des sessions budgétaires

- Circulation de l'information entre la coalition et les élus locaux
- Etude de la nomenclature budgétaire
- Identification des besoins des femmes à insérer dans le nouveau budget
- Propositions des besoins prioritaires des femmes à inscrire au budget.

Opportunité

Toutes les opportunités n'ont pas été utilisées avec efficacité, alors nous aurions pratiqué de meilleures collaborations et intensification de la communication

Faiblesses/Difficultés

- Insuffisance de contacts
- Nombre insuffisant de conseillers communaux acquis à notre cause
- Non pertinence des analyses et propositions
- Absence d'informations sur les budgets

NB : La coalition du zou n'a selon elle menée aucune activité qui ait été voué à un échec total.

✓ Identification d'une bonne pratique

Responsabilisation des ONG membres de la coalition, de sorte que chacun soit tenu de rapporter des résultats.

C- COALITION DU NORD

✓ Les priorités

- 1- Diffusion des microprogrammes dans le cadre des élections communale et municipale.
- 2- Participation de la coalition aux activités de la structure faîtière de Parakou.

- 3- Soutien spécial aux femmes ayant été bien positionnées
- 4- Le positionnement de la Coordinatrice en tête de liste
- 5- Réalisation d'émission à l'ORTB à l'endroit des candidats aux différents examens

✓ **Activité bien réussie**

Election de 2 membres de la coalition WILDAF au conseil communal de Parakou

Stratégies

- constitution d'une bonne équipe de campagne
- mise en place d'un système de communication performant
- exploitation des faiblesses de l'adversaire
- infiltration du camp adverse
- récupération des indécis
- solidarité entre candidates

Opportunités

Utilisation de tous les moyens pour aller de l'avant

Faiblesses/difficultés

- impuissance face au pouvoir de l'argent
- ingérence des autorités politique au haut niveau
- incapacité à convaincre les électeurs pour l'élection du bureau communal

✓ **Activité peu réussie**

Le plaidoyer à l'endroit des autorités politico administratives dans 8 communes du Borgou/Alibori

Stratégies

- présentation des la coalition et ses objectifs
- envoi des correspondances aux autorités
- descente des équipes sur le terrain

Opportunités

- Malgré les belles promesses, le suivi des activités n'a pu être fait, faute de moyens financiers

Faiblesses/Difficultés

- Manque de moyens, surtout financiers
- Si c'était à refaire il faudra rechercher d'autres sources de financement pour les activités

✓ Activité plus ou moins satisfaisante

Projet de plaidoyer en direction des partis politiques pour le positionnement des femmes en tête de liste

Stratégies

Montage du projet par le comité technique de la coalition

Opportunités

Aucune

Faiblesses/Difficultés

- Manque de financement, même de Lomé
- On aurait pu rechercher d'autres partenaires

✓ Bonnes pratiques identifiées

- Réalisation de micro programmes financés par la mairie
- Après chaque plaidoyer, faire signer un procès verbal par les 2 parties pour le respect des engagements.

II- EVALUATION DES STRATEGIES DE COMMUNICATIONS UTILISEES

La coalition de Cotonou a utilisé les 3 moyens les plus pratiques de communication, à savoir l'Internet, le téléphone, le courrier physique.

Les deux autres coalitions ont utilisé la communication téléphonique. Elles ont par ailleurs souligné les difficultés de communication liées au manque d'équipement et de formation informatique. La coalition du nord a respecté les rencontres mensuelles qui ont permis à ses membres d'être au même niveau d'information. Il a été recommandé aux coalitions du sud et du zou de suivre l'exemple de la coalition du nord par des rencontres périodiques. Il a également été recommandé aux coalitions de rechercher les moyens afin d'organiser des rencontres fréquentes entre elles pour discuter de thématiques pertinentes, et au besoin élaborer des stratégies d'actions communes.

III- RECOMMANDATIONS POUR PERENNISER LES ACQUIS

- 1- Formation au NTIC des membres des différentes coalitions et renforcement des capacités en réseautage
- 2- Renforcement des capacités des femmes élues locales
- 3- Elaboration de plaquette : femmes et bonne gouvernance (expériences du Bénin)
- 4- Projet d'appui à l'efficacité des aides et à l'application genre
- 5- Projet de lutte contre l'achat de conscience en période électorale
- 6- Plaidoyer pour une bonne gestion des cantines scolaires
- 7- Plaidoyer pour l'efficacité de la gratuité de la césarienne
- 8- Spécialisation par domaine des membres des réseaux

**GOOD GOVERNANCE AND WOMEN'S PARTICIPATION IN 7
WEST AFRICAN COUNTRIES**

SUB-REGIONAL EXCHANGE MEETING

**REPORT OF COALITION OF WOMEN
IN GOVERNANCE – GHANA**

Hotel Ghis Palace
Baguida, Route Internationale
Lome - Togo

December 2-5, 2008

Overview of the Project

The project “Good Governance and Women’s Participation in 7 West African Countries” started in Ghana by WiLDAF Ghana in February 2006 with initial restitution meeting following the ownership workshop at Togo, in January of 2006.

The Ghana project was implemented in three areas

1. National (Centralized Coalition)
Accra
2. Decentralized (Local Coalitions)
 - a. Tema Municipal
 - b. Mpohor Wassa East District

Members of the three coalitions participated in 10 day capacity building each in the areas of

- a. Human Rights
- b. Planning and Programming (focused on district and national planning processes)
- c. Budget and Gender Budgeting
- d. Lobbying, Advocacy, Networking and Coalition Building

The three coalitions put together have 67-membership made of:

Accra (National) 21,
Tema 25,
Mpohor Wassa East District 21

Participants the overall objective of the three-year project is to contribute to an effective participation of women in governance at national and local levels, and specifically:

- To building capacity of 65 women from state and non-state organisations in rural and urban areas on lobbying and advocacy, human rights of women, planning, programming and gender budgeting and on decentralization and
- To use knowledge gained to influence decisions, policies and programmes implemented by public authorities at the national and decentralized levels

He mentioned that in Ghana the project operated as:

He highlighted the results expected at the end of the project as:

- Enhanced knowledge of participants on their involvement in decision making
- Participants to use knowledge gained at the workshop to train other grassroots women

- Commitment and willingness of resource persons to provide training and information on identified governance and gender issues.

The expected outputs of the project include:

- A network of individuals and civil society associations, groups and organizations to influence decisions at the national level
- A Network at the decentralized level to engage and influence the implementation of policies and programmes at the district assembly level

Plan of Action

1. CoWIG National, Accra

Activity I: Engendering birth certificate

The following activities carried out:

- Meetings with the officials of the Registry of Births and Deaths
- Constant telephone conversations with the Registrar
- Requested to draft and lobby for amendment of the Legislative Instrument (LI) on births and deaths registration in Ghana

From the activities the result was an assurance and an acceptance of the Registry to remove some lines of information on the father so as to enable the registry to balance the data on the certificate. So that the new one with enhance security features and balance data on both parents would be used.

STRATEGIES

- Public Forum to advocate for the engendering of the Ghana birth certificate
- Meetings with the registrar of births and deaths
- Follow-Ups through Telephone, Letter

Activity II: Affirmative Action

The following activities were undertaken with sponsorship from Canadian Crossroads International:

1. Organized a workshop on the strategies to achieve affirmative action (April 8, 2008)
2. A live press conference to present and reiterate the need for affirmative action and gender budgeting (the live press conference followed the c

Strategies

- Meeting with Deputy Minister of Local Government to demand if there exist any law or policy on affirmative action

- Lobbying with the Department of women for support to come out with affirmative action law or policy

Also as part of programmes for affirmative action, a proposal was written to Ghana Research and Advocacy Programme, G-RAP for the following to be done:

- a. Affirmative action law / policy under the special intervention project scheme
- b. Organize a march after the election to demand 40% representation of women as cabinet ministers
- c. Engagement with duties bearers: Parliament, Ministry of Justice, CSOs on the advocacy progress

Challenges:

The proposal was not approved.

The alternate strategy therefore was,

1. The proposal was repackaged and submitted to WomanKind (UK) who has granted 13,000 pounds to support the project even though the project would need more than that.
2. Re-shaping the proposal for submission again to G-RAP since there is a second opportunity opened for special projects

Activity III: Gender budgeting

The budget preparatory process for the next year was suspended because of uncertainty of who forms the next government in the next year. CoWIG Accra believes it is legitimate because for now no one knows who would win the next elections.

Initial activities towards gender budgeting

1. initial contact with the ministry of finance and economic planning indicates they were not ready to work with us since the 2009 budget would not be prepared this year (2008)
2. work with ISODEC: CoWIG and ISODEC met twice to discuss the possibility of ISODEC doing the gender budget analysis however to move the gender budgeting process forward there was the need to raise funds

Results

Previous communiqués and formal and informal interactions with the Ministry of Finance, Ministry of Women and Children's Affairs, and the National Development Planning Commission has led to Government accepting to implement **national gender budgeting**. Initial ministries chosen were (as at November 2007); Ministry of education, Ministry of local government, and Ministry of health. It was however proposed that beginning from 2009 all ministries must implement gender budget.

Even though CoWIG National -Accra undertook the above activities, other activities such as, capitation grant, school feeding, free medical care and delivery for pregnant women

and credit facilities for women – the MASLOC programme had been introduced by the government of Ghana between 2006 and 2008.

General challenges envisage while working on the Coalition's activities included the unwillingness on the part of government to implement the gender budgeting on time, political interference with the disbursement of credit facilities, school feeding programme still on pilot basis but government says it is national. Therefore alternatively, the Coalition has decided to advocate for the expansion of the school feeding programme to cover all areas, advocate for increase in the capitation grant to schools and promote the de-politisation of credit facilities.

2. CoWIG Mpohor

The Coalition of Women (CoWIG), Mpohor Wassa East District which was formed in May 2007, by Women in Law and Development in Africa (WILDAF) Ghana, is currently operating in the district with 19 members- thirteen (13) women and six (6) men. They are mainly assembly members in different sub-committees and Non-Governmental Organizations (NGOs) in the district. The NGOs include;

- Support for Community Mobilization Project and Programmes (SCMPP)
- Help Advance Community Opportunity Goals (HACOG)
- Ansket Foundation
- World Vision Ghana – Mpohor Wassa East District

Celebration of International Women's Day

Members of CoWIG celebrated International Women's Day on March 8, 2008 at the District level. The programme was attended by the Muslim Groups in the district, the Director of GES, the Director of NCCE and CHRAJ who all gave talks on the importance of women's participation in political activities. The programme was also covered by the media. The programme was successful even though the funds were not adequate.

Results

After the programme, two members of the Coalition have been nominated to join the African Peer Review Mechanism (APRM) in the District.

Major activities undertaken by the Coalition:

Skill Training For Girls

The skills training for girls is among others aimed at improving their opportunities to employment and thereby gaining economic independence. The district currently has no vocational school and the district assembly is trying to get one established in the district. Due to the Coalition's advocacy, two groups have visited the district and have expressed interest in helping the district set up a vocational school.

Scholarship for Female Medical Student

The coalition through lobbying was able to influence the release of \$4,000 US Dollars to a female medical student for her international practical internship in Britain.

Engendering National Youth Employment Programme in the district

Lobbied for the enrolment of women at the national youth employment division as shown in the table below

MODULE	MALES	FEMALES	TOTAL
Community teachers assistance	106	67	173
Community protection unit	21	1	22
Community extension workers	13	39	52
Waste sanitation	48	15	63

Even though the numbers of females as compared to men may not seem much, this is even an improvement in the numbers after the advocacy of the Coalition. It has however been noted that females are used to replace the males who are either sacked or drop-out; therefore with time the number would be more encouraging.

Responsible Parenting

Some members of the Coalition have been undertaking some sensitization and advocacy work at the Daboose market circle. The street children who were doing odd jobs during school hours were taken to the chief's palace after a series of sensitisation with the hope of change. Their parents were then advised at the palace to make sure the children returned to school if they were not already in school. SCMPP, a collaborative NGO and a member of the Coalition organized a one – day training programme on child labour for members of CoWIG to enable them continue with their advocacy work on child labour.

Results

After the awareness creation exercise, more children now prefer going to school to hanging around the market especially on market days and there has been significant increase in enrolment of women in schools in the district. It can therefore be said that there has been a decrease in child labour practices especially in the farm.

Challenges

The children who returned and were enrolled in schools need school uniform and other items to enhance their learning. It is feared that without that they would return to the streets.

Girl Child Education and Peace

The SCMPP team by virtue of being part of CoWIG saw the need to sensitize parents especially women on the importance of educating the girl child. They also embarked on a peace drive.

The team visited four (4) communities; Sekyere Krobo, Aboaboso, Kakabo and Jerusalem in the district and talked to the communities about the need for women themselves for leadership in every area or field they find themselves. The team also used accomplished women such as her ladyship Theodora Georgina Wood (Chief Justice), Ms Joyce Aryee (Chairperson Chamber of Mines), Mrs. Gifty Afanyi Dadzie (Council of State), and Prof. Nana Opoku Agyemang (Vice Chancellor University of Cape Coast) as examples/models to encourage the females.

The team further entreated the women to be peace makers in all their endeavours especially before, during and after the 2008 election. They were also advised to educate their husbands not to engage in any act of confusion, crime and disturbances during the upcoming election.

Through the sensitization programme, five (5) teenage mothers decided to go back to school. The Chief and Elders also decided to put in place a bye-law to combat the activities of men who engage the girls in sexual activities.

Challenges

Due to inadequacy of resources, the team most often have to organize its activities along side that of SCMPP and HACOG (NGOs), which puts it in a very dependent position.

Way forward

The coalition hopes to sustain the existing cordial relationship between SCMPP and HACOG who usually offer both technical and logistical support throughout the coalition's sensitization activities. The coalition also plans to put in a means on how to properly collaborate with these organisations.

HIV / AIDS

In the area of HIV/AIDS, CoWIG in conjunction with HACOG organize a three (3) day Capacity building Workshop for 20 people (14 female and 6 male) on HIV/AIDS issues. The participants were taken through topics such as care and support, mode of transmission and prevention of AIDS. This was to help the participants in mitigating social, cultural, legal and economic impact of the HIV/AIDS pandemic in the District and the country as a whole.

The participants were also taken through the counselling process with emphasis on the quality of counselling which considers the totality of a person's trait. The participants were also taken through a one on one psycho-social counselling emphasizing the need to assist the young girls to stop the attitude of making money through sex and abuse of alcohol.

Challenges

- Reluctance on the part of most people to do Voluntary Counselling and Testing (VCT) and
- Difficulty in accessing health facilities in most communities.

Way forward

CoWIG hopes to collaborate with related NGOs to ensure that people in its operational areas conduct the HIV test voluntarily.

Conclusion

Despite the limited resources, CoWIG is trying its best to keep the programme going. It is also trying for the coalition to continue working even though the computer for working is not in good condition and therefore makes administrative work very difficult.

3. CoWIG Tema

CoWIG Tema as part of the larger coalition shared in its aim of contributing to programmes on women in governance. The group therefore planned to undertake the following:

Women's empowerment

- ✚ CoWIG Tema were to encourage more women to participate in the 2008 general election. In the 2004 Tema did not have any woman contesting the parliamentary elections, but now after the primaries, there is a woman contesting on the ticket of the NPP.

A woman contested for the primaries on NDC ticket but she did not get the nod from her party therefore during NPP's primaries, the CoWIG members decided to lobby so that at least one woman contests in the area.

Campaigning has been going on to vote for women and also promoted peaceful elections

- ✚ **Make more women vocal in the district assembly.** As per the number of persons in the assembly in Tema, 18 women should have been appointed as government appointees but now there are only 8 and the hope is that progress would be made. The highest decision-making body of the assembly has 7 women. There are 2 women chairing committees; F&A and social services committee.

- ✚ **Promote education of girls in the district.** There are forty (40) scholarship opportunities for needy but brilliant children and this year, 22 girls were given scholarship. The forty scholarships is a hundred percent increase in the scholarships given out.

- ✚ CoWIG Tema is also engaging in talks with the sub-structures of the assemblies so that more women are involved. And this year more women are being appointed

to unit committees. For instance in an electoral area, there are 8 women out of the 15 member unit committee.

- ✚ More women are being encouraged to get financially empowered and be engaged in their own trade. Through CoWIG, Tema on Wednesday Nov.19, 2008, 15 women gained financial support for various economic activities.

Sanitation

- ✚ CoWIG lobbied the assembly to undertake a massive clean up exercise. And initially the plan was that every assembly member was supposed to organise 4 communal labours in his/her electoral area. However with the extent of work that needs to be done and with lobbying the communal labour has been increased to one communal labour per month for 39 assembly members.
- ✚ CoWIG members assembly members also lobbied the forestry commission and the Tema department gave each assembly member some seedlings to plant in their areas.
- ✚ The district assembly was also lobbied to buy tools for work in the community.

Security

- ✚ CoWIG members in the assembly lobbied for street lights in the area. A committee was formed to overlook security in the metropolis of which 2 CoWIG members were part.
- ✚ More community police have also been trained. Also some logistics have been provided for them. These include touch lights and truncheons.

Youth Empowerment

- ✚ The coalition lobbied the assembly and 50 youth have been trained with seed money to purchase their materials for their work. In terms of numbers 2 girls were trained on machine use and work and 25 girls on batik/tie and die work.

By-Laws

- ✚ Tema municipal assembly has had some problems with gazetting the by-laws that have been enacted for over eight years. However, CoWIG Tema has lobbied and followed up on how to get the by-laws gazetted. Therefore as at the time of this workshop, 8 by-laws have been gazetted.
- ✚ CoWIG Tema organised international women's day at Kpone. Kpone was chosen because it was realised that the area was faced with several problems such as low or lack of empowerment of women in politics, economic etc.

COMMENTS/SUCCESS STORIES FROM PRESENTATIONS

- ✚ Participants mentioned that the training they had from WiLDAF on the CoWIG has been of much help to them. A participant said that he had been an assembly

- member for sometime but never found it important to lobby for things but after the training he uses his lobbying skills.
- ✚ Another participant mentioned that being with CoWIG has helped him realise that being in a group helps to have your opinion and case heard especially in the assembly as a formidable force.
 - ✚ Participants mentioned that if it had not been for training from WiLDAF they would not have initiated a lot of activities that they have done
 - ✚ It was also mentioned that participants in the CoWIG Tema/ Ashaiman through a community forum with the fire service, have helped in various ways to get the fire service in the municipality active. As well as a resolution passed that all persons whose shops have been built on fire hydrants should relocate or move the shops.

4. Group Work I : Analysing the Project Results

The participants were put into two groups and each group was supposed to analyse the results of the projects. That is they were to discuss the Coalition's strategies – what worked and what did not work, how effectively the coalition was able to utilise the opportunities it had, what the coalition could do differently and what were its weaknesses. The groups were also to discuss what they would do differently if they were to do the project again.

They specifically looked at these questions:

Group Work Questions

1. Analyse the project result
2. Strategies used: what worked, what did not work
3. Did the coalition effectively use the opportunities available to them
4. What should be done differently
5. What are our weaknesses
6. Is what we did relevant to the planned project
7. measure the quality of achievement (were you able to well persuade the targeted authorities)
8. what would be done differently for better results next time
9. some things came up during the programme which were not part of the original plan(what happened and why)

After the group work, the following came up during plenary:

Group one

Activities	Results	Strategies	What Strategies worked	What Strategies did not work
Engendering birth certificate in Ghana	Verbal confirmation that CoWIG's concerns have been incorporated	✚ Sending letters ✚ Meeting with the authorities in charge of the issue ✚ Personal contact by phone call	Meeting worked Personal contact worked	Sending letters did not work because the group did not receive any written response acknowledging receipt of the letter
Gazetting By-Laws in the Tema Metropolitan Assembly	Eight (8) By-Laws gazetted on September 1, 2008	✚ Seeking information from the Legal officer of T.M.A and also from the Regional Coordinating Council about the by-laws ✚ Sensitization of the legal officer of T.M.A on the need to monitor the process of gazetting by-laws ✚ Follow-up meetings with authorities responsible	All the strategies worked as it ensured that by-laws which had not been gazetted for about 6 years were gazetted in September	
Retention of girl child in school	Five (5) teenage mothers returned to school	✚ One on one meeting with the teenage mothers ✚ Public education on importance of child education ✚ Discussion with the school authorities to re-	It worked, teenage mothers returned to school It worked, communities are sensitised Discussion worked because the teenage	

		admit the teenage mothers ✚ Lobbying for the approval of by-laws to protect the girl child from sexual abuse	mothers were readmitted in their schools	This strategy did not work because, till now the by-law has not been approved for it to be gazetted.
Responsible Parenting	Six (6) children have gone back to school Several others have expressed interest in returning to school than working	✚ Sensitization at the markets by CoWIG members ✚ Gong-gong beaten to warn parents not to allow their children to be roaming during school hours ✚ Children found loitering about during school hours were sent to the chief's palace and their parents summoned and cautioned	It worked It worked especially for information dissemination It worked, the children are among those who returned to school	
Ensuring Security in the Tema Metropolis	Street Lights erected Community police trained Logistics provided for community police	✚ Lobbying the T.M.A ✚ Sensitisation of community leaders ✚ Setting up committee for street lights	It worked because lights were provided It worked because the community became interested It worked because they help to provide logistics for the community police	

Opportunities utilised

5. the Coalition made use of information available
6. Used assembly members who were part of the Coalition
7. used the groups which were already interested in good governance in the district
8. Collaborated with most NGOs who were interested in the priorities of the Coalition
9. Utilised the education CoWIG had been given effectively

What should be done differently?

1. We need to gather more information and data before lobbying
2. There should be more follow-ups on activities for concrete results
3. We should sharpen our lobbying skills
4. Collaboration with more interested NGOs and Institutions

Unplanned Activities

-  We Know Politics
-  Peace Talks

Reasons why:

These additional programmes were done because 2008 is the election year in Ghana for the parliamentary and presidential elections and CoWIG had to take part in several activities.

Group II

Activities	Results	Strategies	What Strategies worked	What Strategies did not work
Seek employment for women in nursing and community police	Increase in the number of women in the national youth employment programme in the Tema Metropolis	 Lobbying through Co-ordinator  Personal Contact	It worked because number of women has increased	
Responsible parenting	5 teenage mothers	 One-on-one talk with the	It worked because the	

	returned to school	girls, their parent, the chief and school authorities	girls were accepted back to their schools	
Sponsorship for students	Sponsorship grant approved for a female medical student to UK	 Lobbying  Personal contact	The strategies for this activity worked	
Seek scholarship for girls in Senior High School	Increase in the scholarship for girls on the T.M.A from 20% to 40%. 22 girls gained scholarship	 Lobbying	It worked because more than 50% girls gained scholarship	
Awareness creation on the need for vocational school	Two NGOs to create vocational schools	 Meeting with assembly members and NGOs		Meeting worked but so far no written document to commit them
Engendering of the birth certificate	Acceptance to incorporate CoWIG concerns on certificate	 Personal contact  Advocacy and lobbying	It worked because there has been confirmation that birth certificate in Ghana would change	The Coalition does not have written commitment
Organisation of international women's day	Four (4) CoWIG members appointed on to APRM	 Awareness creation  Advocacy	It worked because awareness was created	
Forum for women parliamentarians (Accra and Tema)	Opportunity created for interaction with the electorate	 Personal contact  Interaction and invitation	It worked	
Women's dialogue with presidential candidates	Presidential candidates plans for women in Ghana	 Personal contacts  Meeting with the political parties representatives  Media announcements/	It worked	

		hype		
Sanitation	Trees planted Monthly clean up exercise Provision of sanitary tools	✚ Lobbying	Worked because tools have been provided	
Security	Provision of street lights Development of community policing	✚ Lobbying other assembly members	It worked	
By-laws	Eight (8) by-laws gazetted as at September 1, 2008	✚ Lobbying and consultation with RCC, Attorney General's Department and the Ministry of Local Government and Rural Development	By-laws passed	
Training of counsellors	14 females trained	✚ Work in consultation with NGOs	It worked	

5. Communication Strategy

Group I

Partners	Means/ strategy of communication	Effectiveness	Not effective
Among members of same coalition	✚ Phone calls ✚ Meetings ✚ Email	Most effective Effective Effective for CoWIG Accra	Not effective for Mpohor Not effective for all

	✚ Letters		coalitions
Among the three coalitions	✚ Phone calls ✚ Exchange meeting	Effective Effective between Tema and Accra	
Communication with WiLDAF	✚ Phone calls ✚ Fax ✚ Email ✚ Monitoring visits	Most effective Effective Effective Effective	
Communication with other organisations	✚ Letters ✚ Phone calls ✚ Meetings ✚ Emails	Most effective Effective Effective Effective	
Communication with the media	✚ Letters ✚ Phone calls	Most effective Effective	
Communication with other countries	✚ Newsletters ✚ Exchange meeting	Most effective Effective	

Group II

Partners	Means/ strategy of communication	Effectiveness	Not effective
Among members of same coalition	✚ Phone calls ✚ E-mail ✚ Verbal ✚ Letter ✚ Text messages	Phone call	Letters
Among the three coalitions	✚ Phone calls ✚ Email ✚ Text messages	Phone call Exchange meeting	e-mail

	✚ Exchange meeting		
Communication with WiLDAF	✚ Phone calls ✚ Email ✚ Text messages ✚ Fax	Phone calls	Fax
Communication with other organisations	✚ Letters ✚ Verbal ✚ Phone calls	Letters	Phone
Communication with the media	✚ Phone calls ✚ Letters	Letters	Phone calls
Communication with other countries	✚ Regional exchange meeting	Newsletter	Regional exchange meeting- not all are able to attend

6. Group Work III: Action Plan

Group I

Ques 1:

- ✚ Yes, because the overall objective of CoWIG is to have more women in governance.
- ✚ To continue with the already started activities to help us achieve our aim

Ques 2: Action

- ✚ Mobilisation of funds

Strategies

- ✚ Lobbying
- ✚ Frequent meetings
- ✚ Effective communication
- ✚ Collaboration with interested donors and institutions
- ✚ Advocacy

Group II

Ques 1

Yes, because the activity has not been achieved and the Coalitions agrees with the Paris declaration concerning involving women in governance.

Activity	Strategy	Resource	Source	Comments	Time Frame
Engendering birth certificate	Lobbying, advocacy	Human resources Money	WiLDAF, Ghana	On- going	Jan- March 2009
Affirmative action	Lobbying, advocacy, press conference, follow-up and documentation	Human resource Money Logistics	WomanKind,UK	13,000 Pounds available	Jan- Dec 2009
Capacity building and adult education for 100 women	Sensitisation Education Public for a	Resource person Facilitators Logistics Implementation committee	WiLDAF, Ghana CoWIGs	To be completed in 2 years	March 2009- Dec 2010

Group III

Ques 1:

Yes we want the project to continue because the objectives of the project has not been realised that is getting more women at decision-making levels, in all spheres of life especially politics

Objectives of continuing and new projects

To get more women into the district assembly by 2010 and in the Presidential and parliamentary elections by 2012

Ques 2:

Activity (Actions)

- + Organise workshops to sensitise women to take up positions in decision-making
- + Organise a for a and others for women and men groups
- + Outreach programmes to educate women; that is train women in economic empowerment, communication skills, budgeting, advocacy, lobbying, networking, improved communication with other members of CoWIG
- + For a with churches, mosques, markets, lorry parks and other associations
- + Collaboration with other women's groups example ABANTU, WiLDAF, FIDA, The Ark Foundation

Ques 3: Strategies

- + Sourcing of funds from local and international agencies
- + Media task force to highlight activities of project
- + **Local funds:** MOWAC, District Assembly, Min of Local Government Rural Development and Environment, Banks
- + **International funding:** UNDP, CIDA, DFID, JICA, Chinese government, Indian Government etc (with reference to Aid Effectiveness in sourcing funds)



WILDAF/ FeDDAF/MALI

WOMEN IN LOW AND DEVELOPPEMENT IN AFRICA

FEMMES DROIT ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Avenue de l'OUA Immeuble SOBATO Appartement A4 Deuxième étage

Bamako Mali Tél : 20 23 67 08 / 66 73 04 26 / BP : 1823/ wildalfmali@yahoo.fr

PROJET UNION EUROPEENNE “BONNE GOUVERNANCE PARTICIPATION DES FEMMES DANS SEPT PAYS DE L’AFRIQUE DE L’OUEST »

COMMUNICATION DU MALI A LA DEUXIEME RENCONTRE D’ECHANGES AU NIVEAU SOUS REGIONALE

Lomé, décembre 2008

INTRODUCTION :

Madame la Coordinatrice sous régionale du WILDAF ;
Mesdames les Coordinatrices des bureaux nationaux du WILDAF,
Mesdames les chargées de programme
Mesdames les membres des coalitions centrales et décentralisées ;
J'ai l'honneur et le plaisir de vous présenter la communication du Mali.

Cette communication s'articulera autour de deux points essentiels :

- 1 – Les priorités dégagées depuis la première rencontre nationale
- 2 – Les stratégies utilisées pour la mise en œuvre de ces priorités et les résultats obtenus

1- Les priorités

Lors de la première rencontre nationale tenue à Bamako en novembre 2007 les priorités suivantes avaient été retenues :

- Le Projet de code de la famille et des personnes
- L'intégration du genre dans le budget
- La participation des femmes à la vie publique
- Le renforcement de capacité des membres des coalitions

En plus de ces priorités, les Coalitions décentralisées de Kati, de Sikasso et de Yorosso avait comme autres priorités :

- La réduction de la mortalité maternelle et infantile
- L'assainissement
- L'accès à l'eau potable
- La mobilisation des ressources

2 – Les stratégies utilisées

A) Au niveau central :

- Le Projet de code de la famille et des personnes

La Coalition Centrale fait partie de la commission nationale de plaidoyer pour l'adoption du Projet de Code de la Famille et des personnes

- L'intégration du genre dans le budget

Avant et au cours de l'élaboration de la loi budgétaire une correspondance a été adressée au Premier Ministre et à tous les ministères pour attirer leur attention sur la prise en compte du genre dans le budget 2009.

Le WILDAF/Mali est membre de la Commission Nationale pour l'élaboration de la politique Nationale genre

Le WILDAF/Mali est membre du Comité aviseur du Ministère de la Justice pour la prise en compte du genre au sein de ce ministère

Le WILDAF/ Mali vient d'être intégré comme membre au sein du groupe « suivi budgétaire du Conseil National de la Société Civile.

- **La participation des femmes à la vie publique**

La Coalition centrale a développé avec la Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali un partenariat pour informer et sensibiliser les femmes pour les élections communales de 2009.

Le WILDAF/ Mali en Partenariat avec le Centre Djoliba et Helvetas/Mali vient d'élaborer une proposition de loi interdisant les mutilations génitales féminines qui sera portée bientôt par un groupe de députés devant l'Assemblée Nationale

B) Au niveau décentralisé

- A Kati :

- **L'intégration du genre dans le budget**

La Coalition a participé à l'élaboration et à l'adoption du budget communal

Une journée réflexion a été organisée en partenariat avec CAD/Mali pour permettre aux femmes de comprendre le suivi et l'analyse budgétaire, le lobbying, le plaidoyer

- **La participation des femmes à la vie publique**

La Coalition a appuyé les femmes à travers l'information et la sensibilisation, le plaidoyer auprès des états majors lors de la confection des listes électorales. 40% des listes étaient occupées par des femmes

- **Le renforcement de capacité des membres des coalitions**

La Coalition de Kati a bénéficié de deux sessions de renforcement de capacité sur la bonne gouvernance et la participation des femmes aux postes de prise de décision dans le cadre du partenariat avec l'Association pour la Promotion des Droits des Femmes qui est une association locale de Kati.

La réduction de la mortalité maternelle et infantile

Deux journées de réflexion ont été organisées les 26 octobre et le 6 Novembre 2007 au Conseil de cercle et Les 16 et 17 octobre 2008 deux jours de plaidoyer ont été organisés à l'endroit de toutes les autorités communales du Cercle sur la PCIME et l'évacuation des femmes en accouchement difficile

Une commission a été mise en place pour le recouvrement des cotisations pour le fonctionnement des ambulances. La Coalition de Kati est membre de cette commission

- L'assainissement

Des journées de salubrité sont organisées régulièrement (une fois par mois) en partenariat avec la Mairie

- L'accès à l'eau potable

Deux jours de plaidoyer ont été organisés en partenariat avec CAD/Mali les 27 Octobre et le 15 septembre 2008 pour amener les autorités communales à une prise de conscience face à la pénurie d'eau potable.

Pour soulager des femmes, des forages ont été prévus dans le budget 2009 de la Commune

- La mobilisation des ressources

La coalition a organisé avec d'autres associations trois journées de transformation des produits locaux en sirop, confiture et autres aliments. Beaucoup de femmes ont maîtrisé les techniques de transformation et commencent à monter de petite unité de transformation et arrivant à faire face à certaines de leurs charges.

- **A Sikasso**

- **L'intégration du genre dans le budget**

La coalition de sikasso a participé à l'élaboration du Plan de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) de la commune 2008 – 2012

Ce programme a retenu comme un de ses objectifs globaux : Favoriser la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille dans tous les domaines du développement. Avec comme objectifs spécifique

- Réduire les violences faites aux femmes
- Accroître de 20% la participation des femmes à la vie publique

- La réduction de la mortalité maternelle et infantile

Suite à un incident survenu à la maternité de Sikasso (décès d'un nouveau né) pour non assistance de la sage femme à maman, la Coalition a fait une journée de plaidoyer à l'endroit du médecin chef et du personnel socio sanitaire. Une commission a été mise en place pour surveiller et signaler tous les cas d'accouchement difficile pour une meilleure prise en charge.

- L'assainissement

Pour protéger les filles d'une école professionnelle des dangers d'une huilerie située à proximité (pollution de l'air, présence d'engins lourds, pollution de la rivière), la Coalition a entrepris des démarches au niveau locales n'ayant pas enregistré de réactions positives, la Coalition a adressé une correspondance au Ministre en charge de l'Education de Base.

- La mobilisation des ressources

En ce qui concerne la mobilisation des ressources, la Coalition de Sikasso a instauré une cotisation mensuelle de 1000 F pour chaque membre et un apport personnel de 5.000 F par membre pour renflouer la caisse.

En conclusion ;

Nous tenons à souligner que malgré les difficultés d'accès au financement les coalitions ont mené des activités et ont beaucoup exploité les liens de partenariat pour la mise en œuvre des priorités qu'elles se sont fixées.

Pour pérenniser les acquis du projet, un plan d'action a été élaboré et fera l'objet d'une adoption lors de la prochaine assemblée du WILDAF/Mali.

Lomé le 2 Décembre 2008

La Délégation du Mali

**COMMUNICATION DE LA DELEGATION DE WILDAF/FEDDAF/SENEGAL A LA
2^{ème} RENCONTRE SOUS REGIONALE D'ECHANGES ET D'EVALUATION
INTERNE DU PROJET « BONNE GOUVERNANCE ET PARTICIPATION
EFFECTIVE DES FEMMES DANS 7 PAYS AFRICAINS»
Lomé/ 2-5 Décembre 2008**

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'exécution du projet « Participation effective des femmes à la Gouvernance » initié par la Coordination sous régionale de Wildaf Afrique de l'Ouest dans sept pays, figurent en bonne place les activités de plaidoyer et de lobbying dans les pays aux niveaux central et décentralisé ; les rencontres d'échanges aux niveaux national et sous régional; la communication, l'animation du bulletin, la publication des expériences et des meilleures pratiques sur le site web et la participation à des rencontres internationales constituent autant de stratégies utilisées pour atteindre les résultats escomptés par le dit projet.

A cet effet pour mener à bien les dites activités, des coalitions ont été mises en place après chaque session de formation aussi bien au niveau central que décentralisé. Chaque coalition ayant tenu compte des spécificités de ses zones d'interventions et des besoins prioritaires des femmes des communautés bénéficiaires pour proposer son plan d'actions.

Une première rencontre d'échanges de deux jours s'est déroulée au Sénégal en Novembre 2007 et a été sanctionnée par l'adoption de manière consensuelle d'une plate forme minimale d'actions que chaque coalition devait mettre en œuvre. Cette nouvelle donne peut être doublement analysée :

D'abord d'un point de vue stratégique cela permet aux coalitions de se focaliser sur les mêmes priorités; mais si l'on se rappelle que chaque coalition avait son plan d'actions spécifiques pouvant différer d'une région à une autre car tenant compte des spécificités au niveau des besoins prioritaires des femmes de leurs localités, cela a freiné l'élan des actions entreprises.

Après un bref rappel des axes majeurs de la plate forme minimale d'actions adoptée par les coalitions depuis la première rencontre nationale, nous passerons en revue les actions et initiatives entreprises et leurs résultats, les difficultés rencontrées ; et pour terminer nous dégagerons les perspectives.

I / Rappel de la plate forme minimale d'actions

-  l'intégration du genre dans le processus budgétaire ;
-  l'intégrité physique et morale des femmes et des enfants (lutte contre les viols, l'inceste, la pédophilie, etc.);
-  la satisfaction des besoins socioéconomiques des femmes ;
-  la participation effective des femmes aux postes électifs.

Force est de reconnaître qu'au Sénégal, les quatre (4) domaines de la plate forme minimale des coalitions «femmes et bonne gouvernance » de Wildaf ont été repris comme thématiques lors de la journée internationale de la femme (8 Mars 2008), lors de la quinzaine de la femme (Accès des femmes aux postes électifs : Enjeux et stratégies »), lors de la 52^{ème} CSW (Financement de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) et au cours de laquelle le Secrétaire Général des Nations Unies Mr Ban Ki-Moon a lancé la Campagne Mondiale contre les violences faites aux femmes, lors de la journée panafricaine de la femme du 31 Juillet 2008 axée sur le rôle des femmes dans la GOANA (Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance)..

Au Sénégal, la deuxième rencontre d'échanges s'est déroulée au mois d'octobre 2008 pour :

- Faire le bilan des différentes actions des coalitions depuis la 1^{ère} rencontre d'échange
- Analyser les résultats obtenus
- Tirer des leçons des actions
- Partager les expériences et les bonnes pratiques
- Adopter des stratégies pour pérenniser la mobilisation autour des enjeux de la mise en œuvre des droits des femmes.

Durant cette deuxième rencontre une esquisse de plan d'actions a été proposée par les participantes qui doivent l'approfondir en tenant compte de leur spécificité de zone.

III/ ACTIONS MENEES

Les coalitions sénégalaises «femmes et bonne gouvernance » ont exécuté leur plate forme d'actions suivant les stratégies les mieux adaptées à leurs zones d'intervention. Toutes les coalitions centrales comme décentralisées ont adopté l'approche zonale pour plus d'impacts de leurs actions et plus de visibilité pour elles et pour le réseau Wildaf.

Pour la coalition centrale les tâches sont réparties entre les membres suivant qu'ils habitent en banlieue, dans les quartiers périphériques ou dans le centre ville.

Pour la coalition de Diourbel, les cinq zones suivantes sont retenues pour toutes les activités et actions : Touba, Bambey, Gossas, Diourbel, Khombole.

Pour la coalition de THIES : Pout, Notto Tivaoune, Thiès commune.

Au niveau de Pout une stratégie a été déployée pour mettre des antennes de la coalition femmes et bonne gouvernance au niveau des quartiers.

Des actions de sensibilisation permanente ont été menées à travers des rencontres, des réunions d'information, des ateliers de partage, des panels, des foras de discussions, des émissions radiophoniques, des visites de proximité (avec les autorités, les chefs religieux, les coutumiers, les notables etc.), des rencontres avec les responsables de partis politiques et responsables d'organisations actives dans

les domaines retenus ; la co-organisation d'actions/activités avec des organisations membres des coalitions.

1) Pour la question de l'intégration du genre au budget

Des séances de sensibilisation auprès des autorités ont été menées par toutes nos coalitions.

Thiès a même obtenu du Président du Conseil rural de Notto d'abord le budget de l'année 2007 afin qu'il puisse être comparé ensuite avec celui de 2008 pour en déceler les avancées.

Pour les autres coalitions, des rencontres avec les autorités concernées sont faites, des promesses enregistrées, reste à assurer le suivi des engagements pris.

Pour la coalition centrale, le suivi s'est fait à travers le Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR2) et la Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (SNEEG).

2) S'agissant de l'accès des femmes aux postes électifs

Le report des élections locales de 2007 n'a pas permis de mesurer à sa juste valeur l'impact du travail abattu par les coalitions en termes de sensibilisation/conscientisation, encadrement soutien aux femmes candidates. Mais les coalitions décentralisées ont aussi mis l'accent sur les instances intermédiaires de gestion. Et à ce niveau des résultats palpables sont notés. Exemple du forage de Taïba Ndiaye géré par les femmes, Commission santé dans la région de THIES (300 000 F de médicaments destinés aux personnes du 3^{ième} âge achetés) ; proposition a été faite aussi dans cette région de faire l'évaluation de la participation des femmes dans les comités de gestion suite à quelques défaillances dans la gestion notées au niveau de certains postes de santé gérés par des femmes (poste de santé de Thially à THIES).

A Diourbel : grâce à la sensibilisation dans la zone de Ngoudiane lors du renouvellement du Comité de forage, sur les 13 membres que compte le comité, 8 sont des femmes. Et la même situation est perceptible dans le comité de santé jusque là géré par les hommes.

Trois (3) membres de la coalition sont aussi présents dans les comités locaux d'investiture notamment à Ndangalma dans la zone de Bambey, Ngohé et Gossas.

A Mbacké – Touba, les membres de la coalition de Diourbel, ayant tissé des alliances avec les réseaux de femmes influents et proches du marabout (WILAYA et Matlaboul Fawzeni), ont rencontré les membres du comité départemental d'investiture de la coalition SOPI.

Informés et sensibilisés les membres du comité d'investiture se sont engagés à veiller sur la prise en compte des femmes dans les listes dans toutes les communautés rurales et communes du département. Cependant pour le cas particulier de Touba, les membres du comité se sont donné mandat de rencontrer le marabout qui jusque là nomme les conseillers afin qu'il puisse introduire des femmes (au moins cinq) dans sa liste.

Au niveau de la coalition centrale chaque action initiée par une organisation membre de la coalition cadrant avec un des domaines prioritaires est soutenue par tous les membres de la dite coalition ; cette synergie d'actions s'est révélée fructueuse : à titre d'exemple nous pouvons citer l'initiative du COSEF sur la parité, celle du GIF sur la revue du DSCR2, du CLVF sur les violences faites aux femmes, de l'Union diocésaine des femmes catholiques pour un plaidoyer pour la paix etc. Toutes ces initiatives ont enregistré un succès.

3) Concernant la question de l'intégrité physique et morale des femmes et des enfants (lutte contre les viols, l'inceste, la pédophilie):

Toutes les organisations membres des coalitions soutiennent activement les initiatives prises par leurs membres (CLVF, Réseau Siggil Jiggen, ORGENS, RADI) pour lutter contre ce fléau. Les membres des coalitions sont signataires de toutes les pétitions et déclarations contre la violation de l'intégrité physique des femmes et des filles). La coalition centrale est membre de la campagne contre les mutilations génitales féminines et du comité préparatoire du Festival de film sur les violences basées sur le genre initié par le FNUAP en partenariat avec le Ministère de la Famille.

4) Enfin concernant la satisfaction des besoins socio-économiques:

La sensibilisation sur l'accès des femmes à la terre est faite par toutes les coalitions. Des panels d'information avec des personnes ressources sont organisés par la coalition de THIES sur cette thématique et sur la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Des marches de protestation contre la cherté des denrées de premières nécessité et le coût de plus en plus élevé de la vie ont été initiées même si celles-ci n'ont pas abouti faute d'autorisation dans la banlieue (Coalition Centrale). Mais la pertinence de l'initiative a été reconnue et appréciée.

Dans la communauté rurale de Darou- khoudoss (Mboro) à travers la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), programme initié par le Chef de l'Etat, des démarches ont été faites au niveau de la sous - préfecture pour que les femmes soient membres du comité de distribution des intrants, pour connaître la quantité d'intrants allouée aux femmes ; des négociations ont été menées au niveau du conseil rural pour que les groupements disposent de terres.

Des informations sont portées à la connaissance des différentes coalitions sur les nouveaux mécanismes de financements initiés par le Ministère de la Famille à travers la micro finance, l'entrepreneuriat féminin et le fonds de micro crédit.

En plus des financements octroyés par les mutuelles installées dans les différentes zones (surtout sur initiative des ONGS et autres structures comme le PAMECAS, La FDEA, le RADI, CNCAS etc.).

Toutes les coalitions ont aussi participé aux actions commémoratives des journées dédiées à la femme (8 Mars, quinzaine de la femme, journée de la femme rurale, journée panafricaine de la femme etc....).

Le plaidoyer/lobbying a par ailleurs été utilisé comme stratégie en direction des autorités pour la prise en compte du genre dans le processus budgétaire même si c'est de façon encore perfectible.

Des demandes d'audiences ont été adressées à différentes autorités, organisations, réseaux, groupes etc. Certaines ont répondu positivement et d'autres non pour diverses raisons.

III/ RESULTATS OBTENUS

Des résultats ont été enregistrés dans toutes les zones d'intervention des coalitions à des degrés différents aussi bien au niveau structurel, organisationnel qu'au plan institutionnel.

Entre autres résultats nous pouvons citer :

A) Au plan structurel :

- La réelle synergie aujourd'hui entre les différentes structures des coalitions ;
- Le renforcement du partenariat entre les organisations membres des coalitions et les structures décentralisées ;
- Le renforcement de capacité des membres des coalitions ;
- La responsabilisation accrue de certains membres des coalitions dans leurs structures respectives, et leur implication à toute initiative de développement dans leurs localités ;
- L'accès des membres des coalitions à des postes de responsabilité ;

B) Au plan organisationnel :

- Une meilleure organisation/compréhension du fonctionnement des coalitions et réseaux
- Un engouement massif des femmes des zones d'intervention à participer dans les initiatives et à adhérer au réseau Wildaf

C) Au plan institutionnel

- La notion de parité est inscrite dans notre constitution ;
- Le genre vu sa transversalité est pris en charge par tous les ministères qui ont chacun un point focal genre ;
- La création d'une direction charge du genre au ministère de la famille pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG);
- La prise de conscience des leaders politiques sensibilisés sur l'aspect genre dans leurs démarches au sein de leurs partis politiques ;
- La conscientisation des femmes sur l'importance de leur participation dans les sphères de décisions ;
- Sur le plan politique, les populations prennent en compte l'opinion des femmes ;

- Sur le plan économique, à Darou, une union de femmes membres de la coalition de Thiès a eu un prêt de 6 millions de la CNCAS et une unité de transformation mise en place depuis 5 mois.
- Certaines initiatives comme la tenue des assises nationale constituent des opportunités pour les coalitions de partager leurs préoccupations avec d'autres responsables de partis politiques, des acteurs de la société civile.

III/ Difficultés rencontrées.

Elles sont perceptibles à différents niveaux

Au niveau des coalitions (centrale et décentralisées)

Les problèmes se résument en termes de moyens insuffisants par rapport à leurs ambitions.

Et surtout par rapport aux attentes des cibles ; en termes de mobilisation surtout à Dakar où les membres ne participent pas massivement aux réunions malgré l'engagement de certaines autorités (Ministères du budget) à les accompagner; en termes d'échanges avec les autres coalitions des autres pays car le mailing list n'est pas opérationnel. En termes de respect des engagements par certaines autorités qui suite à des affectations ne transmettent pas les dossiers à leurs remplaçants.

Le report des élections locales, la mise en place des délégations spéciales à la place de certaines Mairies. Le manque de réaction de certaines autorités à qui des correspondances ont été adressées.

Au niveau de la coordination nationale

La difficulté à trouver des fonds additionnels pour mieux soutenir les coalitions dans leurs initiatives ; le non financement des requêtes des coalitions; l'instabilité des chargées de programmes.

L'insuffisance dans la systématisation de tous les résultats enregistrés par les coalitions surtout au niveau décentralisé.

IV/ Perspectives pour le reste du projet et au-delà

- Plus de mobilisation et d'engagement pour chaque coalition pour maximiser les résultats lors des prochaines élections locales de Mars 2009 ;
- Mise à exécution du plan d'actions issu de la seconde rencontre nationale d'échanges.
- Meilleur suivi des engagements pris par les autorités (surtout à Dakar)
- Favoriser les alliances avec les autorités administratives, guides religieux et traditionnels
- Identifier des femmes leaders potentielles candidates et organiser une journée d'échanges pour renforcer leur acquis et les appuyer pour leur investiture sur les listes électorales
- Consolider la solidarité entre femmes (politiques);
- Faire une étude sur l'impact de l'implication des femmes dans les instances intermédiaires avant les prochaines élections locales et divulguer les résultats

pour une bonne campagne pour l'accès des femmes aux postes de décisions au niveau local ;

- Une meilleure communication entre les coalitions au Sénégal et celles parties prenantes au projet ;
- Préparer un recueil des bonnes pratiques de toutes les coalitions à remettre officiellement aux autorités décentralisées et centrales ;
- Elaborer des requêtes, les déposer et assurer le suivi auprès des partenaires
- Renouveler les instances des coalitions périodiquement.
- Elargir les coalitions dans toutes les régions du Sénégal.

La Délégation du Sénégal

**COUNTRY REPORT OF THE 2ND NATIONAL TECHNICAL MEETING
OF WILDAF NIGERIA ON GOOD GOVERNANCE AND WOMEN
PARTICIPATION IN POLICY AND DECISION MAKING PRESENTED
AT THE SUB REGIONAL MEETING AT LOME ON THE 2ND – 5TH
DEC. 2008.**

Introduction/Preambles

The project on Good Governance and Women's Participation in Decision and Policy Making in Nigeria, anchored by WILDAF Nig., has three coalitions' members. They are: COPAWIG, WODENO and SENGGOV, representing the central (Lagos), Ogun and Ebonyi States respectively.

The **Priorities** of the coalitions' are:

- Advocacy for increase in women's political participation and decision making
- Ensuring gender budgeting in the nation's budget processes at all levels of governance
- Advocacy for the adoption of affirmative action policy of at least 30% representation of women in all elective and appointive position at all levels of governance
- Advocacy for economic policy reform on existing policies and programs to reflect gender concerns
- Create more awareness on the scourge of HIV/AIDS as it affects women and children and making the issues of maternal/infant mortality a developmental problem rather than women issues
- Increase grassroots' women in effective electioneering through voter's education
- Assist local communities in areas of community development

Our **Strategies** include but not limited to:

- Lobbying political parties to adopt affirmative action at all levels of political procedures and processes and spelt out in their party constitution
- Organizing voter education programs and train female politicians on the 'art and science' of politicking and other capacity building for effective electioneering
- Organizing open air/market outreaches to sensitize women and the general public on women's right and voters' education
- Forming allies with women particularly market women in their locality for lobbying their needs in the communities
- Forming a bridge between government (local) and local communities in areas of community development through town meetings and other informal interactions
- Mobilizing aggressive media campaign to include women in governance and decision making
- Form support and synergy group for female political aspirants
- Advocacy visit to party leaders and women in elective positions
- Engage in gender tracking/audit of the electoral processes during the general elections and beyond
- Use of role models for experience sharing

- Sensitization, using the media and other informal means, on the prevention of HIV/AIDS and campaign for safe motherhood

Evaluation of our Strategies (What worked/What didn't work and why???)

1. Bad Timing: Sometimes our lobbying/advocacy visit fall short of bad timing, as elections may be too close and party leaders may not really have time to meet with the coalition
2. The informal approach to our lobbying/advocacy seems more effective than the formal officious approach
3. Partnering with the media for awareness creation have also proved very useful
4. Open rallies in the market and working with market women had made our work very successful

Results obtained:

- Increased women in elective and appointive position as compared to the number of women we had in the 1st and 2nd republic i.e. 1999 and 2003 respectively.
- Trained women politicians felt solidarity with the coalition and always contacted us whenever they needed help to raise their issues
- There was an enormous increase in the number of women especially market women that came out to vote in the last general elections as a result of the voters' education campaign
- Women mobilized themselves to meet with officials of the local government to discuss issues peculiar to women's needs such as water, roads, hospitals and schools
- Party candidates for governorship entered into social contract on the minimum standard for the needs of women
- There was more awareness on the needs of women and the need for women to come on board governance in Nigeria among the populace

Challenges so far...

1. Inability of coalitions members to meet more regular due to logistics problems
2. Poor attendance of members of coalitions at meetings
3. Time constraints
4. High cost of financing meetings e.g. cost of transportation, venue e.t.c.
5. Lack of communication facilities e.g., Laptop/Computers, Telephones
6. High cost of communication (intra and inter – coalition) e.g. Internet/GSM service

Conclusion:

The Project on Good Governance and Women's Participation in Decision and Policy Making in Nigeria is a very laudable one and we will not rest on our oars until we make this a reality in our country, Nigeria.

Thank you for your time.

Projet : « Bonne Gouvernance et participation des femmes dans sept pays d'Afrique de l'Ouest »

RENCONTRE D'ECHANGE AU NIVEAU SOUS REGIONAL (2008)

Communication de la Coalition « Femmes et Bonne Gouvernance » du Togo

1. Les priorités retenues :

1.1. Plate forme nationale de priorités (coordination nationale)

- Education : effectivité de la gratuité de l'école conformément à l'article 35 de la constitution
- Les droits humains fondamentaux : adoption du nouveau code des personnes et de la famille
- Santé : Gratuité de la césarienne et des soins d'urgence aux accidentés

1.3. Priorités de la Coalition décentralisée de la Région des Plateaux – Ouest (Kpalimé)

- L'accessibilité des femmes à la carte d'identité nationale
- Réhabilitation des infrastructures de marché
- L'accessibilité à la terre pour la femme
- Participation de la femme aux prises de décisions

1.4. Priorités de la Coalition décentralisée de la Région des Plateaux – Est (Atakpamé)

- Femmes, transport et taxes : par transport, il faut entendre la réhabilitation des infrastructures routières urbaines et desservant les marchés
- Santé maternelle et infantile
- Femme et éducation

1.5. Priorités de la Coalition décentralisée de la Région Centrale (Sokodé)

- l'insalubrité publique
- les pièces d'Etat Civil

2. Les stratégies utilisées

2.1. Coordination nationale (Lomé)

- Rencontres avec les autorités concernées par les dossiers de plaidoyer
- Elaboration de dossiers de plaidoyer sur la gratuité de l'école primaire et la gratuité de la césarienne
- A l'occasion du 08 mars : présentation des dossiers de plaidoyer aux autorités, réalisation d'émissions radiophoniques sur les dossiers de plaidoyer, relance des dossiers de plaidoyer auprès des nouveaux Ministres qui n'étaient pas en fonction en juillet 2007
- Lors de la grande manifestation organisée dans la grande salle du Palais des Congrès par le Ministère de l'Action Sociale dans le cadre de la commémoration du 08 mars, la Présidente de WILDAF-TOGO, est intervenue pour rappeler les doléances contenues dans le dossier de plaidoyer de la Coalition introduit lors de la commémoration du 31 juillet 2007 aux autorités et partenaires (panier de doléances).
- Séances de travail avec les groupes de travail bipartites mis en place au sein de certains départements ministériels (exemple du Ministère de la Santé) pour le traitement des dossiers de plaidoyer
- Réunion d'information et d'échanges avec les autres acteurs de la Société Civile Togolaise
- Une conférence de presse pour le bilan des activités réalisées et des résultats obtenus
- Plaidoyer et lobbying auprès des partenaires au développement du Togo susceptibles d'appuyer le gouvernement dans les actions pour la gratuité de la césarienne et de l'école primaire de base.

2.2. Coalition décentralisée de la Région des Plateaux – Ouest (Kpalimé)

- information et sensibilisation des bénéficiaires des actions

- documentation
- plaider auprès des autorités locales pour la prise en compte des besoins spécifiques prioritaires des femmes dans les politiques et programmes de développement
- participation à l'élaboration du budget 2009 de la Commune de Kpalimé

2.3. Coalition décentralisée de la Région des Plateaux – Est (Atakpamé)

- sensibilisation des bénéficiaires des actions
- renforcement des capacités des membres de la Coalition
- rencontres et séances de travail avec les autorités locales concernées par les dossiers de plaider
- collaboration avec les bénéficiaires des actions

2.4. Coalition décentralisée de la Région Centrale (Sokodé)

- Responsabilisation de chaque structure membre de la coalition au lieu des individus membres
- Constitution des équipes de travail
- Gestion commune des dossiers de plaider par toutes les commissions

3. Evaluation des stratégies utilisées

- L'adaptation continue des stratégies utilisées selon l'évolution des dossiers de plaider et les situations socio politiques a manqué aux différentes coalitions
- La documentation continue des actions, la collecte et la capitalisation des informations sur les différentes actions n'a pas été effective. Cette situation a handicapé les évaluations périodiques qui auraient permis de tirer des leçons en vue de corriger progressivement les actions.
- La coalition « Femmes et Bonne Gouvernance » du Togo a, lors des rencontres avec les autorités aussi bien au niveau central que local, obtenu des accords qui n'ont pas fait l'objet d'engagements écrits. Cet état de choses ne favorise pas la pérennisation des actions car sans décision écrite, l'effet des accords verbaux cesse au départ de l'autorité qui les avait accordés.
- La communication entre les différentes coalitions est très peu développée
- Peu d'actions ont été menées envers les femmes à la base
- Défaillance par rapport au partage d'informations au sein des coalitions
- Dès l'identification des priorités, la Coalition aurait dû rechercher des fonds pour commander des études afin de disposer de données fiables pour que le plaider soit percutant
- Au niveau central, le plaider aurait dû se faire à deux niveaux : Ministres et directeurs techniques et centraux des Ministères.
- Les coalitions décentralisées n'ont pas participé à la mise en œuvre de la plate forme nationale de priorités au niveau local.

4. les résultats obtenus

4.1. Coordination nationale (Lomé)

- Les documents de plaider sur la gratuité de la césarienne et la gratuité de l'école primaire publique de base sont disponibles
- La gratuité de l'école primaire vient d'être décrétée mais partiellement
- La gratuité de la césarienne est inscrite dans le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le Plan Intérimaire d'Actions Prioritaires (PAIP).

4.2. Coalition décentralisée de la Région des Plateaux – Ouest (Kpalimé)

- Bonne compréhension des autorités traditionnelles et les chefs de famille sur l'importance de l'accès des femmes à la terre.
- Engagement des autorités à discuter avec les chefs de famille pour le partage de l'héritage terre avec les femmes ;
- Partage d'héritage terre avec les femmes dans les villages de Tomé et Agripatodzi.
- Les femmes ont compris l'importance des pièces d'identité pour elles – mêmes et pour leur enfants et la plupart se sont engagées à les obtenir
- Installation d'une borne fontaine publique au marché de château

- Réhabilitation de la voie « bon prix – marché château »
- Prise de conscience des femmes du marché sur leur implication aux actions de plaidoyer de la coalition
- Les préoccupations et besoins spécifiques des femmes tels que la construction de hangars, magasins et latrines ont été pris en compte dans le budget 2008 de la commune de Kpalimé

4.3. Coalition décentralisée de la Région des Plateaux – Est (Atakpamé)

- Partenariat entre les autorités locales d'Atakpamé et les femmes
- Réduction de la moitié des taxes sur le sac de céréales sur décision de la délégation Spéciale de la Préfecture de l'Ogou
- Réfection des latrines du marché de céréale
- Réhabilitation des voies d'accès au marché de céréales
- Etablissement de 51 actes de Jugements supplétifs tenant lieu de certificat de naissance aux femmes.
- Etablissement de 20 jugements supplétifs tenant lieu de certificat de naissance aux filles élèves dont 14 en classes d'examen
- Etablissement de 2 cartes d'identités à deux femmes qui possédaient déjà leur certificat de nationalité.

4.4. Coalition décentralisée de la Région Centrale (Sokodé)

- Document de sensibilisation sur les pièces d'Etat Civil élaboré et disponible
- A partir des sensibilisations sur les pièces d'Etat Civil, il y a des effets, le débat est engagé avec des autorités et les femmes osent parler du mariage à l'Etat Civil avec leurs maris qui sont informés de l'importance des pièces d'Etat Civil pour eux et pour leurs enfants.
- Alliances nouées avec l'Imam principal de la ville de Sokodé, certains chefs, le président de la délégation spéciale, le préfet de Tchaoudjo.
- Un comité de nettoyage a été mis en place et a déjà organisé une opération de salubrité.

Autres activités :

- Activités sur la Déclaration de Paris :

La coalition s'est mobilisée pour participer au processus d'évaluation de la Déclaration de Paris qui contient des enjeux en matière de l'égalité des sexes. Elle a, par conséquent, organisé le **12 juin 2008**, une réunion d'information, dont l'objectif est de mobiliser les ONGs de promotion des droits humains fondamentaux des femmes et la société civile togolaise à participer à ce processus d'évaluation.

Du 25 au 27 juin, 5 représentantes de la coalition « Femmes et Bonne Gouvernance » du Togo (2 de la coalition de Lomé, 1 de la coalition de Kpalimé, 1 de la coalition d'Atakpamé, 1 de la coalition de Sokodé) ont participé à la conférence sous régionale des femmes d'Afrique de l'Ouest sur l'efficacité de l'aide et l'égalité des sexes. Les différentes coalitions ont tenu, à la suite de cette conférence sous régionale, des réunions de restitution

Deux membres de la Coalition « Femmes et Bonne Gouvernance » du Togo ont participé au Forum International des Femmes et au Forum de la Société Civile sur l'efficacité de l'Aide qui ont respectivement eu lieu à Accra le 30 Août 2008 et les 31 Août et 1^{er} Septembre 2008 ; en prélude au Forum de Haut Niveau sur l'évaluation de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'Aide. Le 24 octobre 2008, les membres de la Coalition qui ont participé aux Forums susmentionnés ont tenu une réunion de restitution à la maison de la femme à Lomé.

- Implication de la coalition à l'élaboration du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA) et du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

5. les difficultés rencontrées

- le relâchement de la mobilisation des membres
- la difficulté de collecte des rapports

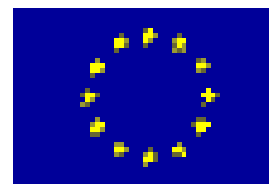
- le changement de gouvernement suite aux législatives d'Octobre 2007
- L'application des connaissances théoriques sur les techniques de plaidoyer, de lobbying et de négociation surtout au niveau décentralisé
- Difficulté de rencontre des membres de la coalition.
- Non disponibilité des membres dû au fait qu'elles ont d'autres activités
- Insuffisance d'organisation interne (organisation des réunions, compte rendu des actions, partage d'informations, structure des coordinations des coalitions)
- Le moyen de communication le plus utilisé reste le téléphone qui est relativement plus cher
- Manque de volonté
- Manque de leadership
- les modes de fonctionnement des coalitions n'ont pas été bien définis au début de l'action (par exemple la coordination nationale est confondue à la coalition de la Région Maritime)
- Faible capacité technique des femmes de la coalition en matière d'élaboration des rapports, des projets de recherche de financements supplémentaires, et des dossiers de plaidoyer.
- Insuffisance des moyens financiers mis à la disposition de la coalition
- Insuffisance en matière de gestion financière du projet

6. Conclusion

Les résultats des travaux de la rencontre nationale qui a eu lieu en octobre 2008 ont permis à la coalition « Femmes et Bonne Gouvernance » du Togo de repenser le fonctionnement de la coalition et de rechercher les voies et moyens pour pérenniser ses acquis. A cet effet, des séances de travail ont eu lieu au niveau de la coordination nationale et ont abouti à l'élaboration d'un organigramme.

Par ailleurs, la coalition a tenu un atelier de planification stratégique les 17 et 18 novembre au cours duquel un plan d'action global a été élaboré. La mise en œuvre de ce plan d'action est un défi à relever pour assurer la poursuite et la consolidation de nos actions.

PROGRAMME



Project: “Good Governance and Women’s participation in seven West-African countries”

SECOND SUB-REGIONAL EXCHANGE AND INTERNAL EVALUATION MEETING

DRAFT PROGRAM

2nd DECEMBER 08

8.30 - 09.00 : Arrival of participants

09:00 - 10 h 00 : Opening Ceremony

10: 00 - 10:30 : Coffee Break

10: 30 - : Beginning of work

Participants’ Introduction / logistics information, adoption of the program, participants' expectations and the workshop’s objective, Nomination of general rapporteurs and daily rapporteurs, recall administrative and financial procedures of the project.

11: 00 : Beginning of presentations

Presentation of the synthesis of results shared at the 1st exchange meeting

Benin Presentation
Debates

Burkina Faso’s Presentation
Debates

Ghana’s Presentation
Debates

12: 45 - 13: 45 : Lunch

13: 45	:	Mali's Presentation Debates Nigeria's Presentation Debates
		Senegal's Presentation Debates
		Togo's Presentation Debates
15: 45 -16: 15		Break
16: 15:		General discussion on all presentations
		Summary of all results obtained
17: 15	:	End of the day
3rd DECEMBER 08		
09: 00 - 09: 30		Presentation of the previous day report Presentation of objectives, outcomes and indicators of the project
09: 30 -11: 00	:	Group Works
		Discuss and analyze (a bit deeper) this third year's results of the project by highlighting the project expectations:
		- Are the results beyond or not beyond our expectations? - How can we explain the successes and/ or failures? - What do we do with the administrative and financial management of the project?
11: 00-11: 30	:	Coffee Break
11: 30 - 13: 00	:	Continuation of group works
13: 00 - 14: 00	:	Lunch
14: 00 - 15: 30	:	Plenary and summary
15: 30 - 16: 30	:	Critical analysis of the presentation who supported the project

16: 30 - 17: 00 : Break

17: 00 - 18: 00 : Debates

4th DECEMBER 08

08: 30 - 09: 00 : Presentation of the previous day report

09: 00 -11: 00 : Summary of the results obtained in 3 years. Recall again objectives, expectations, outcomes and indicators of project

09:30-11:00 : Group works

Critical Analysis of the three years results:
Successes
Failures

11: 00 - 11: 30 : Coffee Break

11: 30 - 13: 00 : Plenary and debates

13:00-14: 00 : Lunch

14: 00 - 16: 00 : Second Group Work

Lessons to learn for the project achievements
Identification of strategies to mobilize resources for sustainable actions

16: 00 - 16: 30 : Break

16: 30 - 17: 30 : Plenary and restitution

05 Dec 08

08: 30 - 9: 00 : Presentation of the previous day report

09: 00 - 10: 00 : challenges and emerging issues

10: 00 - 10: 30 : Coffee Break

10: 30 - 11:30 : Adoption of the workshop report

12: 00 : Closing Ceremony

13: 00 : Lunch

14: 00 : End of the workshop

Travaux de groupes

Groupe 1

Cibles	Résultats atteints	Echecs	Propositions
Femmes à la base	- Prise de conscience des femmes sur leurs droits - Candidature de femmes aux postes électifs	- Manque de technicité pour influencer - Faible représentativité des femmes	Renforcement des capacités techniques
Association de femmes	- Prise de conscience réelle - Acquisition de connaissance en matière de réseautage, lobbying plaidoyer, négociation - Une plus grande visibilité des actions des coalitions	- Manque de technicité pour la lecture, l'analyse et la compréhension de l'élaboration du budget sensible au genre - Non maîtrise du processus budgétaire - Insuffisance de suivi - Difficulté d'accès aux documents budgétaires - Insuffisance de moyens pour démultiplier les formations	- Recyclage des femmes formées - Appuyer les femmes à accéder aux postes de prise de décision - Recherche d'alliance stratégique - Renforcement des capacités des coordinations en budgétisation sensible au genre. - Assurer un bon suivi
Décideurs	Adoption de mesures favorables aux femmes - Gratuité de la césarienne (Mali, Burkina, Sénégal, Bénin) - La loi sur la fiscalité - Gratuité de l'école primaire (Togo), bourses d'études pour et maintien à l'école (Bénin) - Plan sésame (soins gratuits pour	- Insuffisance de collaboration et de volonté politique au niveau central - Inaccessibilité de certains décideurs au niveau central - Non prise de mesures d'accompagnement pour l'application des lois	- Multiplier les actions de plaidoyer - Intégrer le rang des décideurs - Assurer un bon suivi

	les personnes âgées, Sénégal) - Loi sur légal accès des hommes et des femmes aux postes électifs - Loi sur le harcèlement sexuel - Désenclavement de certaines localités		
--	---	--	--

	Forces	Faiblesses	Proposition
Gestion administrative et financière	- Existence d'appui institutionnel - Existence physique et formelle des bureaux nationaux - Le travail en réseau - Le bulletin de liaison	- Insuffisance des fonds par rapport aux besoins et retard dans leur transfert - Non fonctionnalité de certains matériels informatiques - L'absence du personnel permanent dans les coalitions - La non prise en compte des spécificités de chaque pays dans l'élaboration des budgets et projets - Non fonctionnalité des groupes de discussion - Non disponibilité de la petite caisse	- Mise en place d'une structure fonctionnelle et autonome - Implication des pays dans l'élaboration des projets - Recherche de financement - Initiation des projets fédérateurs - Recrutement 'un comptable au niveau des bureaux nationaux

Groupe 2

I. Analyse critique des résultats obtenus

Axe 1. Renforcement des capacités

- Positifs
 - Capacités des groupes cibles renforcées (75)
 - Restitution des formations et diverses rencontres aux organisations membres à la base effective
 - Manuels de formation disponibles et diffusés au-delà même des membres des coalitions
 - Meilleure aptitude des femmes à accéder aux postes de responsabilité et à s'impliquer dans les actions de lobbying et plaidoyer
 - Meilleures visibilité des réseaux WiLDAF à travers les actions des coalitions
 - Visibilité des membres de la coalition
 - Traduction des manuels et langues locales
- Négatifs
 - Blocages dans le fonctionnement des coalitions au niveau interne et externe
 - Non exploitation à suffisance du document qui résume les objectifs et résultats du projet par les coalitions
 - Manque de solidarité féminine lors de la mise en œuvre de certaines actions
 - Pas de formation à l'outil informatique et à l'élaboration de projet et recherche de financement
 - Insuffisance des frais divers de fonctionnement (téléphone, déplacement).

Axe 2. Femmes et prise en compte des besoins spécifiques

- succès
 - compréhension des bénéficiaires sur l'importance de veiller à l'intégration du genre au budget
 - prise de conscience des femmes en matière de promotion de leurs droits
 - alliances et partenariats noués pour influencer les politiques et programmes, législations, plans, décisions
 - participation à l'élaboration du budget au niveau national local
- Insuffisances
 - Pas d'accords écrits, pas de procès verbaux sanctionnant les rencontres avec les autorités
 - Indisponibilité des membres et des autorités
 - Concept du bénévolat peu développé
 - Positionnement de femmes n'ayant pas le profil adapté sur les listes électorales
 - Insuffisances au niveau de la communication et principalement au niveau de l'animation des listes de discussion

Axes 3. Violences faites aux femmes

- Plusieurs actions menées en la matière par les réseaux nationaux WiLDAF, les organisations membres de WiLDAF à la base et de la coalition lors des

journées consacrées aux droits des femmes, des rencontres nationales, régionales et internationales (CSW)

- Emissions radiophoniques

Exemples : Plaidoyer à l'endroit des parents, autorités religieuses et locales pour maintenir les filles à l'école (Bénin)

- Burkina Faso : Plaidoyer pour l'accès, le maintien et le succès des filles à l'école
- Sénégal : accès- maintien – gestion du système éducatif

II. Analyse des procédures de gestion administrative et financières

- La petite cause de 50 000 F CFA : clarification
- Le budget des coalitions : montant alloué aux coalitions centrales et décentralisées
- Comment répartir les budgets lorsqu'on a plus de 2 coalitions décentralisées.
- Insuffisance en matière de communication s (moyens financiers, accès difficile à internet)

Group 3

Objectives

1. Advocacy for increase in women political participation and decision making. Awareness creation and sensitisation (30% affirmative action)
2. Mainstreaming gender into budgeting processes
3. Increase grassroots' women in effective electioneering through voter's education
4. Assist local community areas of the country to develop – provision of water, water, waste disposal facilities, erection of more stalls etc.
5. Build capacity of women from state and non-state organisation (rural and urban) areas
6. Training of grassroots women
7. Skill training for girl child
8. Awareness on HIV/AIDS, maternal mortality

PERFORMANCE INDICATOR (STRATEGY)

A) Increase in number of female in governance and decision making

Achieved

- Through advocacy and lobbying
- Organisation of workshop for female aspirants on effective use of media, campaign technique
- Voter education, training electoral-processes and violence, one campaign, training of running mates: financial assistance in printing posters, T-shirts, flyers, bill-boards etc.
- Extensive advocacy visit to stakeholders, use of role models who are already in decision making

B) Mainstreaming of gender into budgeting

Training of stake holders and officials on importance of gender budgeting e.g. Nigeria / Ghana

- 65 women were trained on gender budgeting and programming and also in Nigeria and Ebony
- Provision of more market stalls
- More maternity centres
- Provision of more facilities at the antenatal and post natal e.g. (free antenatal and delivery in Ghana and 3 months free medical care after birth)

C) Awareness creation on HIV/AIDS

- More people are sensitised
- Capacity building for people living with AIDS/HIV. Thus reducing number of victims
- Free Test some women at the grassroots (in Ghana)
- Job sustainability for affected victims particularly women in public offices
- Reinstate of those already saded or out of job (chart in Ghana)

C-: Commission on

H-R: Human Rights

A-Administrative

J- Justice

D) Increase grassroot women in effective electioneering through voters education

- Awareness campaign via the ministry of women affairs on voters registration through
 - Open air demonstration / market outreach (ex. In Nigeria in 6 states)
 - Training of officials in the state on gender issue as relates to election
 - Use of I.E.C (information, education, communication) Ex. Handball, Poster, T-Shirt, Flyers, bill boards, radio jingles, T.V advert) etc. The posters are done in local dialects

E) Assisting local community areas of the states to develop

- Holding of meeting with L/G officials and market women
 - to make their request known by asking direct question from the L/G chairman representing the areas where the market is located. E.g. Ogun State, Result obtained
 - Provision of pipe borne water
 - Erection of more market stalls
 - Provision of public toilet
 - Provision of crèche
 - Availability of microfinance facilities via banks loans
- Lobbying with district assembly for establishment of a vocational school e.g. (Ghana)
 - Availability of a land to construct the vocation school

ARE RESULTS BEYOND EXPECTATIONS?

Answer: No (challenges)

Why

1. Lack of further training and follow up on women in governance. Ex Patricia Etteh, Titi OSERI etc in Nigeria.
2. Inconsistency in Advocacy
3. failure to work in collaboration with other organisation to achieve one purpose
4. wrong training
5. Wrong target group.

GOOD PRATICES (What worked)

- Letter writing (Do follow up)
- Networking
- Sharing of information (communication)
- Training to enhance capacity building
- Lobbying (one on one)

- Advocacy
- Regular meeting (village square meeting)
- Documentation of activities

Project Assessments

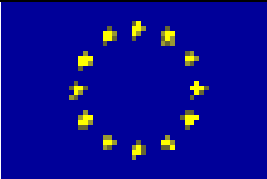
The project a positive impact.

- Number of women in decision and policy making has increased
- More awareness creation
- There is room for improvement

Suggested strategies

- Get more women educated
- Provision of scholarship facility for girl child at the primary secondary and tertiary levels via lobbying government and policy makers
- Women empowerment : building of vocational centre, loan facilities
- Work in partnership with the men via sensitisation by organising workshop to educate the men on the need for women active participation in good governance. Knowing well that most women who have need elected have done excellently well and may do better if supported by the men.

FICHE DE PRESENCE

 WILDAF/FeDDAF WASRO/BSRAO	
--	---

Projet : « Bonne gouvernance et participation des femmes dans sept pays d'Afrique de l'Ouest »

2^{ème} RENCONTRE D'ECHANGES AU NIVEAU SOUS REGIONAL & EVALUATION INTERNE

Du 02 au 05 décembre 2008 à l'Hôtel Ghis Palace, Lomé

LISTE DES PARTICIPANTS

N°		NOMS	ADRESSE
1	Bénin	Blanche SONON	WILDAF-Bénin (229) 21 30 69 92 95797317 clarisseconsultant@yahoo.fr
2		Scholastique O. ASSOGBA	WILDAF-Bénin (229) 30 21 69 92 (229) 95 86 20 69 wildaf-b@intnet.bj
3		Léonie WOTTO	WILDAF-Bénin (229) 90 91 49 35 90 92 78 67 fed_ong@yahoo.fr
4		Antoinette DADJO	WILDAF-Bénin Tel : (229) 90 90 67 89 Email : liquelife@yahoo.fr
5		Mariam ZIME	WILDAF-Bénin Coalition du Nord Parakou Tel : (229) 90 04 18 47 Email : mariamtalata@yahoo.fr
6	Burkina Faso	Haridiata DAKOURE	WILDAF-Burkina Tel : (226) 50363851 Cel : (226) 70 26 41 96 wildafburkinafaso@hotmail.com
7		Isabelle OUEDRAOGO	WILDAF-Burkina Tel : (226) 50 36 38 51

N°		NOMS	ADRESSE
			Cel : (226) 70 26 41 70 Email : magibouda@hotmail.com
8		Loutha SAWADOGO	WiLDAF/Burkina Association Tintua / Fada 40770126 / 00226 70 24 24 16 Tankoano_loutha@yahoo.fr
9		Edwige OUEDRAOGO	Coalition décentralisée de Kaya / Burkina Faso Association Kibayina Kaya Tel. 70 42 81 05 / 40 45 33 32 / 40 45 35 01 Kaya
10		Yvette TIENDREBEOGO	WiLDAF Burkina Tel. 00226 50 36 38 51 Cel. 70 25 03 29 Email. vettytiendre@yahoo.fr
11	Ghana	Hajia Rabiātu-Abaari	WiLDAF Ghana Tel. 00233 02440 77 469 Email. karleyaddo@yahoo.com
12		Andrew Opoku-Agyemang	WiLDAF Ghana Tel. 00233 0285 000 518 Email. andrewpogyem@yahoo.com
13		Sarah SAEED	WiLDAF Ghana Tel. 0243 37 36 876 / 0276 21 73 83
14	Mali	Djeneba DIOP	WiLDAF Mali Tel. 202 99182 ou 76 43 33 11 djevediop@yahoo.fr
15		Bintou Founé SAMAKÉ	WiLDAF / Mali Tel. 20 23 67 08 ou 66 73 04 26 wildafmali@yahoo.fr bfsamake2000@yahoo.fr
16		Namama BERTHE	WiLDAF Mali-Coalition Sikasso Tel. 66551603 siguidayiriwa@yahoo.fr
17		Djénéba DOUMBIA	Wildaf Mali Coalition Kati 66 76 35 19
18		Sané NDIAYE	WiLDAF Mali Tel. 00223 76 43 56 94 Email. sanemali@yahoo.fr

N°		NOMS	ADRESSE
19	Nigeria	Margaret OJELABI	WiLDAF Nigeria (Programme officer) wildafnig@yahoo.com ; megaboll@yahoo.com 00234 80 6009 1418, 00234 80 333 478 96
20		Marion ANYAGWE	WiLDAF Nigeria (central) wildafnig@yahoo.com ; enowmn@yahoo.com 00234 080 30 91 28 23 00234 080 72 75 62 47
21		Uduma UKA	WiLDAF / Nigeria (EBONYI) Email. dovenetng@yahoo.com Tel. 00234 080 68 59 78 68 Tel. 00234 080 58 00 46 90
22		Yemi ADEBAJO	WiLDAF / Nigeria (Ogun state wodeno) yadebajo@yahoo.com phone 00234 80 33 91 57 11
23		Sina ADEFOLAHAN	WiLDAF-Nig / women Dev. Network in Ogun state (WODENO) Email. sinaadefolahan@yahoo.com 00234 80 35 71 89 63
24	Sénégal	Mariame COULIBALY	WiLDAF/FeDDAF Senegal Email. wildafsen@hotmail.com mariame_c@yahoo.fr 00221 77 63 68 984
25		Abibatou DIOP	WiLDAF Senegal 775 70 04 95 bibadiop@hotmail.com
26		Marie Madeleine SAMBOU	Coalition central Dakar Tel. 775 62 59 85 matousambou@yahoo.fr
27		Ndèye FAYE	WiLDAF/Senegal focaldiourbel@yahoo.fr 77653 90 44
28		Aminata SECK	WiLDAF/Senegal amseka@hotmail.com
29	Togo	Pierrette ALOSSEY	Coalition Plateaux Ouest Kpalimé Tel. 997 64 18 ou 042 76 58

N°		NOMS	ADRESSE
30		Akuavi KOBONON-ODAH	Coalition Plateau zone Est Atakpamé s/c BP. 252 Atakpamé tel.00228 440 07 20 / 905 53 78 coalitionplateauxest@yahoo.fr odjougbo@hotmail.com
31		Odette TCHALARE	Coalition Sokodé s/c BP. 318 Sokodé tel. 550 05 66 / 903 55 33 gradse@ids.tg
32		Akouélé YEMEY	Coalition Region Maritime BP. 80778 Lomé Tel. 912 61 76 / 994 03 62 Afelong1999@yahoo.fr
33		Yima MOSSO	WiLDAF-TOGO Tel. 222 69 86 Cel. 910 92 93 Wildaf_togo@yahoo.fr
34	WiLDAF Bureau sous regional	Kafui ADJAMAGBO- JOHNSON	BP 7755 Lomé, Togo Angle rue Georges-Messan et rue Khra Quartier Hanoukopé Lomé, Togo Tél.: (228) 222 26 79 Fax.: (228) 222 73 90 E-mail wildaf@cafe.tg E-mail info@wildaf-ao.org Site web: http://www.wildaf-ao.org
35		Kafui Afiwa KUWONU	
36		Kayi Adjoavi AJAVON	
37		Rizalatou SANT-ANNA	
38		K. Idjessi ODAH	
39		Afiwa LOCOH	
40		Dovi Koffi DOS REIS	

DECLARATION DES FEMMES D'AFRIQUE DE L'OUEST SUR L'EFFICACITE DE L'AIDE ET L'EGALITE DES SEXES.

Nous, femmes en provenance de 15 pays d'Afrique de l'Ouest et de la Mauritanie, représentant 33 organisations et réseaux et 2 mécanismes nationaux de promotion des femmes de la sous région, à la réunion Consultative des organisations de femmes d'Afrique de l'Ouest sur l'efficacité de l'aide et l'égalité des sexes, organisée du 25 au 27 juin 2008 à Lomé, par le bureau du WILDAF (Women In Law and Development in Africa) pour Afrique de l'Ouest, avec l'appui financier du Bureau Régional de l'UNIFEM pour l'Afrique de l'Ouest et d'OSIWA (Open Society Institute for West Africa).

Ayant analysé les principes de la Déclaration de Paris, ainsi que le projet de Programme d'Action d'Accra (PAA) ;

Notant l'état endémique de la pauvreté des femmes africaines qui représentent plus de 50% de la population, leur rôle et place dans le développement socio-économique de nos pays, ainsi que leur situation de sans voix dans les processus de prise de décision;

Rappelant cependant leur engagement pour l'éradication de la pauvreté et pour le développement ;

Rappelant les engagements pris par les Etats à travers les instruments internationaux et régionaux de droits des femmes tels que la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes et le protocole à la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique, ainsi qu'à travers des plates formes sur le développement tels que la Plate forme d'action de Beijing, les Objectifs du millénaire pour le Développement, la Déclaration solennelle des Chefs d'Etats de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique et le Protocole de la CEDEAO sur la bonne gouvernance ;

Reconnaissons que l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide offre des opportunités pour faire avancer l'agenda des droits des femmes et de l'égalité des sexes.

Affirmons pourtant que l'aide ne peut être efficace que lorsqu'elle conduit à un développement durable qui implique, la centralité des droits humains, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de la justice sociale et de la préservation de l'environnement.

Affirmons également que les progrès en matière d'égalité des sexes, de préservation de l'environnement, de respect des droits de l'homme et de bonne gouvernance, reconnus dans le projet du programme d'action d'Accra comme « autant d'éléments essentiels à l'obtention de résultats tangibles en matière de développement », ne peuvent être accélérés à travers la mise en œuvre de la Déclaration de Paris que s'ils sont traités comme des secteurs assortis d'indicateurs de progrès et auxquels sont dédiés des ressources financières dans les budgets nationaux.

Déplorons cependant le fait que la Déclaration de Paris n'aie pas pris en compte les droits des femmes, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à travers leur reconnaissance et la proposition de mesures et indicateurs susceptibles de les promouvoir.

Soutenons pleinement les différentes positions des militantes de droits des femmes et experts de l'égalité des sexes lors de la Consultation internationale de Toronto de janvier 2008, des femmes d'Afrique au cours de la Consultation Régionale de Nairobi de mai 2008 et de l'UNIFEM sur l'efficacité de l'Aide;

Tenons à adresser aux pays partenaires, particulièrement ceux d'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'aux donateurs, à l'occasion du Forum de Haut niveau d'Accra de Septembre 2008 destiné à évaluer la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, les recommandations suivantes ;

Concernant l'appropriation

Le principe de l'appropriation doit être compris dans le sens d'une appropriation démocratique qui inclut les Etats aussi bien que les citoyens, les parlementaires et les organisations de la société civile, en particulier les organisations des droits des femmes.

Les Etats partenaires et les donateurs doivent à cette fin :

1. Reconnaître la société civile et en particulier les organisations de femmes comme des partenaires à part entière et de plein droit du processus du développement. Les gouvernements et les donateurs doivent interpréter l'appropriation nationale en accordant une attention particulière à ses implications dans le contexte des engagements internationaux et régionaux de droits des femmes et d'égalité des sexes pris à travers la CEDEF, la Plate forme d'Action de Beijing et le Protocole de l'Union Africaine sur les droits des femmes.
2. Renforcer la capacité des organisations de femmes en vue de leur permettre d'influencer le processus du développement dans une perspective d'intégration du genre dans les politiques, plans, programmes et budgets, et de jouer un rôle clé dans leur mise en œuvre et leur suivi évaluation.
3. Renforcer la capacité des mécanismes nationaux de promotion de la femme à travers l'attribution de ressources et l'acquisition de compétences adéquates pour apporter leur contribution au processus de planification et budgétisation, ainsi qu'à la coordination et au suivi de l'intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans ledit processus.

Concernant l'alignement

Il y a un risque que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient exclues de l'agenda du développement si elles ne constituent pas une priorité clairement exprimée des politiques nationales. Les programmes nationaux devraient être composés des besoins ressentis par les femmes et les hommes et non de ceux imposés comme des priorités nationales.

Nous demandons en conséquence :

4. Que la budgétisation selon le genre soit promue comme un outil combiné avec le soutien général au budget et l'approche sectorielle ;
5. Que les capacités des ministères de la planification et des finances, soient renforcées en matière d'intégration du genre au développement, d'autonomisation des femmes et de budgétisation sensible au genre ;
6. Que l'assistance au développement soit perçue comme devant intégrer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les systèmes, procédures et institutions du gouvernement. Cette intégration devrait être reflétée dans les budgets alloués par les ministères des finances ainsi que dans les budgets sectoriels ;
7. Que la société civile entreprenne le suivi des fonds utilisés pour mettre en œuvre les programmes relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans la gestion des finances publiques et dans les systèmes de passation de marché. A cet égard, les organisations de la société civile devraient mesurer le pourcentage de l'aide destinée aux programmes relatifs à l'égalité des sexes aux droits des femmes et aux droits humains.

Concernant l'harmonisation

Il est généralement admis que le dialogue dans la prise de décision, garantit la prise en compte des différents besoins des groupes. A cette fin :

8. Les stratégies conjointes de travail des bailleurs de fonds doivent intégrer l'expertise en genre pour renforcer le soutien nécessaire à la prise en compte de l'égalité des sexes et pour donner une voix aux pauvres ;
9. A travers l'harmonisation des plans d'action, les partenaires gouvernementaux et les partenaires en développement doivent s'engager à prendre en compte l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans tous les secteurs dans lesquels ils investissent ;
10. Les partenaires en développement devraient entreprendre une analyse de l'égalité des sexes dans les pays d'Afrique de l'Ouest, analyser les défis qui empêcheront la sous région d'atteindre les OMD, harmoniser leurs positions et méthodes de travail pour traiter de ces questions, et établir les priorités de leurs interventions à l'intérieur des stratégies nationales de développement et des programmes sectoriels ;
11. Les missions conjointes et le travail analytique dans les pays doivent inclure des militantes pour l'égalité des sexes, des experts et des représentantes des mécanismes des femmes.

Concernant la gestion axée sur les résultats

Le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris est entrepris à travers un ensemble d'objectifs et indicateurs qui évaluent les réformes en matière de gestion de l'aide au développement, plutôt que l'impact de l'aide sur le développement. En conséquence :

12. Nous en appelons aux Etats parties afin qu'ils adoptent de nouveaux indicateurs qui permettront le suivi et l'évaluation des principes d'appropriation, de gestion axée sur les résultats et de responsabilité de la société civile.
13. La production de données désagrégées selon le genre devrait être planifiée et régulièrement assurée de manière à servir de support à l'adoption de politiques, à la planification et à la budgétisation ainsi qu'à l'évaluation de l'impact des politiques plans et budgets qui sont mis en œuvre dans les pays partenaires.
14. Le système de suivi de la Déclaration de Paris devrait être amélioré par l'introduction d'indicateurs sociaux et relatifs au genre déjà adoptés dans les accords internationaux pour évaluer la programmation et le financement de l'égalité des sexes.

Concernant la responsabilité mutuelle

L'ouverture et la transparence des donateurs et Etats partenaires ainsi que des multiples mécanismes des parties prenantes destinés à la reddition des comptes par les donateurs et les gouvernements, sont nécessaires.

A cet effet :

15. Nous demandons la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation efficace, approprié et indépendant de la Déclaration de Paris et de son impact sur les résultats dans le domaine du développement.
16. Nous demandons aux Etats partenaires et aux donateurs de rendre compte conjointement aux femmes sur les questions relatives à l'égalité des sexes étant donné que la Déclaration de Paris est supposée rendre l'aide efficace à travers l'atteinte des OMD.
17. Nous demandons que les questions sur l'égalité des sexes soient prises en compte pendant les revues des secteurs, des stratégies nationales de développement, et les revues conjointes des donateurs et des gouvernements.
18. Nous suggérons que les donateurs et les gouvernements des pays en développement consacrent leurs ressources au renforcement de capacités du gouvernement, du personnel employé par les bailleurs de fonds, les Organisations de la société civile, les organisations de femmes et les parlements, en vue de renforcer la responsabilité mutuelle pour l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes.
19. Nous demandons que les résultats de l'intégration du genre dans les actions spécifiques telles que l'accès à la santé, l'éducation, les mutations dans le domaine de l'emploi des femmes et leur revenu ainsi que leur protection sociale, la prévalence des violences sexospécifiques et le droit des victimes à la réparation, le droit à l'héritage et à la terre, la représentation et la participation des femmes dans les instances de prise de décision, soient mesurés.

Concernant les Etats fragiles

20. Une attention spéciale devrait être accordée aux Etats fragiles (ceux sortant d'un conflit, d'une guerre ou en situation de post conflit en ce qui concerne l'acheminement d'une aide spéciale aux organisations de femmes en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes affectées par les conflits et les guerres.

Nous recommandons finalement :

21. Qu'il y ait une augmentation substantielle des ressources destinées aux organisations de femmes ; l'alignement ne devrait pas être un obstacle pour l'accès de ces dernières, des plus petites aux plus grandes, à des ressources prévisibles et pluriannuelles leur permettant à tous les niveaux de jouer leur rôle de veille et de plaidoyer et de renforcer leurs capacités.

Fait à Lomé, le 26 juin 2008

LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

1. Women in Law and Development in Africa – West Africa
2. Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines (FEMNET)
3. Women in Law and Development in Africa – Bénin
4. Women in Law and Development in Africa – Burkina Faso
5. Women in Law and Development in Africa – Côte d'Ivoire
6. Women in Law and Development in Africa - Ghana
7. Women in Law and Development in Africa – Guinée
8. Women in Law and Development in Africa – Mali
9. Women in Law and Development in Africa – Nigeria
10. Women in Law and Development in Africa – Sénégal
11. Women in Law and Development in Africa – Togo
12. Réseau pour l'Intégration des Femmes des ONG et associations Africaines (RIFONGA) – Bénin
13. Associação Caboverdiana de Mulheres Juristas – Cabo Verde
14. Rede de Mulheres Economistas – Cabo Verde
15. Mouvement international des Femmes Démocrates (MIFED) - Côte d'Ivoire
16. Female Lawyers Association (FLAG) - Gambia
17. Network for Women's Rights (NETRIGHT)– Ghana
18. Coalition Nationale de Guinée pour les droits et la citoyenneté des femmes (CONAG-DCF) - Guinée
19. Association of Female Lawyers (AFELL) - Liberia
20. CAFO- Mali
21. Forum national pour la promotion des droits de la Femme FNPDF- Mauritanie
22. Association Mauritanienne de Lutte contre les Pratiques Néfastes agissant sur la santé de la femme et de l'Enfant (AMPSFE) - Mauritanie
23. Coordination des ONG et Associations Féminines Nigériennes (CONGAFEN) – Niger
24. ONG Dimol – Niger
25. Women's consortium of Nigeria (WOCON) – Nigeria
26. Women Advocate Research and Documentation Centre (WARDC) - Nigeria
27. Forum for African women educationalists – Sierra Leone
28. Women's Forum – Sierra Leone
29. Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI) – Sénégal
30. Consortium des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement - Sénégal
31. Réseau des Femmes Anciens Ministre et Parlementaires (REFAMP) – Togo
32. Groupe de réflexion et d'action Femmes Démocratie et Développement (GF2D) – Togo
33. La Colombe Togo

MINISTERES

34. Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme, de la protection de l'enfant et des personnes âgées - Togo
35. Federal Ministry of women Affairs, Abuja – Nigeria

Des coupures de presse

DES IMAGES DU PROJET